

*Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !*

# Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N° 23. Septembre-octobre 2006. Prix : 1,5 €. Prix de soutien : 2 €.

**VIVE LA RÉSISTANCE DU PEUPLE LIBANAIS !  
LA DÉFAITE DE L'AGRESSION ISRAÉLIENNE  
EST UN TOURNANT DANS LA SITUATION DU MOYEN-  
ORIENT**

**PAS UN HOMME, PAS UN  
SOU POUR LA FINUL !  
RETRAIT DES TROUPES  
FRANÇAISES ET  
ÉTRANGÈRES DU LIBAN !**

ÉLECTIONS DE 2007

**POUR UNE CAMPAGNE UNITAIRE RÉELLEMENT  
ANTI-CAPITALISTE : LA LCR, LO ET LE PT  
SONT FACE À LEURS RESPONSABILITÉS**

*Société israélienne :*

**Racisme d'État,  
discriminations  
ethniques, inégalités  
sociales...**

***À bas le sionisme !***

*Après la grève générale  
étudiante du printemps :*

**Il faut construire une  
véritable organisation  
nationale étudiante de  
lutte**

*Histoire de la révolution  
russe :*

**Fallait-il réprimer  
l'insurrection de  
Cronstadt ?**

## Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI « lambertiste »** auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-trade-unioniste** (para-syndicale), constamment opportuniste à l'égard de la *bureaucratie syndicale* (notamment de FO) et de plus en plus *nationaliste* ; et de **LO, dont la direction est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), parfois *gauchiste*, toujours *électoraliste* et finalement *incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF* considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire**, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste). N° ISSN : 1763-8305.  
**Tirage du n° 22 (printemps 2006) :** 200 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant). En outre, plus de 2500 personnes et organisations (françaises et étrangères) reçoivent ce journal par Internet. — **Pour s'abonner, nous contacter.**  
**Contacts :** Tél. : 06 64 91 49 63 — Courriel : [groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr) — Site Internet : <http://groupecri.free.fr>  
**Comité de rédaction :** Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Quôc-Tê Phan, Nina Pradier, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction. Les lecteurs sont invités à participer à l'élaboration en proposant des articles, témoignages et documents.

## VIVE LA RÉSISTANCE DU PEUPLE LIBANAIS ! LA DÉFAITE DE L'AGRESSION ISRAËLIENNE CONSTITUE UN TOURNANT DANS LA SITUATION DU MOYEN-ORIENT

### Un bilan sanglant pour le Liban, une défaite cinglante pour Israël

Pendant trente-quatre jours, du 12 juillet au 14 août, l'État d'Israël a largué 3 000 bombes quotidiennes sur le peuple du Liban, et plus encore à partir du moment où l'accord des grandes puissances sur la résolution 1701 a été en vue. Le bilan est lourd : 1 200 morts et 4 000 blessés, pour la plupart des civils, dont un tiers d'enfants de moins de 12 ans, auxquels s'ajoutent les 200 Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie assassinés plus discrètement en juillet-août ; 1 million de Libanais (un quart de la population) contraints à l'exode et aux conditions de vie les plus précaires pendant cinq semaines ; destruction intégrale ou partielle de villages entiers au sud, de quartiers ouvriers de Beyrouth (surtout au sud de la ville, bastion du Hezbollah), de dizaines de milliers d'habitations, de 94 routes, de 80 ponts, des ports et aéroports, des infrastructures téléphoniques, des centrales électriques, des cultures agricoles... Même des cliniques, hôpitaux et centres sociaux ont été bombardés, sous prétexte qu'ils appartenaient ou étaient liés au Hezbollah. À cela s'ajoute la marée noire provoquée par le bombardement de la centrale électrique de Jiyé les 12 et 15 juillet, avec l'éparpillement de 15 000 tonnes de fioul sur 150 km de côtes libanaises et syriennes, soit l'équivalent de la catastrophe de l'Erika en 1999 sur les côtes françaises ; les dégâts en ont été encore aggravés par le fait que l'État d'Israël a interdit le nettoyage des eaux et des côtes, ce qui a rendu l'ampleur de la pollution d'autant plus difficile à limiter. Au total, les destructions provoquées par l'agression israélienne sont estimées à 15 milliards de dollars par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). Cela représente économiquement un bond de quinze ans en arrière pour le Liban, conformément à l'objectif fixé par Dan Haloutz, le chef d'état-major de l'armée israélienne, qui s'était engagé à « ramener le Liban vingt ans en arrière ».

Mais tous ces morts, tous ces blessés, toutes ces destructions ne constituent pas le seul aspect du bilan de la guerre, bien qu'ils en soient les plus tragiques. Le résultat principal de l'agression israélienne est la défaite que lui a infligée la résistance du peuple libanais, militairement organisée et dirigée par le Hezbollah. Non seulement l'armée sioniste n'a pas récupéré les deux soldats enlevés le 12 juillet, alors que c'était le prétexte officiel de la guerre, mais surtout elle n'a pas réussi à écraser le Hezbollah, alors que c'en était la véritable raison. De plus, alors que le gouvernement avait justifié l'ampleur de la riposte par l'objectif de « rétablir la capacité de dissuasion » de l'armée, celle-ci a perdu 117 soldats et plus de 50 de ses 400 chars engagés, détruits par les missiles du Hezbollah ; un certain nombre de ses assauts ont subi des échecs sanglants et elle a même dû se replier plusieurs fois face aux contre-offensives du Hezbollah ; elle n'a même pas réussi à faire taire la télévision du Hezbollah, malgré ses annonces réitérées selon lesquelles les émetteurs de cette dernière avaient été détruits ; et finalement, malgré le temps que les États-Unis lui ont donné en faisant traîner les discussions au Conseil de sécurité de l'ONU, l'armée israélienne n'a pas atteint son objectif de conquérir tout le sud du Liban jusqu'au fleuve Litani. Or c'est la première fois que l'armée israélienne, équipée des armes les plus sophistiquées, considérée comme la quatrième plus puissante du monde, et qui a sur son tableau de chasse plus de cinq guerres victorieuses contre les pays arabes, subit une telle défaite.

Celle-ci n'est pas seulement militaire : elle est aussi politique et morale. Elle se manifeste dans l'État d'Israël lui-même par une crise de confiance de la population à l'égard de ses dirigeants, qui aggrave celle dont les résultats des dernières élections avaient déjà révélé l'ampleur (cf. notre article dans le précédent numéro). Alors que le Premier ministre Ehud Olmert, le ministre de la défense Amir Peretz et le chef d'état-major Dan Haloutz avaient promis aux Israéliens une guerre facile et peu dangereuse de

quelques jours, on compte 160 morts au total et 1 300 blessés ; des centaines de milliers d'Israéliens ont dû se terrer dans les abris pendant de nombreux jours, d'autres ont préféré fuir leurs villes et leurs villages. L'économie de tout le nord du pays a été paralysée pendant un mois (soit une perte de 1,2 milliard d'euros ou 1 % du PIB de 2006), et les dégâts provoqués par les roquettes du Hezbollah sont chiffrés à 1 milliard d'euros. Les chefs arrogants et corrompus de l'armée sioniste ont en outre fait preuve d'une désinvolture méprisante à l'égard de leurs propres soldats et des civils : leur envie haineuse de massacrer des Arabes les a conduits à se précipiter dans une offensive planifiée depuis longtemps, mais mal préparée, lancée avec des soldats mal équipés et sans avoir su prévoir un plan d'organisation des secours aux réfugiés des zones les plus exposées aux tirs de roquettes du Hezbollah. Sous la pression de l'opinion publique israélienne, Olmert a dû reconnaître, sous forme d'euphémisme, des « erreurs et manquements » de l'armée et du gouvernement pendant la guerre et il s'est vu imposer la mise en place d'une commission d'enquête sur ce sujet, même s'il a réussi à en limiter les pouvoirs d'investigation. En même temps, les médias ont fait éclater divers scandales de corruption et de mœurs, qui éclaboussent les sommets de l'État et de l'état-major. Selon les sondages, la cote de popularité d'Olmert aurait ainsi chuté de 74 % avant la guerre à 27 % après.

Mais c'est surtout au Liban et plus généralement parmi les peuples du Moyen-Orient que la défaite politique et morale de l'État d'Israël est patente. Pour ces peuples qui haïssent l'impérialisme et l'État colonial sioniste, rien ne sera plus comme avant, car il est désormais prouvé que la résistance populaire paie, quelle que soit la supériorité militaire de l'ennemi. Ce sentiment de victoire s'exprime dans le soutien populaire au Hezbollah, dont le prestige n'a cessé de croître pendant les cinq semaines de guerre, bien au-delà des chiites. Alors que les médias occidentaux ont voulu dans un premier temps braquer

l'attention sur quelques bourgeois libanais tentés d'émigrer pour faire leurs affaires dans un pays plus sécurisé, les centaines de milliers d'habitants des villages et des quartiers pauvres, qui avaient dû fuir les bombardements, sont revenus immédiatement chez eux, malgré les routes et ponts détruits, le danger des mines et des bombes non explosées sous les gravats, et ils ont commencé à reconstruire. Par cette attitude, ils ont montré non seulement leur volonté de vivre sur leur terre, mais aussi leur détermination à résister pied à pied à la « guerre sans limites » de l'impérialisme et de son bras armé israélien. En se mettant à reconstruire leurs maisons et les infrastructures, ils ont montré que l'État d'Israël avait beau détruire leur pays une nouvelle fois, cela ne les empêcherait pas de persister dans leur détermination à refuser sa prétention à disposer de leur sort.

### **La France et les puissances impérialistes proposent d'autres méthodes, mais ont le même objectif que l'État d'Israël**

La défaite sans précédent de l'État d'Israël, par ses aspects militaires, politiques et moraux, constitue donc un tournant dans la situation du Moyen-Orient et par conséquent au niveau international. Cependant, cela ne signifie évidemment pas que les peuples aient repris le dessus de manière telle qu'ils vont désormais voler de victoire en victoire. Tout au contraire, les puissances impérialistes et leur valet sioniste vont leur faire payer cher cette victoire, et tout faire pour qu'elle demeure sans lendemain. D'une part, les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, qui n'ont pas cessé de recevoir des bombes et des tirs en juillet-août, comme dans la période précédente, vont sans doute être les premières victimes de la soif de vengeance israélienne. D'autre part, en ce qui concerne le Liban lui-même, non seulement Peretz a annoncé qu'il avait bien l'intention de « préparer le prochain round » contre le Hezbollah, mais surtout les puissances impérialistes se sont mises d'accord pour envoyer de nouvelles troupes destinées à accomplir, avec d'autres méthodes, apparemment plus douces, le travail que l'État d'Israël n'a pu mener à bien, c'est-à-dire le désarmement de la résistance populaire.

Le choix d'envoyer en première ligne les puissances européennes, à

commencer par la France, n'est évidemment pas fortuit : pour l'impérialisme français, il s'agit de continuer à défendre ses intérêts traditionnels en renforçant le poids de la bourgeoisie et de l'État libanais ; pour l'impérialisme américain et son relais italien, il s'agit de s'appuyer sur ces intérêts français pour conduire Chirac à prendre sa place dans le dispositif de reconfiguration du « grand Moyen-Orient » dont Bush a énoncé le projet. L'impérialisme français voudrait certes se contenter de défendre ses propres intérêts, sans devenir un supplétif pur et simple de l'impérialisme américain : c'est pourquoi Chirac a exigé des « garanties » quant au mandat de la FINUL, craignant manifestement d'être entraîné dans un borbier à l'irakienne. C'est pourquoi aussi la FINUL est présentée comme une force neutre, chargée seulement d'appuyer l'armée libanaise et non de la diriger officiellement, contrairement à l'armée d'occupation anglo-saxonne en Irak. De ce point de vue, l'avantage des puissances européennes, et notamment de la France qui a pour réputation d'être « amie des Arabes » depuis de Gaulle, est que, aux yeux de bien des Arabes, elles n'apparaissent pas aussi violentes et sanguinaires que les États-Unis et l'État d'Israël... Mais en fait, le piège dans lequel les puissances impérialistes sont en train d'enfermer le peuple libanais n'en est que plus dangereux.

Car le véritable objectif de la « FINUL renforcée » n'est nullement d'assurer la souveraineté du Liban, mais au contraire de maintenir la tutelle coloniale qui a toujours pesé sur cet État artificiellement construit par la France et l'Angleterre dans les années 1920. Le maintien de cette tutelle implique la liquidation de la résistance populaire, incarnée au premier chef par le Hezbollah. De fait, le désarmement de celui-ci est l'objectif clairement affiché par la résolution 1559 de l'ONU, élaborée main dans la main à l'automne 2004 par la France et les États-Unis. Or la résolution 1701 du 12 août dernier subordonne l'« arrêt des hostilités » à la mise en œuvre d'un plan d'application progressif de la résolution 1559. De ce point de vue, la différence entre l'opération israélienne de cet été et celle confiée désormais à la FINUL ne réside pas dans l'objectif, qui est dans les deux cas la liquidation de la résistance, mais dans les moyens de le réaliser. Certes, pour la population du Liban, le cessez-le-feu de fait est

important, et on comprend le soulagement immédiat qui a été ressenti lors du vote de cette résolution. Cependant, la substitution de l'armée libanaise et de la FINUL à l'armée sioniste ne va rendre que plus progressive et plus habile la liquidation de la résistance, ce qui signifie la reprise en main du peuple libanais et l'approfondissement de la tutelle coloniale qui pèse sur lui. Chacun sait que, pour exercer un pouvoir illégitime, il n'y a non seulement le bâton quand c'est nécessaire, mais aussi la carotte quand c'est possible. De ce point de vue, si les coups de bâton d'Olmert ont échoué à atteindre leur objectif, Chirac a pour mission d'atteindre celui-ci en utilisant les carottes que l'Union européenne sait si bien lui laisser.

En l'occurrence, le plan de l'impérialisme français est de transformer le Hezbollah en parti politique « normal », c'est-à-dire démilitarisé, en échange de sa pleine intégration à l'État bourgeois du Liban, ce qui impliquerait *de facto* sa soumission totale à l'impérialisme, à l'image de la grande bourgeoisie libanaise depuis toujours. Tout le problème est que le Hezbollah n'est pas un parti de la grande bourgeoisie, mais un parti nationaliste petit-bourgeois de masse, plus particulièrement implanté dans la classe ouvrière et chez les travailleurs pauvres (souvent musulmans chiites). Par conséquent, il est traversé de contradictions qui rendent impossible sa transformation paisible en parti bourgeois vassalisé : un tel processus ne peut qu'engendrer des tensions et des explosions à l'intérieur de ce parti et des masses elles-mêmes. C'est pourquoi l'espoir impérialiste ou bien-pensant d'un désarmement pacifique du Hezbollah est vain, quand bien même sa direction s'y résoudrait, ce qui n'est pas le cas à ce stade : d'une manière ou d'une autre, les masses sont allées trop loin dans la résistance, leur victoire est trop belle pour qu'elles puissent se laisser désarmer sans mot dire. De fait, autant l'arrêt des combats a été accueilli avec soulagement par une population résistante, mais extrêmement meurtrie, autant les illusions du peuple libanais à l'égard de l'ONU sont ténues ; cela s'explique sans doute parce que la FINUL, présente depuis 1978, n'a jamais empêché les attaques israéliennes, notamment en 1982, ni l'occupation du pays, qui a duré au sud de 1978 à 2000 ; elle a toujours protégé les intérêts de la France et de

la grande bourgeoisie libanaise compradore<sup>1</sup> (le plus souvent chrétienne). C'est ainsi que Kofi Annan a été conspué par la foule lors de sa visite du 28 août dans un quartier populaire détruit de Beyrouth, tenu par le Hezbollah : il « *s'est trouvé encerclé par une foule en colère de partisans du Hezbollah et a dû être rapidement évacué par les services de sécurité. (...) En quelques secondes, des dizaines de personnes l'ont approché et les huées ont cédé aux slogans : "Mort à Israël", "Mort aux États-Unis", "Kofi Annan est un agent des Américains". Alors que plusieurs hauts fonctionnaires onusiens étaient bousculés, depuis les piles de débris, quelques jeunes lançaient des projectiles sur le groupe.* » (*Le Monde* du 30 août.) Nul doute que ce genre d'événements se multiplieront au fur et à mesure que la FINUL se déploiera et avancera vers son objectif ; et nul doute que les projectiles ne seront pas que des pierres.

Nul ne peut prédire si l'impérialisme français et ses acolytes européens réussiront à éviter la formation d'un borborygme à l'irakienne en parvenant à liquider habilement la résistance par l'intégration totale du Hezbollah à l'État, ou si la résistance du peuple, incluant celle d'une partie de cette organisation, les conduira à fomenter les divisions, à aggraver la communautarisation, voire à relancer la guerre civile, comme les États-Unis et le Royaume-Uni le font en Irak pour sauver l'essentiel, c'est-à-dire l'occupation coloniale qui leur permet de piller à leur aise. En tout cas, la bourgeoisie libanaise, qui avait manifesté massivement en mars 2005 pour protester contre l'assassinat du milliardaire Rafic Hariri, le chouchou de Chirac, est bien décidée à s'appuyer pleinement sur la FINUL pour reprendre le contrôle de toute le territoire libanais et désarmer le Hezbollah. C'est ce que prouve l'acte d'allégeance qu'a annoncé fièrement le Premier ministre libanais Fouad Siniora dès le 28 août : à peine déployée dans le sud, pour la première fois depuis quarante ans, l'armée libanaise a intercepté ce jour-là « *des armes sérieuses* » en provenance de la Syrie et destinées au Hezbollah. Autrement dit, le gouvernement compradore du Liban, qui a refusé d'utiliser son armée pour résister à

l'armée sioniste pendant un mois de guerre, est en revanche prompt à prouver sa bonne volonté au service de l'impérialisme en procédant au désarmement indirect du Hezbollah par la confiscation de ses approvisionnements militaires. De fait, si le désarmement par la force du Hezbollah n'est pas encore à l'ordre du jour, dans la mesure où il entraînerait immédiatement une guerre civile, ce n'en est pas moins, pour des impérialistes et de leurs valets du gouvernement libanais, la prochaine étape.

### **Les contradictions du Hezbollah, parti petit-bourgeois nationaliste de masse**

Le Hezbollah est dans une situation inédite. Toute la contradiction qui fait sa réalité même ne peut que le conduire à la crise. Pour les marxistes, la réalité d'un parti ne se détermine évidemment pas par son idéologie, qu'elle soit religieuse ou autre : le problème posé par la nature du Hezbollah n'est donc pas fondamentalement qu'il soit un parti islamiste, contrairement à ce que disent, au sein même du mouvement ouvrier, ceux dont la conscience de classe est déformée au point qu'ils jugent la réalité en fonction de leurs critères démocratiques formels plutôt qu'en procédant à une analyse de classe. La nature d'un parti ne se définit pas non plus par ses seuls liens avec tel ou tel régime bourgeois, dictatorial ou non : en l'occurrence, les liens notoires du Hezbollah avec l'Iran et la Syrie ne suffisent nullement à en faire un instrument de ces régimes, à moins de sombrer dans une vision policière de la réalité. En fait, le Hezbollah doit sa vraie substance sociale et politique à la petite bourgeoisie libanaise musulmane et arabo-nationaliste qui, privée de la plus-value accaparée par l'impérialisme et la grande bourgeoisie libanaise chrétienne et compradore, a construit ce parti dans ses propres intérêts. La frustration historique de cette petite bourgeoisie s'exprime dans l'affirmation de son identité arabe et musulmane, dans sa volonté de combattre la tutelle impérialiste et la grande bourgeoisie libanaise, dans son objectif de réaliser l'émancipation nationale du Liban en liaison avec la Syrie (dont le Liban n'est historiquement qu'une province artificiellement détachée par l'accord franco-britannique de 1920) et dans sa lutte armée contre l'État sioniste, qui a

fait la guerre au Liban en 1982, occupé le sud jusqu'en 2000 et la zone stratégique dite des « fermes de Chebaa » jusqu'à aujourd'hui.

Or, pour avancer vers de tels objectifs, pour défendre ses intérêts, cette petite bourgeoisie musulmane, arabo-nationaliste et « pro-syrienne » a dû construire un parti de masse, en nouant des liens étroits avec les fractions les plus opprimées du peuple libanais, distribuant une aide matérielle considérable aux quartiers populaires et notamment aux habitants du sud méprisés et délaissés par Beyrouth. Par ce travail de terrain déterminé et systématique, le Hezbollah a su recruter des milliers de combattants et canaliser l'envie de combattre de toute une partie de la population la plus exploitée et la plus opprimée dans le cadre du nationalisme arabo-syrien et panislamique. C'est ce qu'exprime très clairement Fatma, une vieille femme du Liban sud citée par *Le Monde* le 23 août, dont la maison avait déjà été détruite par des bombardements israéliens antérieurs et qui avait perdu deux fils dans des combats plus anciens contre Israël : « *J'ai reçu une aide [du Hezbollah, NDR] comme mère de martyrs, témoigne-t-elle. Le gouvernement, lui, n'est jamais venu. Il ne m'a pas dit "nous allons t'aider à construire ta maison car tu es libanaise". Pendant des années, nos parents, nos enfants se faisaient humilier, emprisonner, tuer par Israël. Où était ce gouvernement ?* » Et, au sujet de la résistance menée cet été par le Hezbollah, cette vieille Libanaise déclare que, « *sans l'action des martyrs, nous aurions perdu nos terres. Sans eux, nous ne serions que des brindilles sous les bottes israéliennes.* »

Cette réalité sociale contradictoire du Hezbollah — parti dirigé par la petite bourgeoisie nationaliste et parti populaire de masse — explique que, d'un côté, il incarne la résistance à l'impérialisme et au sionisme, bénéficiant désormais en outre du prestige de la victoire, y compris chez une partie des musulmans sunnites, des druzes, voire de certains chrétiens. Mais, d'un autre côté, ce parti se montre inconséquent dans son opposition à l'impérialisme, allant jusqu'à participer au gouvernement bourgeois d'union nationale dirigé par Siniora, représentant de la grande bourgeoisie libanaise, et destiné à maintenir le joug de l'impérialisme. Ce choix conduit d'ailleurs le Hezbollah à approuver les résolutions

<sup>1</sup> Dans le vocabulaire marxiste, on appelle « bourgeoisie compradore » la bourgeoisie d'un pays dominé par l'impérialisme qui collabore avec cet impérialisme, l'aidant ainsi à piller son propre pays.

visant à le désarmer lui-même ! Au-delà de la question de tactique qui peut expliquer l'approbation de la résolution 1701, dans la mesure où elle conditionnait le cessez-le-feu de fait, c'est la nature même du Hezbollah qui le pousse nécessairement au compromis avec l'impérialisme : de manière générale, la petite bourgeoisie nationaliste préfère ou préférera toujours abandonner son combat anti-impérialiste si l'impérialisme et la grande bourgeoisie lui accordent une place au soleil, en l'occurrence dans le gouvernement et l'État. Tel a été en tout cas le destin de tous les nationalismes des pays dits du « Tiers-Monde », à commencer par les nationalistes arabes des années 1950 aux années 1970, jusqu'à l'OLP d'Arafat qui, après plusieurs décennies de combat contre le sionisme, a fini par capituler en échange d'une entité étatique fantôme, de quelques capitaux débilés et d'une corruption généralisée de ses dirigeants.

C'est pourquoi rien ne peut dispenser les communistes révolutionnaires internationalistes de construire leur propre parti et plus généralement des organisations de lutte prolétariennes indépendantes de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie nationalistes. De ce point de vue, il est même indispensable de critiquer ouvertement la nature petite-bourgeoise des partis nationalistes et anti-impérialistes et l'inconséquence de leur programme, qui se bornent aux cadres du capitalisme et de l'État bourgeois, quels que soient les détails de leur idéologie (de ce point de vue, elle peut être religieuse ou non, cela ne change pas grand-chose à leur nature de classe fondamentale). De même, il faut critiquer les méthodes des partis petits-bourgeois nationalistes, qu'il s'agisse de la tactique de la guérilla dans l'Amérique latine des années 1970, qui a conduit à abandonner le travail dans la classe ouvrière des villes, ou qu'il s'agisse d'attentats contre les civils, qui sont d'autant plus inefficaces qu'ils ne peuvent que renforcer l'union sacrée de ceux-ci avec leur propre gouvernement, alors qu'il est nécessaire de les aider à rompre avec lui. Enfin et surtout, il est nécessaire d'appeler les ouvriers, les paysans pauvres et les jeunes à s'organiser eux-mêmes et à combattre selon les méthodes et les buts de la lutte de classe prolétarienne, pour la rupture avec l'État bourgeois, pour le socialisme. Il est donc hors de question d'accorder la moindre confiance aux partis bourgeois et

petits-bourgeois qui, même quand ils mènent des actions anti-impérialistes particulières, sont toujours susceptibles, par leur nature même, de s'attaquer aux travailleurs et aux organisations ouvrières. Tel est le socle sur lequel peut se préparer une véritable alternative à l'impérialisme et à la bourgeoisie compradore.

En même temps, il n'en est pas moins indispensable de réaliser des accords ponctuels avec les forces petites-bourgeoises nationalistes quand elles jouissent d'une confiance de masse, dans le cadre d'une tactique de front unique anti-impérialiste. Tout en critiquant leur inconséquence, leur programme bourgeois et beaucoup de leurs méthodes de lutte, il faut soutenir l'ensemble des actes anti-impérialistes de ces partis, qu'il s'agisse d'actes de défense militaire du peuple, d'actions pour la libération de militants emprisonnés ou encore de mesures de nationalisation d'entreprises, fussent-elles insuffisantes, lorsque ces partis arrivent au pouvoir (comme c'est le cas au Venezuela et en Bolivie aujourd'hui, en Égypte, en Irak et dans bien d'autres pays dans les années 1950). La seule condition *sine qua non* pour réaliser un tel front unique anti-impérialiste sur telle ou telle question particulière de ce type est que les organisations ouvrières ne s'effacent pas derrière ces partis anti-impérialistes, mais gardent leur existence autonome et s'expriment librement.

De ce point de vue, et conformément à ces principes du marxisme révolutionnaire à l'époque de l'impérialisme — principes conçus et formulés notamment par l'Internationale communiste sous la direction de Lénine, ensuite par Trotsky dirigeant l'Opposition de gauche, puis la IV<sup>e</sup> Internationale —, le Groupe CRI a donc apporté, pendant la guerre de juillet-août, tout son soutien à la résistance des peuples palestinien et libanais contre l'agression sioniste. Bien sûr, à l'exception de quelques pseudo-marxistes qui croient en une résistance pure et éthérée de peuples purs et éthérés, tout le monde sait que la résistance armée réelle du peuple libanais a été organisée et dirigée au premier chef par le Hezbollah (aux côtés duquel se sont rangées quelques petites forces comme le PCL et Amal), selon les plans, avec les armes et avec les combattants de ce parti. C'est pourquoi il n'est pas possible de séparer le soutien de principe à la résistance des peuples et le soutien aux

actes concrets de résistance menés par les individus vivants, organisés dans et par des structures vivantes, en l'occurrence avant tout le Hezbollah. Le soutien aux actes de résistance du Hezbollah est donc un devoir des communistes révolutionnaires internationalistes dignes de ce nom. En même temps, aucun soutien ne doit être apporté au programme politique du Hezbollah et à son idéologie, qui doivent au contraire être critiqués et politiquement combattus, même pendant les périodes ou l'unité d'action ponctuelle sur telle ou telle question est nécessaire.

### **Pour le renversement du gouvernement compradore du Liban, pour l'Assemblée constituante souveraine**

Mais il faut aussi mettre en évidence l'inconséquence du Hezbollah, la contradiction mortelle qu'il y a entre ses actes anti-impérialistes et le fait qu'il siège en même temps dans un gouvernement valet de l'impérialisme. Cela est nécessaire pour aider les masses libanaises à rompre avec leurs illusions envers ce parti et à rejoindre les rangs des communistes révolutionnaires, seuls capables de maintenir une orientation réellement indépendante et conséquente contre l'impérialisme, le sionisme et la bourgeoisie libanaise compradore. C'est pourquoi il faut exiger du Hezbollah et des organisations qui se réclament de l'anti-impérialisme au Liban qu'ils rompent avec le gouvernement Siniora, qu'ils se donnent l'objectif de le renverser, qu'ils refusent leur intégration dans l'État libanais actuel et qu'ils convoquent au contraire une *Assemblée constituante souveraine*. Celle-ci serait chargée de prendre les mesures de rupture avec l'impérialisme et de réaliser la véritable indépendance nationale du Liban — ce qui pose évidemment la question des relations avec la Syrie et donc d'un processus analogue dans ce pays. À l'heure actuelle, ce mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine doit être mis au centre de la politique des communistes révolutionnaires au Liban, en même temps que les revendications sociales des travailleurs. Il est nécessaire de constituer des *milices ouvrières armées autonomes*, capables de participer au combat contre le gouvernement compradore et les forces d'occupation onusiennes, pour préparer le

renversement du premier et l'expulsion des seconds. Le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine est le meilleur moyen de faire pression sur le Hezbollah et les forces nationalistes qui se réclament de l'anti-impérialisme, car il correspond aux aspirations profondes du peuple à prendre en main son propre destin. Au moment de la faillite évidente du gouvernement Siniora face

à l'agression israélienne et de la défaite de celle-ci face à la résistance populaire, ce mot d'ordre est à même de soulever le peuple, en exprimant politiquement, de manière concentrée, sa volonté la plus profonde et la plus immédiate. Il permet en outre de mettre en évidence l'inconséquence du Hezbollah, mais aussi du PC libanais, qui refusent aujourd'hui d'en découdre avec la bourgeoisie libanaise et le

gouvernement compradore, le soutenant au contraire. De plus, ce mot d'ordre donne une place centrale aux revendications démocratiques (élections libres, liberté totale d'expression et d'organisation, droits des femmes...) et permet par là même de combattre politiquement les aspects patriarcaux et cléricaux du Hezbollah.

Ludovic Wolfgang

## LA RÉOLUTION 1701 DE L'ONU VISE À IMPOSER LA « PAIX » IMPÉRIALISTE

*Nous publions ci-dessous une analyse de la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU, rédigée dès le lendemain de son approbation par un camarade syndicaliste étudiant.*

La résolution 1701 a été votée, dans la nuit de vendredi 11 à samedi 12 août, par le Conseil de sécurité de l'ONU, à l'unanimité de ses 15 membres. Cette résolution donne entièrement satisfaction à Israël et à l'impérialisme. Quand Shimon Peres déclare : « *Nous avons obtenu satisfaction sur la quasi-totalité de nos exigences. C'est sans précédent* », l'examen du texte lui donne totalement raison.

L'ONU considère que les hostilités ont été déclenchées par le Hezbollah, et donc qu'Israël n'a fait que se défendre : « *Se déclarant extrêmement préoccupé par la poursuite de l'escalade des hostilités engagées au Liban et en Israël depuis l'attaque du Hezbollah en Israël le 12 juillet 2006* ». Autrement dit, en capturant deux soldats israéliens (dans le but d'obtenir la libération des centaines de libanais, y compris des enfants, emprisonnés en Israël), la résistance libanaise serait responsable de la campagne israélienne de terreur et de destruction du Liban. Pour l'ONU, les résistants sont les coupables et Israël n'a fait que riposter (la résolution ne dit même pas qu'Israël l'a fait de façon « *disproportionnée* », parlant seulement d'escalade de la part des deux camps). Ainsi, après avoir détruit le Liban, Israël pourra s'en laver les mains, l'ONU n'exigeant même pas d'elle une participation financière à la reconstruction du Liban.

Ayant identifié la cause principale de la crise actuelle, **l'ONU réclame « la libération inconditionnelle des [deux] soldats israéliens enlevés »**. Autrement dit, la résistance est sommée de libérer sur le champ et sans contrepartie les deux soldats israéliens. Par contre, **l'ONU n'exige pas la libération des résistants libanais emprisonnés en Israël**, se contentant d'une formule creuse, se disant seulement « *conscient du caractère délicat de la question des prisonniers et encourageant les efforts visant à régler d'urgence la question des prisonniers libanais détenus en Israël* ». Bref, Israël peut maintenir en détention les libanais avec la bénédiction de la « *communauté internationale* ».

**La résolution n'exige pas le retrait immédiat des troupes d'occupation du Liban.** L'ONU dit simplement être « *déterminée à agir de telle sorte que ce retrait intervienne le plus tôt possible* ». Autrement dit, l'ONU laisse tranquillement l'État d'Israël finir sa sale besogne. Après la fin de ses opérations « *offensives* » visant à conquérir toute la zone comprise entre la frontière et le fleuve Litani, Israël annonce sa volonté de rester quelque temps (deux semaines selon les dernières déclarations) pour « *nettoyer* » (selon leur expression) la zone conquise, ce que lui permet l'ONU qui ne lui demande que de cesser ses « *offensives militaires* ». Après la fin du « *nettoyage* », Israël pourra passer le relais à une force internationale (FINUL) de 15 000 hommes.

**Alors qu'Israël a dévasté et occupe une partie du Liban, l'ONU considère que la résistance constitue la grande menace qu'il faut neutraliser.** Ainsi, les

troupes internationales ne seront pas déployées dans l'État d'Israël pour neutraliser ses velléités guerrières, mais dans la partie sud du Liban (précisément dans la partie du Liban qu'Israël s'emploie à « *nettoyer* » avant de passer la main à l'ONU) pour aider le gouvernement libanais à appliquer la résolution 1559 de l'ONU, c'est-à-dire à désarmer la résistance. L'occupation impérialiste du Liban vise à empêcher toutes les opérations de la résistance libanaise contre Israël, laissant totalement isolé la Résistance palestinienne.

**La résolution n'exige pas qu'Israël quitte la partie du Liban qu'elle occupe depuis 1967 (les fermes de Chebaa).** Elle se contente de dire : « *Prenant dûment note des propositions faites dans le plan en sept points concernant le secteur des fermes de Chebaa (...)* ». Israël pourra donc continuer à occuper cette partie du territoire libanais pendant que la force internationale la protégera de la résistance libanaise.

**Enfin, rappelons que l'ONU n'a strictement rien à dire sur les opérations d'Israël à Gaza et en Cisjordanie.** Israël continue ses opérations armées dans ces territoires, massacrent la population, kidnappent les représentants élus du peuple palestinien, etc. sans que la « *communauté internationale* » s'en émeuve. Enlever deux soldats d'un État raciste et colonial est pour la communauté internationale bien plus grave que l'oppression du peuple palestinien et les exactions qui vont avec.

Sylvain

## LA LUTTE CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE ET LA TACTIQUE DU FRONT UNIQUE ANTI-IMPÉRIALISTE, ACQUIS MAJEURS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

*La tactique du « front unique anti-impérialiste » a pour source principale la théorie de l'impérialisme que Lénine a élaborée, dont les implications politiques principales sont d'une part la nécessité pour les marxistes de soutenir inconditionnellement le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*

*en s'émancipant du joug impérialiste, d'autre part la nécessité de combattre par tous les moyens pour la défaite de l'impérialisme en général (et pour celle de son propre impérialisme en particulier — c'est le « défaitisme révolutionnaire »). Lénine écrivait ainsi : « Si demain le Maroc déclarait*

la guerre à la France, l'Inde à l'Angleterre, la Perse ou la Chine à la Russie, etc., ce seraient des guerres "justes", "défensives", quel que soit celui qui commence, et tout socialiste appellerait de ses vœux la victoire des États opprimés, dépendants, lésés dans leurs droits, sur les "grandes"

puissances oppressives, esclavagistes, spoliatrices.» (Le socialisme et la guerre, in *Euvres*, XXI, *Éd. sociales/Éd. en langues étrangères*, Paris/Moscou, 1960, p. 311.)

### Les « Thèses d'Orient »

La tactique du « front unique anti-impérialiste » (FUA) proprement dit a été définie dans les « Thèses générales sur la question d'Orient » adoptées par le IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste en 1922, en corrélation explicite avec la tactique du « front unique ouvrier » (FUO) élaborée par le congrès précédent. Le FUO était destiné à orienter le travail des jeunes partis communistes des pays impérialistes en direction des masses prolétariennes qui restaient majoritairement organisées sous la direction des réformistes ; il s'agissait de mobiliser les masses tout en les aidant à faire leur propre expérience des trahisons de la social-démocratie, condition de leur rupture avec celle-ci. La tactique du FUA est quant à elle déterminée par « les objectifs généraux des partis communistes » dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Ces objectifs sont doubles et il faut donc éviter deux écueils : « *Le refus de communistes des colonies de prendre part à la lutte contre l'oppression impérialiste sous le prétexte de la "défense" exclusive des intérêts de classe, est le fait d'un opportunisme du plus mauvais aloi qui ne peut que discréditer la révolution prolétarienne en Orient. Non moins nocive est la tentative de se mettre à l'écart de la lutte pour les intérêts quotidiens et immédiats de la classe ouvrière au nom d'une "unification nationale" ou d'une "paix sociale" avec les démocrates bourgeois. Deux tâches confondues en une seule incombent aux partis communistes coloniaux et semi-coloniaux : d'une part, ils luttent pour une solution radicale des problèmes de la révolution démocratique-bourgeoise ayant pour objet la conquête de l'indépendance politique ; d'autre part, ils organisent les masses ouvrières et paysannes pour leur permettre de lutter pour les intérêts particuliers de leur classe et utilisent à cet effet toutes les contradictions du régime nationaliste démocratique-bourgeois. En formulant des revendications sociales, ils stimulent et libèrent l'énergie révolutionnaire qui ne se trouvait point d'issue dans les revendications libérales bourgeoises. La classe ouvrière des colonies et semi-colonies*

*doit savoir fermement que, seules, l'extension et l'intensification de la lutte contre le joug impérialiste des métropoles peuvent lui donner un rôle directeur dans la révolution, et que, seules, l'organisation économique et politique et l'éducation politique de la classe ouvrière et des éléments semi-prolétariens peuvent augmenter l'amplitude révolutionnaire du combat contre l'impérialisme.* » C'est de ces objectifs que découle la tactique du « front anti-impérialiste unique » : « *L'opportunité de ce mot d'ordre est conditionnée par la lutte à longue échéance contre l'impérialisme mondial, lutte exigeant la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires. Cette lutte est d'autant plus nécessaire que les classes dirigeantes indigènes sont enclines à des compromis avec le capital étranger et que ces compromis portent atteinte aux intérêts primordiaux des masses populaires. De même que le mot d'ordre du front prolétarien unique a contribué et contribue encore en Occident à démasquer la trahison par les social-démocrates des intérêts du prolétariat, de même le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique contribuera à démasquer les hésitations et les incertitudes des divers groupes du nationalisme bourgeois. D'autre part, ce mot d'ordre aidera au développement de la volonté révolutionnaire et à la clarification de la conscience de classe des travailleurs en les incitant à lutter au premier rang, non seulement contre l'impérialisme, mais encore contre toute espèce de survivance du féodalisme. Le mouvement ouvrier des pays coloniaux et semi-coloniaux doit, avant tout, conquérir une position de facteur révolutionnaire autonome dans le front anti-impérialiste commun. Ce n'est que si on lui cette importance autonome et s'il conserve sa pleine indépendance politique que les accords temporaires avec la démocratie bourgeoise sont admissibles et même indispensables.* »<sup>1</sup>

### La dégénérescence stalinienne de l'Internationale communiste

Les acquis théoriques de Lénine et des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste ont été

<sup>1</sup> « Thèses générales sur la question d'Orient », in *Thèses, manifestes et résolutions adoptés par les Ier, IIe, IIIe, IVe Congrès de l'Internationale Communiste (1919-1923)*, Bibliothèque communiste, Librairie du travail, juin 1934, réimpression en fac-similé, François Maspero, 1969, pp. 176-177.

ensuite abandonnés par la clique stalinienne. Celle-ci leur a substitué d'abord la soumission politique des partis communistes aux forces réformistes dans les pays impérialistes (comme pendant la grève générale en Angleterre en 1926) et aux partis bourgeois nationalistes dans les pays coloniaux et semi-coloniaux (comme en Chine en 1925-1927), menant nécessairement le prolétariat à la défaite. C'est ainsi que Staline écrivait, dans ses prétendues *Questions du léninisme* : « *Les communistes doivent passer de la politique du front unique national à celle du bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite bourgeoisie. Dans de tels pays, ce bloc peut prendre la forme d'un parti unique, parti ouvrier et paysan, dans le genre du Kuomintang [parti bourgeois nationaliste chinois].* » (Cité par Trotsky dans *L'Internationale communiste après Lénine*, trad. fr., Paris, PUF, 1969, tome 2, p. 346.) — Dans un second temps, face à l'échec de cette politique, opérant un revirement spectaculaire, la direction stalinienne de l'IC a inventé la « théorie » de la social-démocratie comme « social-fascisme », refusant dès lors tout front unique avec cette force qualifiée d'ennemi n° 1, ce qui a conduit à l'affaiblissement du mouvement ouvrier face au fascisme, notamment en Allemagne ; et, dans un pays semi-colonial comme la Chine, après l'écrasement des communistes par les nationalistes du Kuomintang auxquels elle les avait subordonnés, la clique stalinienne s'est lancée dans une politique aventuriste, putschiste et purement militaro-paysanne, tout en considérant comme sans importance les questions « bourgeoises » de l'indépendance nationale et de la démocratie politique. — Enfin, effrayée par les risques que le nazisme faisait peser sur l'existence même de l'URSS, la clique stalinienne a opéré un nouveau virage à 180 degrés en appelant à réaliser partout des « fronts populaires » contre le fascisme et pour la « démocratie », avec non seulement les social-démocrates, mais aussi avec des partis bourgeois, y compris dans les pays impérialistes, comme le parti radical en France. Ces « fronts populaires » se distinguent des « fronts uniques » (ouvrier ou anti-impérialiste) par le fait que les communistes sont appelés à abandonner leur propre programme, à reporter toute perspective révolutionnaire aux calendes grecques et à ne pas combattre politiquement leurs alliés. Dès lors, il ne s'agit plus

d'une tactique visant à mobiliser les masses et à les faire rompre avec les réformistes (front unique ouvrier) ou avec les partis nationalistes anti-impérialistes (front unique anti-impérialiste), mais d'une stratégie revenant à liquider toute politique prolétarienne véritablement indépendante, en subordonnant le prolétariat au capitalisme « démocratique » et à l'État bourgeois.

### **La continuité bolchevique assurée par Trotsky et la IV<sup>e</sup> Internationale**

À l'encontre de ces zigzags et notamment contre cette stratégie des « fronts populaires », Trotsky et les partisans de l'Opposition de gauche internationale, puis de la IV<sup>e</sup> Internationale, ont maintenu les acquis des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. C'est ainsi que Trotsky écrit dans le *Programme de transition*, fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale (1938) : « *La guerre impérialiste est la continuation et l'exacerbation de la politique de la bourgeoisie ; la lutte du prolétariat contre la guerre est la continuation et l'exacerbation de la lutte de classe. (...) [Dans la prochaine guerre], le contenu fondamentale de la politique du prolétariat international sera, par conséquent, la lutte contre l'impérialisme et sa guerre. Le principe fondamental de cette lutte sera : "L'ennemi principal est dans notre propre pays" ou : "La défaite de notre propre gouvernement (impérialiste) est le moindre mal."* ». Cependant, ajoute Trotsky, « *tous les pays du monde ne sont pas des pays impérialistes. Au contraire, la majorité des pays sont victimes de l'impérialisme. Certains pays coloniaux ou semi-coloniaux tenteront, sans aucun doute, d'utiliser cette guerre pour rejeter le joug de l'esclavage. De leur part, la guerre ne sera pas impérialiste, mais émancipatrice. Le devoir du prolétariat international sera d'aider les pays opprimés en guerre contre les oppresseurs. (...) La défaite de tout gouvernement impérialiste dans la lutte contre un État ouvrier ou un pays colonial est le moindre mal.* » Est-ce à dire que le prolétariat renonce à son indépendance politique ?

Absolument pas : « *Tout en soutenant un pays colonial (...) dans la guerre, poursuit le Programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, le prolétariat ne se solidarise pas dans la moindre mesure avec le gouvernement bourgeois du pays colonial (...). Au contraire, il*

*maintient sa complète indépendance politique aussi bien envers l'un qu'envers l'autre. En aidant une guerre juste et progressiste, le prolétariat révolutionnaire conquiert les sympathies des travailleurs des colonies (...), y affermit ainsi l'autorité et l'influence de la IV<sup>e</sup> Internationale, et peut aider d'autant mieux au renversement du gouvernement bourgeois dans le pays colonial.* »

Il est donc clair que la tactique du front unique anti-impérialiste contre la guerre, si elle est mise en œuvre correctement, n'a rien de contradictoire avec une orientation prolétarienne révolutionnaire indépendante. Cela signifie que les prolétaires des pays impérialistes ne doivent sombrer ni dans le pacifisme petit-bourgeois, ni dans le démocratisme tout aussi petit-bourgeois consistant à prendre prétexte de la nature souvent réactionnaire du régime de État colonial ou semi-colonial pour ne pas soutenir celui-ci s'il est attaqué par une puissance impérialiste. Trotsky écrit ainsi, au moment des préparatifs de l'invasion de l'Éthiopie monarchique et esclavagiste (au sens strict du terme) de Haile Selassie par l'Italie impérialiste de Mussolini : « *Bien entendu, nous sommes pour la défaite de l'Italie et pour la victoire de l'Éthiopie, et nous devons donc faire tout notre possible pour empêcher, par tous les moyens en notre pouvoir, que d'autres puissances impérialistes soutiennent l'impérialisme italien et en même temps faciliter du mieux que nous pouvons la livraison d'armes, etc. à l'Éthiopie. Néanmoins, nous devons faire valoir que cette lutte n'est pas dirigée contre le fascisme, mais contre l'impérialisme. Quand c'est de guerre qu'il s'agit, il n'est pas question pour nous de savoir qui est "le meilleur", du Négus [le monarque éthiopien] ou de Mussolini, mais d'un rapport de forces et du combat d'une nation sous-développée pour sa défense contre l'impérialisme.* » (« *Le conflit italo-éthiopien* », 17 juillet 1935, in *Œuvres*, tome 6, Paris, EDI, 1979, p. 51.) La raison de cette tactique est justifiée par Trotsky dans un autre texte de la manière suivante : « *Si Mussolini l'emporte, cela signifiera le renforcement du fascisme, la consolidation de l'impérialisme et le découragement des peuples coloniaux en Afrique et ailleurs. La victoire du Négus, en revanche, constituerait un coup terrible pour l'impérialisme dans son ensemble et donnerait un élan puissant aux forces rebelles des*

*peuples opprimés. Il faut vraiment être complètement aveugle pour ne pas le voir.* » (« *À propos des dictateurs des hauteurs d'Oslo* », 22 avril 1936, in *Œuvres* 9, Paris, EDI, 1980, p. 296.)

Même si le régime politique du pays colonial ou semi-colonial est le fascisme, cette tactique anti-impérialiste reste valable. En septembre 1938, alors que le fascisme emporte victoire sur victoire en Europe (gagnant l'Autriche et l'Espagne après l'Allemagne et l'Italie), mais aussi en Chine et en Amérique latine, Trotsky conteste pourtant avec virulence, contre les staliniens et les social-démocrates qui ne jurent plus les uns et les autres que par la « démocratie » bourgeoise, que la priorité soit la lutte contre le fascisme en tant que tel : au niveau international, explique-t-il, ce qui compte avant tout, c'est la lutte contre l'impérialisme. Par exemple, « *il règne aujourd'hui au Brésil un régime semi-fasciste qu'aucun révolutionnaire ne peut considérer sans haine. Supposons cependant que, demain, l'Angleterre entre dans un conflit militaire avec le Brésil. Je vous le demande : de quel côté sera la classe ouvrière ? Je répondrai pour ma part que, dans ce cas, je serai du côté du Brésil "fasciste contre l'Angleterre "démocratique". Pourquoi ? Parce que, dans le conflit qui les opposerait, ce n'est pas de démocratie ou de fascisme qu'il s'agirait. Si l'Angleterre gagnait, elle installerait à Rio de Janeiro un autre fasciste, en enchaînerait doublement le Brésil. Si au contraire le Brésil l'emportait, cela pourrait donner un élan considérable à la conscience démocratique et nationale de ce pays et conduire au renversement de la dictature de Vargas. La défaite de l'Angleterre porterait en même temps un coup à l'impérialisme britannique et donnerait un élan au mouvement révolutionnaire du prolétariat anglais. Réellement, il faut n'avoir rien dans la tête pour réduire les antagonismes mondiaux et les conflits militaires à la lutte contre fascisme et démocratie. Il faut apprendre à distinguer sous tous leurs masques, les exploités, les esclavagistes et les voleurs !* » (« *La lutte anti-impérialiste* », 23 septembre 1938, in *Œuvres* 18, Paris, EDI, 1984, p. 326.)

Les « *complètement aveugles* » des organisations « trotskystes » d'aujourd'hui — pour ne pas parler de ceux qui « *n'ont rien dans la tête* », s'il y en a — vont-ils nous objecter que les temps ont changé, que ce que Trotsky disait dans les années 1930 n'est plus

valable aujourd'hui, qu'il ne faut pas être dogmatiques, que la vie n'est pas dans les livres, et autres fadaïses qui font certainement la sagesse des nations, mais non celle des internationalistes ? Certes, bien des choses ont changé, mais l'impérialisme est toujours là, et sa défaite est donc en toutes circonstances ce que les révolutionnaires peuvent espérer de mieux, même si elle entraîne apparemment une victoire de fiéffés réactionnaires. De ce point de vue, l'Irak de Saddam Hussein hier ou l'Iran d'aujourd'hui sont indéniablement comparables au Brésil de Vargas : il s'agit dans les trois cas de régimes réactionnaires, de dictatures sanguinaires qui ont assassiné des milliers de communistes et d'opposants ; mais la défaite de l'impérialisme contre eux aurait été — et serait dans le cas de l'Iran —, un formidable événement pour le prolétariat américain comme pour les peuples du Moyen-Orient et les opprimés en général. De même, la récente défaite de l'État d'Israël est un formidable événement (même si elle reste limitée), bien qu'elle lui ait été infligée par un parti dont l'idéologie est réactionnaire.

### **La tactique du front unique anti-impérialiste et la question du pouvoir**

Certains cependant, qui ne sont donc pas « *complètement aveugles* », mais seulement borgnes, veulent bien

accorder que la tactique du front unique anti-impérialiste est correcte à condition de la limiter au terrain militaire. En fait, cette restriction n'a pas lieu d'être : la guerre n'étant que la continuation de la politique par d'autres moyens, comme disait Lénine à la suite de Clausewitz, la domination de l'impérialisme prend tantôt la forme d'une intervention militaire, tantôt la forme d'un pillage « pacifique », voire « démocratique » comme c'est le cas par exemple de la France au Liban. Dès lors, la tactique du front unique anti-impérialiste ne saurait se limiter au combat contre la forme militaire de la politique impérialiste, mais doit viser à infliger des défaites à l'impérialisme sur tous les terrains possibles, par exemple sur le plan économique avec le combat pour les nationalisations dans les pays dominés, ou sur le plan politique avec le combat pour l'Assemblée constituante.

C'est pourquoi il est correct, et même urgent, d'exiger par exemple du Hezbollah qu'il rompe avec le gouvernement comprador de Siniora et qu'il convoque une Assemblée constituante souveraine. Bien sûr, il ne le fera pas spontanément, mais il n'y a aucune raison de penser que ce soit impossible si la nécessité de résister à la pression de l'impérialisme, d'une part, la lutte de classe prolétarienne, d'autre part, l'y contraignent. C'est ce qu'expliquait Trotsky au sujet du Kuomintang qui était pourtant déjà au pouvoir en Chine au début des années

1930. Il envisageait ainsi que ce parti — où s'exprimaient plusieurs tendances, comme dans tout parti qui joue un certain rôle politique — voie se dégager une aile gauche, « radicale », rompant avec le gouvernement comprador de Tchiang Kai-chek et faisant sien le mot d'ordre d'« Assemblée nationale ». Après avoir insisté sur la nécessité impérieuse que les trotskystes chinois mettent en avant ce mot d'ordre (alors que certains de leurs dirigeants avaient tendance à tomber dans une ligne gauchiste maximaliste, ne préconisant que les « soviets »), Trotsky dit : « *Si l'aile radicale de la bourgeoisie essayait de réaliser l'assemblée nationale, il nous faudrait d'un côté la pousser à agir, par exemple à renverser Tchiang Kai-chek et former son propre gouvernement, et, de l'autre côté, il nous faudrait expliquer aux masses qu'elle les trompe.* » (« Discussions sur la Chine » entre Trotsky et Harold R. Isaacs, rapportées par celui-ci, in *Œuvres* 6, Paris, EDI, 1979, p. 113.) N'en déplaise aux « gauchistes » d'aujourd'hui, il n'y a là pas plus de « contradiction » formelle que d'impossibilité réelle, mais un condensé très pur de la dialectique inhérente à la tactique même du front unique anti-impérialiste — tactique d'autant plus cruciale qu'elle est appliquée, en l'occurrence, à la question, centrale entre toutes, du pouvoir.

L. W.

## **PAS DE « SOLIDARITÉ » AVEC LES PEUPLES LIBANAIS ET PALESTINIEN SANS SOUTIEN À LEUR RÉSISTANCE ET SANS LUTTE CONTRE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS**

*En France, la meilleure aide que les travailleurs puissent apporter au peuple libanais est leur lutte contre leur propre impérialisme, contre la politique de Chirac au Liban et au Moyen-Orient, pour le retrait immédiat des troupes françaises et de toute la FINUL. Cela implique un combat politique pour éradiquer les illusions envers l'ONU et l'impérialisme français que distillent non seulement la bourgeoisie et ses partis (UMP, UDF, PS, Verts...), mais aussi les réformistes de la gauche du PS, du PCF et des directions syndicales, tous couverts comme d'habitude par les principales forces d'extrême gauche (LCR, LO et PT).*

### **Alignement intégral du PCF et des directions syndicales derrière l'impérialisme français...**

Il n'est pas nécessaire d'insister ici sur le cas du PS, qui a immédiatement fait porter la responsabilité du conflit sur le Hezbollah et qui a qualifié de « légitime » l'agression israélienne, en se contentant comme Chirac de la juger disproportionnée<sup>1</sup>. En revanche,

<sup>1</sup> Pour Jospin, par exemple, les choses sont claires : « Sous nos yeux, une démocratie, Israël, (a été) indûment provoquée par une faction libanaise, le Hezbollah » et, « comme souvent face aux agressions, Israël a sur réagi, comme si ce pays jouait à chaque fois son existence même, et il a déployé sans ménagement la supériorité de

il faut dénoncer tout particulièrement l'alignement total du PCF derrière Chirac : ce parti a d'abord refusé de soutenir la résistance libanaise, faisant croire aux travailleurs que la solution viendrait de l'ONU et tout particulièrement de la diplomatie française. Puis, au lendemain de l'arrêt des combats, dans un communiqué du 16 août, le PCF publiait un tract

sa puissance de feu. Ayant une fois de plus l'argument légitime des attaques qu'il subit, l'État hébreu fixe à ses interlocuteurs possibles des obligations qu'ils ne peuvent satisfaire en l'état. » (Colloque de Santander, « Démocratie et dialogue : l'Occident et le monde arabe », séance du lundi 21 août 2006 sur le thème de « la démocratie comme antidote approprié à la violence »...)

national ignoble : il renvoie dos-à-dos l'agresseur israélien et la résistance libanaise en prétendant que « toutes les opérations militaires et tous les tirs, de toute part, doivent cesser impérativement et définitivement » et il ose faire croire que « les forces armées du Liban et celles de la FINUL vont se déployer pour garantir la souveraineté et la sécurité du Liban ». Puis le PCF, tout en rejetant le recours à la force, n'en fait pas moins sien l'objectif de désarmement de la résistance, opération qu'il camoufle sous une exigence démocratique frauduleuse en se prononçant « pour l'affirmation d'un État de droit indépendant, démocratique et non confessionnel où seuls les pouvoirs publics puissent disposer de la force armée ». Enfin, le PCF s'aligne ouvertement derrière l'impérialisme français : au lieu de dénoncer ses intérêts coloniaux au Liban et d'éclairer sous cet angle la véritable cause de l'envoi de nouvelles troupes dans le cadre de la FINUL, le tract du 16 août se vautre dans le vil chauvinisme en s'enorgueillissant du fait que « la France est en première ligne pour assumer au Sud Liban une opération politico-sécuritaire internationale délicate et décisive pour l'avenir. Elle doit le faire avec le plus grand sens des responsabilités. » Dans son discours de rentrée à Hennebont, le 23 août, Marie-George Buffet a persisté et signé : « Après des hésitations, la position de la France a évolué favorablement et je me félicite que notre pays, par son action, ait contribué au cessez le feu. (...) Pour ma part, autant je pense que la France doit s'impliquer pleinement dans la Finul, y compris dans sa direction, autant je pense qu'il est nécessaire de fixer un mandat précis pour éviter que cette Finul soit de nouveau impuissante. Si aujourd'hui les conditions sont réunies, alors il faut que le Président de la République, sans tarder, engage la France. Je peux témoigner que lors de mon voyage au Liban, le peuple libanais, toutes sensibilités confondues, attend de la France qu'elle agisse pour préserver sa souveraineté et sa liberté. » D'où l'on peut conclure d'une part que, sur cette question, Buffet est plus chiraquienne que Chirac, puisqu'elle lui reproche ses « hésitations » ; et, d'autre part elle a sans doute rencontré au Liban des membres du gouvernement Siniora et des bourgeois de Beyrouth, mais manifestement aucun de ces centaines de milliers d'ouvriers et de paysans qui

soutiennent ou participent à la résistance...

De son côté, la CGT s'est rangée derrière l'impérialisme en exigeant la « pleine application de la résolution 1559 » dans ses communiqués des 8 et 10 août. La FSU a fait de même en renvoyant dos-à-dos le Hezbollah et l'armée sioniste, en « exige(ant) la pleine application des résolutions de l'ONU concernant les territoires Palestiniens et le Liban » et en faisant appel « au gouvernement français et aux instances européennes » pour trouver une solution à la crise (communiqué du 10 août). Aucune confédération ou fédération syndicale nationale n'a soutenu la résistance libanaise. Seule la Fédération syndicale étudiante (FSE) a dénoncé clairement le soutien du gouvernement français à Israël, exigeant l'« arrêt immédiat et inconditionnel de la campagne de terreur israélienne », apportant son « soutien total à la Résistance légitime des peuples palestiniens et libanais contre l'agression israélienne » et proclamant : « À bas la résolution 1559 de l'ONU ! Contre le déploiement d'une force impérialiste au Moyen-Orient ! »

### ... capitulation de la LCR, de LO et du PT face aux réformistes

Quant aux principales organisations d'« extrême gauche », quelle orientation ont-elles proposé pour aider les travailleurs à y voir clair et à se mobiliser contre leur propre gouvernement ? — Pendant la guerre elle-même, la LCR a parfois déclaré « pleinement légitime le droit de résister [des peuples libanais et palestinien] à l'occupation coloniale et aux agressions de l'État d'Israël » (cf. son communiqué du 17 juillet), parfois non (cf. son communiqué du 8 août, qui se contente d'affirmer une « solidarité avec les peuples libanais et palestiniens contre l'agression militaire israélienne ». Cette hésitation s'explique par un opportunisme permanent à l'égard du « Collectif pour une paix juste et durable au Moyen-Orient », dominé par le PCF, la CGT et quelques autres, et auquel la LCR a accepté de participer sous prétexte d'« unité ». D'autre part, la LCR a certes condamné, dès le 17 août, le contenu de la résolution 1701 et l'envoi de nouvelles troupes pour désarmer la résistance, mais, outre ses formulations pacifistes (« Oui à la paix »...), elle a refusé de rompre le front constitué en juillet avec le PCF,

capitulant ainsi devant lui : de fait, ce parti et les principales forces de « gauche » ayant décommandé une manifestation prévue pour le 9 septembre, la LCR n'a rien proposé aux travailleurs et aux jeunes pour contrer cette véritable trahison du peuple libanais, refusant de prendre quelque initiative que ce soit pour commencer à mobiliser contre la FINUL et l'envoi de nouvelles troupes françaises.

Le PT, de son côté, s'est d'abord manifesté... par une incroyable inertie : il n'a pas pris la moindre initiative et n'a appelé à aucune des manifestations avant celle du 29 juillet, alors qu'il y en a eu plusieurs à Paris entre le 12 et le 26, les mercredi et samedi. Encore dans le numéro de son journal hebdomadaire, *Informations ouvrières (IO)*, daté du 20 juillet, soit huit jours après le début de l'agression israélienne contre le Liban, on ne trouve qu'une « tribune libre » d'un « militant juif de Palestine » à titre individuel sur la question palestinienne et la proposition d'une « conférence internationale de solidarité avec les femmes palestiniennes », mais aucune déclaration du PT sur l'agression israélienne contre le Liban, aucune proposition et même aucune véritable information, à l'exception de quelques dépêches de l'AFP ! Un parti qui revendique près de 6000 adhérents et une Internationale, et qui est doté d'un solide appareil de permanents, serait-il incapable de se faire une opinion sur un sujet d'une telle importance mondiale, même au cœur du mois de juillet ? Ou sa routine para-syndicale et sa logique d'appareil l'auraient-elles rendu définitivement incapable de faire face aux événements politiques exceptionnels ? Il faut en tout cas attendre un tract du 26 juillet et *IO* du 27 pour trouver un appel à se joindre aux manifestations du 29, le PT se prononçant à juste titre « pour le soutien à la résistance des peuples palestinien et libanais », mais se contentant de dénoncer Israël et les États-Unis, sans rien dire contre l'ONU... et contre Chirac, représentant de l'impérialisme français ! La page est d'ailleurs vite tournée : la semaine suivante, dans *IO* du 3 août, on trouve une nouvelle lettre du « militant juif qui exprime son propre point de vue » et une déclaration de Louiza Hanoune, porte-parole du PT d'Algérie, mais pas la moindre prise de position du PT français, et pas la moindre proposition. Et, après le vote de la résolution 1701,

des critiques lui sont certes adressés dans *IO* du 17 août (quoique surtout à travers une revue de presse qui permet d'éviter glorieusement de prendre une position claire et nette), mais le PT n'a rien à dire contre l'envoi de la FINUL et des troupes françaises en particulier, abandonnant les principes internationalistes les plus élémentaires du mouvement ouvrier. Tout ce que le PT trouve à dire à ce sujet, c'est que la résolution « *contient nombre de pièges. Par exemple, le fait qu'il n'y a ni calendrier précis de retrait des forces israéliennes et d'installation de la force internationale ni d'ailleurs de mandat clair pour celles-ci.* » Autrement dit, soit le PT ne comprend rien au rôle de la « force internationale » impérialiste, soit il la cautionne, mais dans les deux cas il fait preuve d'une lamentable faillite. Dans les numéros suivants de son journal, cette organisation ne s'est toujours pas prononcée contre la FINUL et l'envoi des troupes françaises en particulier, confirmant son alignement de fait derrière Chirac.

Quant à Lutte ouvrière, elle a refusé pendant tout l'été d'apporter son soutien à la résistance libanaise, sous prétexte que le Hezbollah a une idéologie réactionnaire. Dans la pratique, son inertie a été encore plus grande que celle du PT puisqu'elle a attendu quant à elle... le 11 août pour appeler à la manifestation du 12 ! Plutôt que de considérer comme prioritaire le soutien aux peuples libanais et palestinien massacrés par l'armée israélienne, LO a préféré ne pas changer d'un iota la routine de ses « caravanes d'été » — alors qu'elle aurait pu se servir de celles-ci pour mobiliser les travailleurs contre la guerre dans les villes visitées. Enfin, LO dénonce verbalement le rôle de l'impérialisme français en général et analyse l'envoi des troupes françaises comme un moyen de protéger ses intérêts, mais elle ne condamne pas pour autant la résolution 1701 de l'ONU et elle ne se prononce pas expressément contre l'envoi des troupes françaises au Liban, pour ne pas parler d'initiative ou de propositions de mobilisation sur ce point. Par conséquent, elle laisse elle aussi à Chirac et à ses suppôts de droite et de gauche le soin de décider du sort du peuple libanais, sans réagir.

**Pas un homme, pas un sou pour la  
FINUL ! Retrait des troupes  
françaises et étrangères du Liban !**

Dans cette situation, il revient aux anti-impérialistes authentiques, à commencer par les véritables communistes révolutionnaire internationalistes, de prendre leurs responsabilités. C'est pourquoi le Groupe CRI s'est engagé dans le pôle qui s'est constitué en juillet-août autour d'un groupe d'associations de soutien au peuple palestinien<sup>1</sup>, dont l'axe a été le soutien inconditionnel à la résistance palestinienne et libanaise et le rejet du sionisme. Ce pôle a commencé à apparaître sous ses propres mots d'ordre dans les manifestations convoquées par le PCF, les directions syndicales et le front d'organisations constitué autour d'eux (y compris la LCR). Or les organisateurs de ces manifestations ont voulu empêcher ce pôle de s'exprimer librement, de scander ses propres mots d'ordre et de prendre la parole dans les meetings de rue terminaux. Cette attitude s'explique par le fait que le PCF et ses alliés voulaient cantonner les manifestations dans un cadre purement pacifiste, se contentant d'afficher formellement leur « solidarité » avec les peuples palestinien et libanais, mais refusant en fait de soutenir la résistance (certaines organisations appelant même à appliquer la résolution 1559 de l'ONU qui prévoit de désarmer le Hezbollah). Finalement, lorsque, à Paris, le pôle de soutien à la résistance et d'opposition au sionisme a proposé une manifestation pour le 12 août à Denfert-Rochereau, le PCF et ses amis ont décidé de convoquer une autre manifestation à un autre endroit (Place du Châtelet). Le Groupe CRI a signé l'excellent appel du pôle de soutien à la résistance et d'opposition au sionisme et participé à la manifestation de Denfert-Rochereau, qui a rassemblé 500 personnes (l'autre en réunissant moins de 3 000). En même temps, le Groupe CRI a considéré que la séparation entre deux manifestations, imposée par les circonstances, devait être si possible exceptionnelle : il est en effet nécessaire de ne pas céder à la pression des réformistes, pacifistes et crypto-impérialistes qui voudraient évincer les anti-impérialistes des manifestations les plus massives, mais il faut participer à celles-ci avec des cortèges, des mots d'ordre et des tracts anti-impérialistes autonomes, dans le

<sup>1</sup> En particulier les associations regroupées dans le Mouvement de Soutien à la Résistance du Peuple Palestinien (MSRPP), cf. le site <http://www.liberation-palestine.org>

but de rallier le maximum de manifestants.

Dans la continuité de l'appel à la manifestation du 12 août à Denfert-Rochereau, un « *Collectif de résistance des peuples du Moyen-Orient à l'impérialisme et au sionisme* » s'est constitué, et le Groupe CRI s'y est engagé pleinement, avec une démarche à la fois constructive et critique quand il le faut. Étant donné la capitulation totale des directions du mouvement ouvrier, « extrême gauche » incluse, face à Chirac, un tel Collectif est un point d'appui d'une importance capitale pour aider les travailleurs, les jeunes et les militants ouvriers eux-mêmes à y voir clair et à commencer à se mobiliser contre la FINUL et l'envoi de troupes françaises au Liban. Quelles que soient les nuances que l'on puisse avoir avec sa Déclaration constitutive ou son appel à manifester le 7 septembre, quelles que soient surtout les insuffisances de son orientation (voir ci-dessous les amendements proposés par le Groupe CRI pour améliorer ces textes), ce Collectif a su prendre ses responsabilités en appelant, au moment même où toutes les autres organisations restent l'arme au pied, voire pour certaines au garde-à-vous face à Chirac, à un rassemblement devant l'Assemblée nationale le 7 septembre (jour du discours de Villepin justifiant la politique de la France au Liban) sur les mots d'ordre : « *Non au blocus des peuples palestinien et libanais* », « *Pas un homme, pas un sou pour la FINUL* » et « *Retrait des troupes françaises du Liban* » (cf. ci-dessous le tract d'appel à ce rassemblement).

De ce point de vue, il faut que les travailleurs, les jeunes, les militants se saisissent de l'existence de ce Collectif pour se mobiliser, pour le construire et pour engager le combat dans leurs propres partis, syndicats et associations, contre leurs propres dirigeants. Mais réciproquement, il faut que ce Collectif rompe avec la tentation d'une démarche d'auto-isolement de type gauchiste, c'est-à-dire qu'il accepte enfin de s'adresser aux organisations du mouvement ouvrier, comme le lui propose le Groupe CRI. Il ne s'agit évidemment pas de nourrir des illusions à l'égard des Buffet, Thibault, Aschieri et autres bureaucrates dirigeant le mouvement ouvrier, qu'il faut au contraire dénoncer publiquement ; mais il s'agit de comprendre que seule la classe ouvrière a la capacité sociale et économique d'imposer une défaite à

Chirac par les armes de la lutte de classe : manifestations de masse, grèves de soutien à la résistance, actions de boycott des transports d'armes et de militaires, blocage des marchandises israéliennes, etc. Or la mobilisation de la classe ouvrière suppose un travail dans les entreprises

et les quartiers, mais aussi parmi les militants des organisations qui encadrent encore aujourd'hui la frange décisive des travailleurs conscients. Il est donc nécessaire que le Collectif de soutien à la résistance des peuples du Moyen-Orient contre l'impérialisme et le sionisme s'adresse à ces militants

pour les aider à rompre avec le pacifisme onusien et le sionisme, pour leur proposer de se battre en ce sens au sein de leurs entreprises et de leurs organisations.

**Nina Pradier**

## VIVE LE COLLECTIF DE SOUTIEN À LA RÉSISTANCE DES PEUPLES DU MOYEN-ORIENT CONTRE L'IMPÉRIALISME ET LE SIONISME !

*Nous publions ci-dessous quatre documents : 1) la Déclaration constitutive du Collectif de soutien à la résistance des peuples du Moyen-Orient contre l'impérialisme et le sionisme, adoptée le 23 août 2006 ; 2) le courrier électronique du Groupe CRI aux autres organisations parties prenantes de la discussion, proposant quatre amendements au projet initial ; 3) la réponse du rédacteur du projet initial aux propositions du Groupe CRI ; 4) la réponse de celui-ci au rédacteur. Dans ce dernier document, nous précisons à chaque fois entre crochets quels passages ont été finalement intégrés dans le texte final de la Déclaration constitutive, quels autres ne l'ont pas été.*

### Déclaration constitutive du Collectif

Ne le cachons pas : c'est avec satisfaction que nous avons assisté à l'échec de la tentative israélienne de détruire la résistance libanaise, notamment le Hezbollah. Solidaires de la population libanaise lors des bombardements et des massacres entamés le 12 juillet, nous partageons aujourd'hui joie et fierté avec le peuple libanais et sa résistance.

Cette satisfaction a une signification politique : la conviction qu'un coup a été porté à la guerre totale engagée par les gouvernements états-unien et israélien contre les peuples du monde arabo-musulman depuis le 11 septembre 2001, à savoir l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak, les plans agressifs contre la Syrie et l'Iran. L'impérialisme et son allié sioniste ne sont pas invincibles, la résistance ça paie et ensemble nous pouvons vaincre l'adversaire commun. Les peuples arabes l'ont bien compris et l'ont exprimé haut et fort de Rabat à Bagdad tandis que leurs gouvernants mettaient en cause la résistance et poussaient à la division.

En tant que mouvement de soutien en France, nous pensons qu'il est nécessaire aujourd'hui de construire un mouvement populaire sur la base des principales exigences suivantes :

#### **1/ Une vigilance accrue**

Le succès de la résistance libanaise ne doit pas créer d'illusions : l'échec de l'offensive israélienne ne remet pas en cause le plan impérialiste de domination de l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Asie centrale selon le

plan du « Grand Moyen-Orient », ni le projet colonial expansionniste de l'État sioniste.

Ainsi, au Liban, la résolution 1701 du Conseil de sécurité est sans ambiguïté : le désarmement de toute forme de résistance, déjà affirmé dans la résolution 1559, proposée par la France et adoptée en 2004. Faute d'avoir pu l'obtenir par l'agression israélienne, le Conseil de sécurité, sous l'impulsion des gouvernements états-unien et français, met en demeure le gouvernement libanais de neutraliser toute forme de résistance libanaise ou palestinienne, même au prix d'une guerre civile, tandis qu'Israël se voit seulement interdire de mener « des actions offensives », ce qui laisse une large marge pour les agressions menées au nom du « droit d'Israël à se défendre ».

En Palestine, plus de 200 Palestiniens ont été assassinés et plus de 800 ont été blessés à Gaza depuis la fin juin, des dizaines de parlementaires et de membres du gouvernement ont été emprisonnés, les exécutions sommaires de militants en Cisjordanie se sont poursuivies sans relâche et dans le silence de la « communauté internationale » qui a choisi de pousser les Palestiniens à la guerre civile ou à la reddition, dans l'espoir qu'ils renoncent enfin à leurs droits. Toutes les conditions semblent réunies pour permettre à l'État terroriste d'Israël de prendre une revanche contre les Palestiniens après l'humiliation subie au Liban.

#### **2/ Un soutien sans ambiguïté à la résistance des peuples palestinien, libanais et irakien**

Il n'appartient pas à un mouvement de soutien de dicter leur conduite à celles et ceux qui luttent sur le terrain. Mais il est de son devoir d'écouter leur voix, de leur donner la parole et d'agir pour faire avancer leurs revendications.

Lorsqu'en Irak les forces occupantes et leurs collaborateurs sont obligés de se terrer dans des zones « sécurisées », lorsqu'en Cisjordanie et à Gaza la population accorde la majorité de ses suffrages aux forces qui refusent d'abdiquer et notamment au Hamas, lorsqu'au Liban le soutien populaire apporté à la résistance armée dirigée principalement par le Hezbollah met en échec toutes les tentatives de division visant à provoquer une guerre civile, il n'y a plus d'hésitation : le choix majoritaire des peuples irakien, palestinien et libanais est celui de la résistance, du refus d'abdiquer leurs droits, de la sauvegarde de leurs terres et de leurs ressources naturelles, du refus de l'imposition de « valeurs » impérialistes prétendument supérieures, du rejet de leur transformation en réservoir de main d'œuvre jetable et corvéable suivant les besoins du marché, du refus de l'occupation et de l'oppression.

C'est pourquoi nous nous interdisons de transiger dans notre soutien à leur lutte sur le droit au retour de tous les réfugiés palestiniens, la libération inconditionnelle de tous

les prisonniers, le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes d'occupation, le droit des peuples à leur autodétermination.

### **3/ La fin de l'hypocrisie et des illusions vis à vis de l'État sioniste**

Le caractère criminel de l'agression israélienne contre la population libanaise est désormais évident pour la majorité des peuples du monde et les massacres de civils ainsi que les destructions massives et délibérées d'infrastructures sont clairement qualifiés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Mais le terrorisme d'État à l'œuvre au Liban n'est pas différent de celui que les Palestiniens subissent depuis des dizaines d'années : destructions systématiques d'infrastructures, attaques de convois de réfugiés et d'ambulances, massacres de civils et assassinats programmés de résistants, emprisonnements arbitraires et punitions collectives, etc. sont les conséquences inévitables du projet sioniste et les fondements de la politique de l'État colonial raciste depuis sa création. La perpétuation de cette politique n'a été possible que par le soutien des institutions internationales et des puissances mondiales qui ont développé et poursuivi des liens étroits et une collaboration politique, économique, militaire, culturelle, scientifique, etc. avec l'État d'Israël. C'est pourquoi la rupture de ces liens, notamment par le boycott institutionnel et individuel et le désinvestissement, est un élément décisif pour peser efficacement sur ce rapport des forces.

Face à un État dont les fondations reposent sur le nettoyage ethnique des Palestiniens, la conquête territoriale et la domination économique et militaire de ses voisins et dont le seul ciment est la guerre permanente, les peuples du Moyen-Orient ne peuvent que constater qu'il n'y aura pas de paix possible tant que perdurera le système colonial d'Israël soutenu par l'impérialisme.

En France nous devons dénoncer et affaiblir tous ceux qui soutiennent et

protègent l'État d'Israël en lui garantissant l'impunité et en entretenant les illusions sur sa nature démocratique et sur sa légitimité.

### **4/ Un engagement clair dans le combat contre l'impérialisme français**

Le rôle de l'administration Bush est à juste titre dénoncé par ceux qui luttent contre la guerre impérialiste américaine. Pour autant, nous ne saurions ignorer le rôle de l'impérialisme français et négliger les responsabilités actuelles du gouvernement français. Le mythe d'une « politique différente » de la France à l'égard du droit des peuples est un mensonge. La France a impulsé et défendu la résolution 1559, elle a soutenu le blocus imposé aux Palestiniens, elle participe pleinement à l'isolement du gouvernement démocratiquement élu du Hamas, elle assiste sans mot dire à l'emprisonnement de milliers de Palestiniens, aux arrestations des ministres et parlementaires, elle garde le silence face aux bombardements quotidiens de Gaza et aux assassinats de combattants et de civils.

Si prompt à mobiliser les instances internationales lors de l'attentat contre son protégé Hariri, la France, ex-mandataire du Liban, a pris tout son temps pour présenter une résolution en concertation avec les USA. Le président français et la classe politique française ont cautionné l'agression israélienne contre Gaza et le Liban et condamné la résistance palestinienne et libanaise.

Ceux qui réclament l'application des résolutions 1559 et 1701 soutiennent la présence au Liban de troupes coloniales au service de l'impérialisme et de la protection de l'État israélien. Ils participent ainsi à la guerre contre la résistance. A tous ceux qui sont révoltés par la politique criminelle de l'État d'Israël et qui s'indignent de l'impunité dont cet État terroriste bénéficie, nous disons : on ne peut à la fois prétendre soutenir le peuple libanais dans son droit à la souveraineté et accepter l'envoi de

troupes françaises au Liban. La « FINUL » renforcée n'est que l'auxiliaire de l'OTAN et le supplétif de l'armée israélienne pour détruire la résistance libanaise. Le premier devoir des militants et des organisations qui affirment vouloir défendre les intérêts des travailleurs et des opprimés est de soutenir la résistance des peuples et de combattre les opérations impérialistes de leur propre gouvernement.

### **Pas un homme, pas un sou pour la FINUL. Retrait des troupes françaises du Liban.**

#### **À bas les résolutions 1559 et 1701 de l'ONU !**

Sur la base du droit à la résistance, nous soutenons toutes les organisations palestiniennes et libanaises qui se battent actuellement contre le projet sioniste soutenu par les impérialistes. Pour nous, en tant que soutien à la résistance des peuples palestinien, libanais et irakien, toute solution politique passe par :

- **Abolition du système colonial et raciste de l'État d'Israël**
- **Autodétermination du peuple palestinien**
- **Souveraineté des peuples libanais et irakiens sur leur territoire national**
- **Retrait immédiat de toutes les troupes d'occupation**
- **Droit au retour pour tous les réfugiés expulsés depuis 1948**

*Premiers signataires : Nanterre Palestine, Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste, St Owen Palestine, Enfants de Palestine, Association des Palestiniens en France, Comité palestinien pour le droit au retour (section France), Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Mouvement Justice pour la Palestine, Secours Rouge, Parti communiste Maoïste de France, Revolutionary Proletariat International, Fédération Syndicale Étudiante Paris-IV/Paris-IV.*

**Pour tout contact : Tél. : 06 20 69 36 30 ou justicepalestine@yahoo.fr**

## **Amendements proposés par le Groupe CRI**

« Chers camarades,

Le Groupe CRI est globalement d'accord avec le texte proposé (...). Nous faisons quatre propositions de modification :

### **Introduction, paragraphe 2**

Mettre « *peuples du Moyen-Orient* » plutôt que « *peuples du monde arabo-musulman* ». — En effet, une partie des travailleurs du

Moyen-Orient ne sont pas musulmans, à commencer par les athées, et tous ne sont pas arabes, à commencer par les Iraniens. Or, tous sont victimes de l'impérialisme et du sionisme.

### **Inverser les points 3 et 4**

Si nous voulons mobiliser les gens en France, la question-clé est d'appeler à combattre contre notre propre gouvernement. En finissant par cette question, on désigne la tâche prioritaire du point de vue de l'action. Il faudrait dans cette perspective ajouter aux mots d'ordre de la fin, comme cela avait été dit lors de la réunion jeudi : « *Pas un homme, pas un sou pour la FINUL ! Retrait des troupes françaises du Liban ! À bas les résolutions 1559 et 1701 de l'ONU !* »

### **Paragraphe 3 de l'actuel point III**

Nous pensons qu'il faut nommer « ceux qui réclament l'application des résolutions 1559 et 1701, etc. », en précisant : « *non seulement la droite et le PS, qui soutiennent ouvertement la politique Chirac au Moyen-Orient, mais aussi les*

*dirigeants du PCF, de la CGT, de FO et de la FSU* ». Il faudrait alors ajouter à la fin du paragraphe : « *Le premier devoir des militants et organisations qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs et des opprimés est de soutenir la résistance des peuples et de combattre toutes les opérations impérialistes de leur propre gouvernement.* »

### **Fin du paragraphe 2 de l'actuel point IV**

Remplacer la dernière phrase par : « *C'est pourquoi le boycott de l'État d'Israël, le blocage de ses importations et exportations, la rupture de tous les accords de coopération (militaire, universitaire...), sont un élément décisif pour peser efficacement sur ce rapport des forces.* » — En effet, la notion de « désinvestissement » est ambiguë, car elle semble conséquent avant tout les

entreprises ; or nous n'avons pas d'illusions à nourrir sur le rôle de celles-ci dans le combat contre le sionisme ! D'autre part, la notion de boycott doit être précisée : c'est une question concrète, économique et politique, qui ne consiste pas, par exemple, à demander à Chirac de rompre tel ou tel accord, mais qui doit déboucher sur la mobilisation des travailleurs et des jeunes : blocages d'avions et de bateaux, dénonciation d'accords de coopération scientifique et universitaire, etc. Dans ces conditions, cela peut devenir un mot d'ordre très mobilisateur, comme l'ont prouvé les dockers hollandais ou les cheminots italiens qui, en 2003, avaient bloqué des convois militaires anglo-américains à destination de l'Irak.

Fraternellement,

**Ludovic Wolfgang,**  
pour le Groupe CRI

## **Réponse du rédacteur du projet initial aux amendements du Groupe CRI**

« Réponses aux dernières propositions de modification remarques Ludovic/CRI :

1/ Il y a une vraie difficulté... à mon avis on ne peut pas englober tous les peuples victimes de l'offensive impérialiste et sioniste avec une formule géographique ou géopolitique miracle. Je ne reprends pas ce que j'ai écrit avant en réponse à la proposition de titre de W. mais : Moyen-Orient est certes une formule facile mais c'est un découpage du « monde arabe » conforme aux visées de l'impérialisme britannique, dont les contours ont varié suivant l'époque mais dont la finalité était clairement de briser toute velléité de constitution et de conscience de « nation arabe ». Son extension bushienne « grand Moyen Orient » n'est que l'expression de la vision stratégique de l'actuel gouvernement des USA (la zone d'expansion de « l'islamo-fascisme », récente contribution conceptuelle due à G Bush !). Donc si on dit MO personne ne doute qu'on y met la Palestine, le Liban, l'Irak... mais est-ce qu'on y met l'Afghanistan, l'Iran, le Caucase... ? Nous avons intérêt à retenir une formule strictement politique. Nous parlons donc en général de peuples attaqués par l'impérialisme et le sionisme et nous les nommons en particulier au grès des situations et des problèmes que nous traitons. Mais on

ne peut pas complètement gommer ce qui fait qu'ils sont la cible commune de cette offensive. Je sais bien que « tous les travailleurs du MO ne sont pas musulmans » et que « tous ne sont pas arabes »... D'ailleurs tous ceux qui y vivent ne sont pas des « travailleurs »... Mais tous vivent dans « un monde arabo-musulman », expression qui a une signification historique et culturelle (donc politique) indéniable et qui permet d'englober tous ceux qui, justement, sont aujourd'hui la cible principale de l'offensive sioniste et impérialiste. Donc moi je souhaite garder la formule.

2/ Échanger 3 et 4. Pourquoi pas, même si quelque chose m'échappe dans l'affirmation que le point par lequel on finit prend forcément un rang prioritaire pour l'action... le premier point est celui de « la vigilance » et on entrera en action justement si un événement majeur survient (Intervention majeure à Gaza notamment) même si ce n'est pas notre impérialisme qui est à l'offensive, mais bon pour moi pas de problème...

3/ Nommer ou pas. Je maintiens ma réponse précédente et ce que proposent les camarades du CRI confirme la difficulté si on nomme. Pour eux c'est le PC, FO, la CGT et la FSU. Mais pourquoi pas les Verts, la

CFDT, Solidaires, le MRAP, le Mouvement de la paix, la LDH et demain tous ceux qui sont dans le collectif et qui ne disent rien encore ? Donc on ouvre des discussions problématiques pour notre nouveau cadre de regroupement (collectif) et on n'en sort pas dans l'énumération. Ce qu'on pourra faire dans l'action c'est illustrer et argumenter notre propos général en publiant des citations, en interpellant concrètement tel ou tel si des organisations favorables à ces résolutions prétendent participer à une solidarité (le 09 septembre par exemple).

4/ Je n'ai pas de désaccord avec l'explication sur la nécessité de préciser le contenu de l'action de boycott et les ambiguïtés de la notion de désinvestissement. Plusieurs problèmes :

- On ne veut évidemment pas réduire le boycott à l'appel à l'action des consommateurs mais on ne doit pas écarter ce support de l'action militante : refuser d'acheter des produits israéliens peut être un acte politique et l'expliquer aux « citoyens » peut être un bon outil d'explication. Tout le monde n'est pas en situation de bloquer les exportations ou les importations.

- C'est un peu la même chose pour « la rupture des accords » ; il est des collaborations qui sont de simples

échanges, rencontres etc., pas nécessairement des « accords » (terminologie qui renvoie à des engagements politiques ou économiques) Il en est ainsi de nombreuses collaborations dans le domaine sportif, artistique, des jumelages etc. Donc le boycott c'est aussi tout ça.

• Comme ça fait beaucoup... expliquer tout ça dans ce texte est impossible, sans compter qu'il faut probablement qu'on en discute plus précisément avec les personnes qui

vont vouloir participer à l'action. L'expression « boycott institutionnel et individuel » laisse la possibilité de ces développements ultérieurs.

• Le désinvestissement... Je ne l'avais pas mis, c'est effectivement ambigu et je n'y crois guère en France notamment. Mais c'est dans l'appel des 171 ONG palestiniennes, avec aussi les sanctions, et le MSRPP a décidé de reprendre et défendre cet appel. On accuse les autres de le charcuter et de ne retenir que ce qui leur plait(les sanctions, justement) ça

pose problème qu'on emploie les mêmes méthodes. Là aussi je pense que les solutions seront pratiques: dans les faits on ira plus sur le boycott et la rupture des liens, on n'aura pas beaucoup d'actions de désinvestissement mais pourquoi se priver de la possibilité d'éveiller un intérêt particulier qui pourrait se trouver concerné ? Pour le moment je propose d'en rester à l'actuelle formulation.»

Pierre-Yves Salingue

## Réponse du Groupe CRI à la réponse du rédacteur

« Chers camarades,

Le Groupe CRI confirme qu'il signera le texte tel quel malgré le rejet de toutes ses propositions de modification...

Cependant, deux de nos propositions n'ont pas été explicitement rejetées ou critiquées par Pierre-Yves, sans être pour autant intégrées. Or, si elles ne posent pas de problème, pourquoi ne pas les ajouter ? Nous nous permettons donc d'insister pour que soient intégrés les deux passages suivants :

• À la fin du paragraphe 3 du point III : « *Le premier devoir des militants et organisations qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs et des opprimés est de soutenir la résistance des peuples et de combattre toutes les opérations impérialistes de leur propre gouvernement.* » [Amendement intégré finalement, NDR.]

• À la fin du texte : « *Pas un homme, pas un sou pour la FINUL ! Retrait des troupes françaises du Liban ! À bas les résolutions 1559 et 1701 de l'ONU !* » [Amendement intégré finalement, NDR.]

Quant au reste, nous maintenons nos réserves pour l'essentiel, en souhaitant qu'il soit possible de continuer à en discuter ultérieurement. Dans cette perspective, quelques éléments sommaires de réponse à Pierre-Yves :

1) Que la notion de « Moyen-Orient » exprime historiquement un « découpage du "monde arabe" conforme aux visées de l'impérialisme britannique » est exact, mais l'expression n'en est pas moins devenue courante, se faisant par là même relativement neutre. On ne peut

refuser une expression sous prétexte de son origine politique : à ce compte, on ne pourrait nommer aucun État ou groupe d'États, car tous ont été constitués historiquement par des minorités d'exploiteurs, oppresseurs et tueurs, tout particulièrement sur la base de la négation des droits des peuples !

D'autre part, si la notion de « monde arabe » exprime clairement une réalité historique, culturelle et politique, celle de « monde arabo-musulman » a l'inconvénient de faire d'une religion une caractérisation essentielle. Or non seulement c'est une restriction arbitraire, comme nous l'avons déjà dit, mais en outre cela semble s'inscrire dans une thématique de « guerre des religions », même si c'est du point de vue des victimes. Dans cette optique, nous sommes en désaccord avec l'idée selon laquelle « ce qui fait que (les peuples en question) sont la cible commune de cette offensive » de l'impérialisme serait qu'ils sont « musulmans ». La raison réelle est économique-politique, elle n'a en fait rien à voir avec la religion qui, comme disait Marx, n'est que la forme céleste d'un « noyau » bien « terrestre ». D'ailleurs, les partisans de la « nation arabe » dans les années 1950-60, de Nasser aux Baathistes, étaient quant à eux partisans de la laïcité de l'État.

Bref, pourquoi ne pas nous en tenir exclusivement à la formule qui fait consensus, proposée par Pierre-Yves lui-même : la « formule strictement politique » de « peuples attaqués par l'impérialisme et le sionisme » ? [C'est finalement cette formule qui se trouve dans le titre du texte, ainsi que « peuples du Moyen-Orient », l'expression « monde arabo-

musulman » n'apparaissant qu'une fois, NDR.]

2) La priorité de l'heure est de refuser l'envoi de troupes françaises. Pierre-Yves se dit sceptique sur l'utilité d'inverser les points 3 et 4, mais il ne répond pas à notre proposition principale d'ajouter les mots d'ordre : « *Pas un homme, pas un sou pour la FINUL ! Retrait des troupes françaises du Liban ! À bas les résolutions 1559 et 1701 de l'ONU !* » Cela nous semble pourtant très important pour donner l'axe de la mobilisation en France, ici et maintenant. Le fait de terminer par les mots d'ordre concrets nous semble logique, car un texte politique ne vaut que s'il débouche sur des perspectives concrètes d'action immédiate. [Les deux paragraphes ont finalement bien été inversés, NDR.]

3) L'argument selon lequel il ne faudrait pas nommer nos adversaires (ceux qui, par leurs déclarations d'ores et déjà publiées, se font clairement les suppôts de l'impérialisme français et des résolutions de l'ONU) sous prétexte que la liste ne peut pas être exhaustive, ne nous semble vraiment pas convaincant. Il ne s'agit évidemment pas de nommer tout le monde, mais de s'en tenir aux forces qui, dans ce pays, ont objectivement les plus grosses capacités de mobilisation. Car, là encore, la question-clé est bien celle de la mobilisation, et par conséquent il faut dénoncer ceux qui refusent d'utiliser ces capacités pour soutenir et aider la résistance des peuples, préférant l'« union sacrée » avec leur propre impérialisme. [Ce point n'a pas fait l'objet d'un accord : amendement CRI rejeté, NDR.]

4) Il est exact que nous ne pouvons pas nommer l'ensemble des formes

que peut prendre le boycott, mais il semble nécessaire d'en préciser les principales, ne serait-ce que pour rendre concret ce mot d'ordre, pour que les masses puissent s'en saisir. Il est vrai aussi que « tout le monde n'est pas en situation de bloquer les exportations ou les importations » mais, comme dans une grève, la question-clé est que ceux qui sont en situation de le faire le fassent : c'est donc une question politique, qui pose là encore le problème central de la responsabilité des directions syndicales ; si elles le voulaient, en effet, elles pourraient tout à fait engager une immense campagne nationale de blocage des marchandises israéliennes.

Quant à l'affirmation selon laquelle le sport et l'art ne donneraient pas lieu à des « accords » économiques et politiques, nous aimerions nous aussi y croire, mais c'est manifestement inexact dans le monde capitaliste où nous vivons, qui soumet ces activités autant que les autres à l'argent et à l'État... En fait, le terme d'« accords » semble suffisamment large pour intégrer le maximum de domaines à boycotter.

Enfin, puisque Pierre-Yves est d'accord pour dire que le terme de « désinvestissement » est ambigu et non crédible, il ne semble pas juste de le laisser sous prétexte qu'il figure dans l'appel des 171 ONG palestiniennes. Que nous soutenions

cet appel tel quel est juste, mais cela ne nous oblige en rien à nous sentir liés, *dans nos propres textes*, par telle ou telle de ses formulations dès lors qu'elle n'est pas adéquate ! Cela n'a rien à voir avec du charcutage de texte, mais signifie simplement que nous faisons nos propres formulations, lesquelles ne doivent susciter aucune illusion sur les capitalistes français... [Sur cette question du boycott, le texte initial n'a pas été changé : amendements CRI rejetés, NDR.]

Fraternellement,

**Ludovic Wolfgang,**  
pour le Groupe CRI

## NON AU BLOCUS DES PEUPLES PALESTINIEN ET LIBANAIS ! TROUPES FRANCAISES HORS DU LIBAN !

*Nous publions ici trois documents supplémentaires : 1) le tract d'appel du Collectif de soutien à la résistance des peuples du Moyen-Orient pour un rassemblement le 7 septembre devant l'Assemblée nationale ; 2) un courrier électronique du Groupe CRI proposant deux amendements à ce tract ; 3) le courrier adressé par le Groupe CRI aux organisations qui, en France, se réclament de l'anti-capitalisme et de l'anti-impérialisme ; 4) l'intervention d'un représentant du Groupe CRI lors du rassemblement du 7 septembre.*

### Tract du Collectif de soutien à la résistance des peuples du Moyen-Orient appelant à un rassemblement devant l'Assemblée nationale

Durant plus de 4 semaines l'aviation israélienne a massacré plus de 1000 civils et détruit immeubles, ponts, routes, hôpitaux etc. Le caractère criminel de l'agression israélienne contre la population libanaise est désormais évident pour la majorité des peuples du monde et ses actions sont clairement qualifiées de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Mais les objectifs assignés à la guerre menée par Israël n'ont pas été atteints : la résistance libanaise n'a pas cédé, le Hezbollah n'a pas été détruit et, jusqu'à ce jour, le peuple libanais a évité le piège de la guerre civile.

Loin d'avoir été une nouvelle défaite pour les peuples arabes du Moyen-Orient, cette guerre a été ressentie par eux comme un échec d'Israël et un signe qu'il était possible de résister.

Pour les forces impérialistes et leurs alliés sionistes cet échec est inacceptable : comme en Irak et comme en Palestine, la résistance des peuples doit être brisée !

En Palestine, plus de 200 Palestiniens ont été assassinés et plus de 800 ont été blessés depuis la fin juin. Avec le soutien des États-Unis et avec la complicité de la Communauté Européenne, l'État terroriste d'Israël se prépare à prendre une revanche contre les Palestiniens après l'humiliation subie au Liban.

De même aucun doute n'est permis sur l'objectif de la résolution 1701 du Conseil de sécurité, déjà présent dans la résolution 1559 votée en 2004 qui « demande que toutes les milices libanaises et non libanaises soient dissoutes et désarmées »

Faute d'avoir pu l'atteindre par l'agression israélienne, le Conseil de sécurité, sous l'impulsion des gouvernements états-unien et français, a décidé l'envoi au Liban d'une force internationale d'intervention. Après l'armée américaine qui occupe l'Irak, c'est au tour de l'Europe de prendre la tête d'une opération de police impérialiste au Liban.

Cette force armée n'est pas faite pour protéger les Libanais des attaques

israéliennes répétées contre leur territoire et son occupation.

La présence au sud du Liban de cette armée doit permettre d'éloigner les combattants de la frontière avec Israël qui sera ainsi hors de portée des tirs mais pourra poursuivre ses raids aériens contre la population libanaise.

Elle vise aussi à isoler les combattants de la résistance libanaise et à les empêcher de recevoir les armes dont ils ont besoin pour se défendre.

Toutes les conditions seront alors réunies pour tenter d'écraser la résistance.

À tous ceux qui sont révoltés par la politique criminelle de l'État d'Israël et qui s'indignent de l'impunité dont cet État terroriste bénéficie, nous disons : avec ses complices européens, le gouvernement français soutient le blocus imposé aux Palestiniens. Il proteste vigoureusement contre l'enlèvement de soldats israéliens mais ne fait rien contre l'emprisonnement illégal de milliers d'otages palestiniens, dont des parlementaires et des ministres du gouvernement. Il

garde un silence complice face aux bombardements meurtriers quotidiens de Gaza et face aux assassinats de combattants et de civils en Cisjordanie. Chirac et la classe politique française ont cautionné l'agression israélienne contre le Liban, qualifiant de « terroriste » la résistance libanaise et trouvant l'action de l'état israélien seulement « disproportionnée ».

Le 7 septembre, à l'Assemblée Nationale, la classe politique française va affirmer un soutien unanime du PCF à l'UMP, à la mission des soldats français au Liban.

Ceux qui agissent ainsi défendent les intérêts de l'impérialisme français et protègent l'état sioniste d'Israël.

***On ne peut à la fois soutenir l'envoi de troupes françaises au Liban et défendre les intérêts des opprimés, pas plus au Moyen-Orient qu'ici, en France.***

- **Pas un homme, pas un sou pour la FINUL !**
- **Retrait des troupes françaises du Liban !**

*Collectif de soutien à la résistance des peuples du Moyen-Orient contre l'impérialisme et le sionisme*

*Premiers signataires : Nanterre Palestine, Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), St Ouen Palestine, Enfants de Palestine,*

*Association des Palestiniens en France, Comité palestinien pour le droit au retour (section France), Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Mouvement Justice pour la Palestine, Secours Rouge, Parti Communiste Maoïste de France, Revolutionary Proletariat International, SOLIDARI'P, International Solidarity Movement-France-, Niort pour la Palestine, Socialismo o Barbarie, Comité de lutte contre la barbarie et l'arbitraire, Fédération Syndicale Étudiante Paris 1/4, Pôle de Renaissance Communiste en France.*

## Remarques du Groupe CRI sur le tract

« Chers camarades,

(...) Nous sommes d'accord avec le tract, même si nous regrettons que n'ait pas été du tout tenu compte de notre proposition de mettre les organisations syndicales, politiques et associatives devant leurs responsabilités. Cela aurait pu aider leurs militants à y voir clair et à s'appuyer sur notre initiative pour rompre avec la ligne de soutien à l'impérialisme français imposée par le PCF et tutti quanti. Encore une fois,

qu'on le veuille ou non, nous sommes loin de diriger les masses : le travail de responsabilisation des autres militants et des structures est incontournable si nous voulons progresser en associant largement autour de notre orientation et de nos initiatives. (Pour les camarades absents mercredi, notre amendement refusé était exactement le suivant : « Les syndicats, les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier et les associations anti-impérialistes doivent donc réaliser un front commun pour mobiliser les

travailleurs et la population sur les mots d'ordre suivants... ») [Amendement non intégré, NDR.]

D'autre part, pourquoi ne pas avoir laissé le mot d'ordre final de la première version, qui est aussi dans notre Déclaration constitutive : « Pas un homme, pas un sou pour la FINUL ! Troupes françaises hors du Liban ! » C'est un mot d'ordre classique, simple et percutant, qui mérite de figurer en bas du tract, en gras et majuscules ! [Amendement intégré — ou oublié réparé, NDR.] »

## Courrier adressé par le Groupe CRI aux organisations qui se réclament de l'anti-capitalisme et de l'anti-impérialisme

*Ce courrier électronique, accompagnant le tract du Collectif de soutien à la résistance des peuples du Moyen-Orient, a été envoyé à plus d'une cinquantaine d'organisations : LCR et ses courants, JCR, à LO et sa Fraction, PT et petits groupes se revendiquant du trotskysme, du marxisme-léninisme, de l'anarchisme, de la solidarité anti-impérialiste, etc.*

« Camarades,

Le Groupe CRI, partie prenant du Collectif pour le soutien à la résistance des peuples du Moyen-Orient contre l'impérialisme et le sionisme (dont vous trouverez ci-dessous en fin de message la déclaration constitutive), vous propose d'appeler et de participer avec toutes vos forces à l'initiative décidée par ce Collectif :

**RASSEMBLEMENT** devant  
l'Assemblée nationale

JEUDI 7 septembre à 18 heures  
pour exiger :

- **Pas un homme, pas un sou pour la FINUL !**
- **Retrait des troupes françaises du Liban !**

Vous trouverez ci-joint et ci-dessous le tract d'appel et la liste des quinze premières organisations et associations signataires.

Cet appel revêt une importance politique majeure au moment où le PCF, les directions syndicales et diverses organisations ont décidé de mettre fin aux mobilisations populaires de l'été contre l'agression israélienne. La raison de cette attitude réside dans le soutien total que ces organisations, à commencer par le PCF, apportent aux résolutions de l'ONU, à Chirac et à l'envoi des troupes impérialistes chargées de désarmer la résistance et d'occuper le Liban.

C'est pourquoi nous avons décidé de vous faire connaître le présent appel : quelles que soient les divergences que nous pouvons avoir avec vous et que vous pouvez avoir entre vous, nous sommes convaincus que les organisations ouvrières qui se réclament de l'anti-capitalisme et de l'anti-impérialisme ont une responsabilité majeure pour mobiliser les travailleurs contre l'opération impérialiste décidée sous couvert de l'ONU par Bush, Omert et Chirac, avec le soutien de toute la classe politique représentée à l'Assemblée nationale.

Nous nous tenons à votre disposition pour toute information supplémentaire.

Avec nos salutations militantes,

Groupe CRI »

*NDR : Finalement, en plus des organisations signataires du tract, seule l'association Agir contre la*

*guerre a appelé à ce rassemblement, avec son propre tract. Toutes les autres*

*organisations étaient honteusement absentes !*

## Intervention d'un représentant du Groupe CRI lors du rassemblement du 7 septembre devant l'Assemblée nationale

« Chers amis, chers camarades,

Le Groupe CRI, partisan du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, est partie prenante du Collectif de soutien à la résistance des peuples du Moyen-Orient qui a pris la responsabilité d'appeler à ce rassemblement. Ce Collectif est un cadre de travail pluraliste, qui permet de fédérer des associations, des syndicats et des organisations politiques de différentes sensibilités, mais qui sont d'accord pour unir leurs forces dans un combat commun intransigeant contre le sionisme et l'impérialisme, à commencer par l'impérialisme français.

Pour le Groupe CRI, cette question de l'unité des forces anti-impérialistes et anti-capitalistes est une question centrale. Quand on est un syndicaliste digne de ce nom, un communiste digne de ce nom, un révolutionnaire digne de ce nom, on se bat pour défendre les ouvriers contre les patrons, les exploités contre les exploités, les opprimés contre les oppresseurs. Tous les syndicats ouvriers, toutes les organisations qui se réclament de la lutte de classe devraient s'unir aujourd'hui pour combattre ensemble :

- pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre la prétention de l'impérialisme à disposer des peuples ;
- contre l'impérialisme français et ses représentants au gouvernement, qu'ils soient de droite comme aujourd'hui, ou de gauche comme hier et peut-être demain.

Il n'est pas acceptable de renvoyer dos-à-dos l'État colonial sioniste surarmé et les forces palestiniennes ou libanaises qui lui résistent : ce prétendu pacifisme est un poison idéologique qui revient à renoncer à la

défense des opprimés, donc à couvrir lâchement le colonialisme.

Quand on est un syndicaliste digne de ce nom, on défend au quotidien les droits et la dignité des salariés contre les patrons arrogants et les actionnaires cupides. On ne peut donc qu'être écœuré quand on voit que les directions de la CGT, de FO, de la FSU, appellent à l'application des résolutions de l'ONU qui prévoient le désarmement des travailleurs et des opprimés libanais alors qu'ils se battent pour leurs droits et leur dignité.

Quand on est un communiste digne de ce nom, on se bat pour l'auto-émancipation des travailleurs exploités et des peuples opprimés. On ne peut donc qu'être écœuré quand on entend la direction du Parti communiste français féliciter Chirac qui vient de décider l'envoi de nouvelles troupes au Liban, alors que tout le monde connaît les liens de l'impérialisme français avec la grande bourgeoisie libanaise, avec les affairistes corrompus qui pillent les richesses du pays pour engraisser les grandes banques parisiennes.

Quand on est un communiste révolutionnaire internationaliste digne de ce nom, et notamment quand on se réclame de la IV<sup>e</sup> Internationale, on ne peut qu'être attristé de constater que les principales forces dites d'extrême gauche, comme la LCR, LO ou le PT, sont absentes ce soir. Par leur passivité, par leur manque de volonté politique, ces organisations prouvent une fois de plus leur incapacité à prendre leurs responsabilités, leur suivisme à l'égard des grosses organisations, du PCF et des directions syndicales.

Pour refuser leur soutien aux forces qui résistent concrètement, les armes à la main, contre l'impérialisme, certains font valoir l'argument des divergences politiques et idéologiques avec ces

forces. Mais ce n'est qu'un prétexte qui revient là encore à capituler face à la puissance des oppresseurs. Pour le Groupe CRI, il est hors de question d'apporter un soutien au programme politique du Hezbollah et à son idéologie, mais c'est cautionner le crime impérialiste contre le peuple libanais que de ne pas soutenir sa résistance, dirigée aujourd'hui principalement par le Hezbollah, qu'on le veuille ou non.

Pour le Groupe CRI, il faut se battre dans les entreprises, dans les établissements, dans les quartiers, pour faire connaître le Collectif de soutien à la résistance des peuples du Moyen-Orient, pour organiser des réunions, pour assurer le succès de ses initiatives. Il faut se battre pour que de nouvelles organisations, de nouvelles associations, de nouveaux syndicats rejoignent le Collectif. Et il faut se battre aussi à l'intérieur des syndicats et des organisations du mouvement ouvrier, avec les dizaines de milliers de militants honnêtes et combattifs, pour les aider à y voir clair, pour construire un véritable mouvement de masse, pour imposer que ces organisations soutiennent la résistance et rompent avec l'impérialisme français, pour le front unique ouvrier contre Chirac.

C'est le plus grand service que nous puissions rendre, ici en France, à la résistance libanaise et palestinienne. Et c'est aussi un grand service que nous nous rendons à nous-mêmes, car tout combat efficace contre notre propre gouvernement ne peut que nous aider à avancer dans l'ensemble de nos revendications, pour la défense et la reconquête de nos droits et, demain, pour construire une alternative des travailleurs à l'impérialisme, au capitalisme et aux gouvernements de droite et de gauche qui en sont les valets. »

---

SOCIÉTÉ ET ÉTAT ISRAËLIENS

**LE RACISME D'ÉTAT ET LES DISCRIMINATIONS COMMUNAUTAIRES  
REDOUBLENT LES INÉGALITÉS SOCIALES. PAS DE SOLUTION  
SANS RUPTURE AVEC LE SIONISME ET LE CAPITALISME**

Pour les communistes révolutionnaires, la lutte déterminée contre tout État bourgeois, pour sa destruction et son remplacement par un État révolutionnaire des travailleurs eux-mêmes, est une évidence. Mais, dans le cas d'Israël, cette lutte prend une dimension et une urgence particulières, dans la mesure où il s'agit d'un État par nature colonial, fondé sur la déportation des Palestiniens arabes, l'apartheid institutionnel à l'intérieur même de la société israélienne et un véritable racisme d'État. Les bonnes âmes qui jettent les hauts cris devant l'exigence d'un démantèlement de cet État et qui hurlent à l'antisémitisme — auquel est assimilée toute forme d'antisionisme —, ne voient pas, ou refusent de voir, qu'il en va là tout au contraire d'un combat contre le racisme institutionnalisé, pour l'égalité des droits, pour une véritable démocratie.

Il ne s'agit pas dans cet article de revenir sur la situation imposée par Israël aux Palestiniens parqués dans les camps du Liban ou de Jordanie, ni de ceux qui vivent sous occupation à Gaza et en Cisjordanie. C'est de l'apartheid systématique et du racisme inhérents à tous les rouages de la société israélienne qu'il sera d'abord question ici, avant que ne soient avancées des propositions politiques communistes révolutionnaires.

## Quelques éléments démographiques et l'économiques

### Politique démographique

Israël compte aujourd'hui environ 6 millions d'habitants, dont 4,8 millions de Juifs. Autrement dit, un Israélien sur cinq est arabe (un sur trois à l'horizon 2020 d'après les projections démographiques). La démographie est un enjeu d'une importance politique majeure en Israël : par essence, le sionisme entend promouvoir à toute force la supériorité numérique des Juifs, pour préserver la « pureté » de l'État juif. L'immigration en est donc l'un des socles idéologiques : « Dans la mesure où le sionisme est fondé sur l'inéluctabilité de l'antisémitisme, lequel alimente l'immigration, une projection qui table sur une immigration faible ou nulle remet implicitement en cause les fondements de l'idéologie herzlienne. »<sup>1</sup> « Au point que, par un renversement dialectique fascinant en

lui-même, affirmer la possibilité de la disparition de l'antisémitisme équivaut à un délit de trahison sioniste. »<sup>2</sup> Aussi l'État n'a-t-il cessé d'encourager, voire de forcer, les courants d'immigration juive. La première grande vague d'immigration après la Seconde Guerre mondiale fut évidemment celle qui emmena en Israël les rescapés du génocide perpétré par les nazis ; l'historien israélien Ilan Pappé parle de ce propos du « sérieux effort de persuasion — qui frôlait l'intimidation de la part des envoyés sionistes —, associé à une politique américaine d'immigration très stricte, pour créer ne fût-ce que l'impression que la majorité des survivants de l'Holocauste souhaitaient s'installer en Palestine (en réalité, 10 % seulement des 3 millions de Juifs qui quittèrent l'Europe choisirent cette destination) »<sup>3</sup>. À la même période eut lieu la première vague de migrants juifs venus d'Afrique du Nord, du Yémen et d'Irak. L'indépendance du Maroc et de la Tunisie en 1956 contribua à une deuxième vague. La troisième se déroula à la fin des années 1960 et au début des années 1970 en provenance de l'URSS et de quelques pays de l'Est comme la Pologne. À partir de 1984-1985, environ 70 000 Éthiopiens de religion juive (les « falashas ») sont arrivés en Israël. Après la chute de l'URSS, près d'un million de Russes sont venus ; tous n'étaient d'ailleurs pas juifs : on estime les non-juifs à 30 % du nombre de Russes immigrés depuis le début des années 1990. Cela s'explique par la loi dite du « retour » (1950), qui permet à des non-Juifs, conjoints, enfants ou petits-enfants de personnes juives, d'obtenir la citoyenneté israélienne.

Pour un Juif (défini comme ayant une mère juive ou qui s'est converti au judaïsme et n'appartient pas à une autre religion), rien de plus facile que d'immigrer en Israël et de devenir israélien : la « loi du retour » permet à tout Juif de venir s'y installer avec sa famille et d'y acquérir la nationalité israélienne. Le mot « retour » est pour le moins impropre : les personnes concernées n'ont pour l'écrasante majorité jamais vécu en Israël ; le terme fait bibliquement allusion au retour du peuple juif dans la « Terre promise ». En revanche, de « retour » pour les Palestiniens chassés de leurs terres en 1948, il n'est pas question.

<sup>2</sup> Claude Klein, *La Démocratie d'Israël*, Paris, Seuil, 1997, p. 37.

<sup>3</sup> Ilan Pappé, *Une terre pour deux peuples. Histoire de la Palestine moderne*, Paris, Fayard, 2004, p. 134.

Alors que tout Juif peut facilement faire venir sa famille en Israël, les membres de familles palestiniennes, dont les uns ont la nationalité israélienne et vivent en Israël et les autres sont confinés dans les territoires occupés (parfois des frères, des sœurs, et même des époux) subissent la séparation imposée par l'État juif, qui leur interdit le regroupement.

### Une économie moderne dominée par les services et l'industrie de pointe

L'économie israélienne est de plus en plus basée sur le secteur des services (70 % de la population active). Le pays ne possède que très peu de ressources naturelles, hormis les phosphates, la potasse et le magnésium de la mer Morte ; il n'a en particulier aucune ressource pétrolière. Dès lors, le secteur industriel (27 % de la population active) est dominé par la haute technologie, notamment dans les domaines de l'informatique et des équipements bio-médicaux. L'industrie militaire de pointe est également fortement représentée et joue un rôle important dans les exportations israéliennes. D'autres secteurs encore sont relativement prospères, comme la chimie, l'industrie agroalimentaire, mais aussi l'industrie du diamant (Israël contrôle 80 % de la production mondiale des petites pierres utilisées en joaillerie). Certaines branches industrielles comme le textile et l'habillement connaissent en revanche une crise durable. L'économie israélienne repose pour une bonne part sur ses exportations, qui constituent un tiers du PIB (c'est davantage qu'en France ou aux États-Unis), ce qui contribue à rendre cette économie dépendante du commerce extérieur.

Quant à l'agriculture, elle n'occupe que 3 % de la population active. La plus grande partie des terres (93 %) est propriété nationale : l'écrasante majorité des agriculteurs sont des locataires bénéficiant d'un bail de 49 ans renouvelable ; ils ne versent à l'État, ou au Fonds national juif, qu'un loyer symbolique. Moins de 3 % des Israéliens vivent dans des kibboutzim, ces exploitations agricoles qui participent pour 40 % à la production agricole nationale. Enfin, 3 % des terres restent aux mains de citoyens israéliens arabes, sous la forme le plus souvent de parcelles minuscules qui leur permettent tout juste de survivre.

L'économie israélienne repose pour une grande part sur les investissements étrangers, de plus en plus importants d'une part, et sur les

<sup>1</sup> Claude Klein, *Israël, État en quête d'identité*, Florence, Casterman-Giunti, 1999, pp. 50-51.

aides financières diverses qu'elle reçoit, notamment américaines, d'autre part. Rien qu'au premier semestre 2006, les investissements étrangers ont atteint 11,9 milliards de dollars, soit 20% de plus que l'ensemble des investissements étrangers enregistrés en 2005 (9,95 milliards de dollars). En 2004, ces investissements avaient atteint 7,2 milliards de dollars. Quant à l'aide américaine, elle s'élève en moyenne à près de 3 milliards de dollars annuels, sous forme de prêts et de subventions. L'ensemble de cette aide représente environ 8 % du budget national israélien. Israël est le plus gros bénéficiaire de l'aide américaine à l'étranger avec environ 25 % du total de cette aide.

### *Privatisations et paupérisation*

Depuis plus de dix ans, le désengagement de l'État s'est amorcé et vient encore de s'accélérer : les services publics sont privatisés et en partie liquidés les uns après les autres. Les privatisations touchent tous les secteurs économiques : chimie, agroalimentaire, aéronautique, télécommunications, distribution, transport aérien, construction... Bien que les dépenses militaires représentent 29 % du budget, même l'armée, pourtant institution sacrée en Israël, subit les effets de la pénurie de fonds publics. Les témoignages de soldats ayant participé à la guerre contre le Liban ces dernières semaines se multiplient sont édifiants : certains disent avoir dû, pour boire, prendre des gourdes sur les cadavres de miliciens du Hezbollah qu'ils avaient abattus ; d'autres évoquent le manque de linge de corps et de casques<sup>1</sup> ; d'autres encore mentionnent le pillage des épiceries libanaises par des troupes démunies de rations alimentaires<sup>2</sup>. Beaucoup disent que, si Israël relance sa guerre, ils refuseront de la faire. Ces soldats, pour la plupart très jeunes, sont particulièrement exposés aux souffrances psychiques que l'État leur impose dans ce type de conflits, et de manière générale et permanente en tant qu'armée d'occupation. D'après les chiffres dont on peut disposer, en 2003, si 33 soldats israéliens ont été tués au combat, 43 autres se sont suicidés.

Mais c'est l'appauvrissement d'une grande partie de la société israélienne qui est le trait le plus frappant de la situation depuis quelques années. Tout

est fait pour diminuer le coût du travail. En 2004, l'âge de la retraite est passé de 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes à 67 ans pour tous. Dans le même temps, les gouvernements de « gauche » comme de droite ont entrepris de réduire toutes les allocations sociales, alors que parallèlement, le gouvernement vient d'accorder aux plus riches une baisse d'impôts. Aujourd'hui, pour éviter de leurs payer des allocations, le gouvernement cherche à obliger les chômeurs israéliens à occuper les emplois sous-payés des Palestiniens des territoires occupés qui travaillent quotidiennement en Israël (et qui gagnent 40 % de moins que le salaire minimum israélien). Globalement, on a assisté ces dernières années à une baisse des salaires, et l'on constate en Israël un appauvrissement des catégories les plus pauvres mais aussi des classes moyennes. Certains secteurs, comme l'éducation et la santé, sont nettement défavorisés : un professeur d'école ou un jeune médecin hospitalier gagne moins que le salaire moyen et beaucoup moins qu'un employé de banque ou un technicien informatique débutant<sup>3</sup>.

Cette politique a abouti à une situation dramatique pour une partie des Israéliens : 1 600 000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté<sup>4</sup>. On estime qu'un enfant sur cinq vit dans la pauvreté. Mais celle-ci touche en particulier des catégories bien circonscrites, socialement et culturellement discriminées par l'État israélien. Parmi elles, en effet, on trouve les personnes de couleur (les falashas) ; les immigrés de fraîche date (d'origine russe en particulier) ; les Juifs séfarades, appelés *mizrahim* (« Orientaux ») originaires de pays arabes (Maghreb, Égypte, Syrie, Irak) ; enfin, les « Arabes israéliens », c'est-à-dire ceux des Palestiniens — et leurs descendants — qui n'ont pas été chassés hors des frontières de l'État d'Israël après la constitution de celui-ci et la guerre de 1948.

### **Ashkénazes et séfarades : une première discrimination de fait**

Parmi les Juifs israéliens, la principale différence, sociale et culturelle, est celle qui oppose de fait les ashkénazes (Juifs d'origine européenne — en hébreu classique, le

mot désigne l'Allemagne, mais vaut pour l'ensemble du continent européen) et les séfarades. Les premiers dominent tous les secteurs économiques, politiques et culturels du pays : presse, universités, grandes entreprises, armée, haute fonction publique, classe politique (le ministre travailliste Amir Peretz, séfarade, fait figure d'exception). Du point de vue économique, l'écart se révèle plus important entre séfarades et ashkénazes qu'entre Blancs et Noirs aux États-Unis, d'après des économistes israéliens<sup>5</sup> ; le revenu moyen d'un séfarade est estimé à moins de 70 % de celui d'un ashkénaze<sup>6</sup>. La mobilité sociale est beaucoup plus difficile pour un séfarade, tout comme l'accès à l'enseignement supérieur. Par exemple, les chances pour un séfarade de parvenir à exercer une profession libérale sont d'environ 21 %, alors qu'elles s'élèvent à 50 % pour un ashkénaze<sup>7</sup>.

Comment expliquer cette situation ? Elle est en grande partie le résultat de la politique sociale et économique de l'État, mais son origine remonte à la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Dans les premières implantations sionistes, il était interdit d'employer des Palestiniens ; afin de contourner ce principe, on embaucha des Juifs orientaux, dont beaucoup vinrent d'abord du Yémen. « *C'était une solution aussi ingénieuse que raciste*, écrit Ilan Pappé ; *les ouvriers étaient juifs mais c'étaient aussi des Arabes que l'on pouvait faire travailler à vil prix.* »<sup>8</sup> Les ashkénazes se considèrent comme les vrais et seuls fondateurs de l'État d'Israël. Mais l'État avait besoin de main-d'œuvre : après 1948, on continua donc de faire venir en masse des Juifs en provenance du monde arabe. Certains furent chassés par les gouvernements en place, comme celui de l'Irak au début des années 1950 qui confisqua leurs biens ; mais, explique Ilan Pappé, « *l'Agence juive chercha, quant à elle, à accroître encore les inquiétudes de la communauté juive et envoya des agents poser des bombes près des synagogues de Bagdad, afin d'aggraver le climat de terreur et d'insécurité* » pour mieux inciter les Juifs irakiens immigrer en

<sup>5</sup> *Idem.*

<sup>6</sup> Claude Klein, *Israël, État en quête d'identité*, op. cit., p. 53.

<sup>7</sup> Claude Klein, *La Démocratie d'Israël*, op. cit., p. 60.

<sup>8</sup> Ilan Pappé, *Une terre pour deux peuples. Histoire de la Palestine moderne*, op. cit., p. 67.

<sup>1</sup> Sylvain Cypel, « L'impuissance de la puissance », *Le Monde*, 20-21 août 2006.

<sup>2</sup> *Le Monde*, 20-21 août 2006.

<sup>3</sup> Ilan Greilsammer, *La nouvelle histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, Paris, Gallimard, 1998, p. 514.

<sup>4</sup> *Alternatives internationales*, mars-avril 2006.

Israël<sup>1</sup>. Les « réparations » que l'État allemand versa aux survivants du génocide contribuèrent aussi à creuser le fossé économique entre les ashkénazes, venus d'Europe, et les séfarades. Ce déséquilibre s'est aussitôt doublé d'un ensemble de préjugés culturels aboutissant à d'autres types de discriminations : « *La similitude de certains composants de la culture orientale avec celle du monde arabe — qui ne manque pas d'être présentée comme celle de l'ennemi — a beaucoup contribué à cette image négative.* »<sup>2</sup> La culture séfarade a pour cette raison été marginalisée, voire détruite par l'État israélien : à l'école, il était interdit de parler arabe, de respecter les coutumes et de porter le costume arabes.

Dès lors, on trouve une fraction importante de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté dans les quartiers pauvres des grandes villes que peuplent les Juifs israéliens d'origine orientale et dans les « villes de développement » comme Sderot, Dimona ou Ofakim. Ces « villes de développement » ont été créées *ex nihilo* par l'État israélien et instituées de fait en enclaves communautaires pour les séfarades. Selon certains observateurs israéliens, « *il semble que la véritable raison de la création des villes de développement ait été la volonté d'assurer la séparation d'avec un groupe qui se considérait comme supérieur [les ashkénazes]* »<sup>3</sup>. Dans ces villes n'ont été implantées que des industries à faible niveau technologique (cuir, textile, alimentation...). Le salaire des ouvriers y représente en moyenne les deux tiers de ce que gagne un travailleur à emploi comparable dans les grandes villes du centre du pays. Les séfarades constituent une force de travail à bon marché sur laquelle s'enrichit la bourgeoisie israélienne. Dans les régions frontalières du pays, les employeurs exploitent la situation de concurrence entre Juifs séfarades et Palestiniens (Arabes non israéliens) pour obtenir une main-d'œuvre à plus bas coût. On voit ici clairement que les clivages de classe recoupent les clivages communautaires. « *La conception stéréotypée du juif oriental "retardataire" et "nécessiteux" est au fondement de la politique menée par*

*les instances sionistes vis-à-vis du judaïsme oriental.* »<sup>4</sup>

### Un système étatique de discriminations racistes

Le sionisme, tel que l'avait pensé Theodor Herzl (1860-1904), est une idéologie ethnocentriste et colonialiste par définition. Sur cette base, un « État juif et démocratique » en Palestine, fondé sur une immigration massive de colons, ne pouvait être qu'une contradiction dans les termes. Mais, à l'origine, le sionisme était un mouvement nationaliste laïc : dans son « État pour les Juifs », Herzl voulait que les Juifs soient majoritaires, mais les non-Juifs auraient été dotés d'un statut égal. Dans les faits, cependant, depuis la création d'Israël en 1948, la confusion s'est faite entre nation et religion, entre judéité (appartenance au peuple juif) et judaïsme (appartenance à la religion juive). Dès le début, la religion juive a été immédiatement constitutive de la « judéité » de l'État et l'institution rabbinique l'un de ses piliers.

De fait, les principaux symboles de l'État renvoient directement à la religion juive : le drapeau est l'étoile de David, le bleu et le blanc renvoyant au châle de la prière judaïques ; l'emblème de l'État est le candélabre à sept branches ; l'hymne national, la Hatikva, évoque « l'âme juive », « Sion » et « l'espoir juif de deux mille ans »... L'État fondé en 1948 se dit « juif et démocratique », mais pour ses principaux représentants son caractère démocratique est d'importance secondaire par rapport à sa judéité, comme en témoignent les propos tenus par Ariel Sharon en juin 1993 : « *Nos ancêtres et nos parents ne sont pas venus pour établir la démocratie même si c'est une bonne chose qu'une telle démocratie ait vu le jour, mais ils sont venus pour créer un État juif.* »<sup>5</sup>

#### Discriminations civiles et politiques

Il n'en va pas là que de symboles, mais aussi de la loi et de la citoyenneté. La judéité de l'État implique que les citoyens non juifs sont privés du plein exercice de la citoyenneté. La « nationalité » ou

« ethnie » (*leom*) et la religion (*dat*) spécifient sur les cartes d'identité et sur les registres de la population l'origine juive ou arabe des personnes. Les Arabes israéliens ne bénéficient pas de l'un des fondements essentiels de la citoyenneté dont jouissent les Juifs : la possibilité du regroupement familial. Tout récemment encore, en 2004, la Knesset (le Parlement israélien), a adopté une loi interdisant à un citoyen arabe israélien de vivre en Israël avec son conjoint des territoires occupés.

D'autre part, le caractère « hébreu » de l'État signifie que le droit religieux est une composante majeure de la loi. Le statut des personnes, le mariage, le divorce, sont du ressort exclusif des tribunaux rabbiniques ; dans la mesure où ceux-ci appliquent la Halakha (le droit hébraïque composée de la Thora ou Loi écrite et du Talmud ou Loi orale), le mariage entre une personne juive et une personne non-juive est légalement impossible. Le pouvoir religieux a l'exclusivité quant à la juridiction en matière de droit civil. Certaines lois s'inspirent directement de fondements religieux, comme celle qui régit la distribution de nourriture cachère aux soldats ou celles qui interdisent l'élevage du porc dans la majeure partie du pays, l'exposition publique de pain pendant la Pâque, les vols de la compagnie aérienne El Al lors du shabbat et les jours de fête...

Quant au service militaire, qui dure trois ans pour les hommes et deux ans pour les femmes (auxquels s'ajoutent, pour les hommes, des réserves annuelles d'une trentaine de jours jusqu'à 54 ans), il constitue un pilier de la citoyenneté israélienne et se révèle absolument déterminant pour l'avenir immédiat et à long terme d'un jeune homme ou d'une jeune femme. Ceux qui l'ont accompli ont, seuls, droit à certains privilèges octroyés par l'État (bourses d'étudiants, prêts, crédits immobiliers...) : tel est le versant institutionnel. Sur un versant plus officieux, à l'université notamment, certains cours sont interdits à ceux qui n'ont pas fait leur service ; de nombreux emplois sont réservés à ceux qui ont servi dans l'armée ; le critère de l'unité et de l'arme dans laquelle on a servi devient alors essentiel. Or, les citoyens arabes israéliens, à l'exception des Druzes et des Bédouins, ne sont pas autorisés à accomplir leur service militaire, au nom de la sécurité de l'État juif.

<sup>1</sup> *Idem*, p. 192.

<sup>2</sup> Claude Klein, *Israël, État en quête d'identité*, op. cit., p. 54.

<sup>3</sup> Nahum Menahem, *Israël : Tensions et discriminations communautaires*, éd. fr., Paris, L'Harmattan, 1986, p. 28.

<sup>4</sup> *Idem*, p. 48.

<sup>5</sup> Cité par Alain Dieckhoff, « Les avatars de l'ethno-démocratie israélienne », in Christophe Jaffrelot (dir.), *Démocraties d'ailleurs. Démocraties et démocratisations hors d'Occident*, Paris, Karthala, 2000, p. 257.

### *L'école israélienne, cellule de base de la discrimination raciste d'État*

La loi israélienne permet aux parents un choix entre une école publique laïque (où se rendent environ 66 % des enfants israéliens), une école publique religieuse (21,5 %) et un réseau « indépendant » grassement subventionné par l'État qui représente l'ultra-orthodoxie juive. Ce troisième secteur, raison notamment des investissements publics massifs qui y sont engagés, connaît un succès grandissant (en particulier les écoles contrôlées par le parti ultra-orthodoxe Shas, créé en 1984) : il accueille désormais 12,5 % de la population scolarisée, alors qu'elle n'en représentait que 5,7 % vers 1980.

Mais au sein même de l'école publique, une séparation existe de fait entre écoles juives et écoles arabes. Le prétexte officiel en est la préservation de la langue, de l'histoire et de la culture respectives des deux communautés, ce qui est on ne peut plus faux. Comme le montre Susan Nathan (voir l'article ci-dessous), ni la langue, ni la culture, ni l'histoire arabes ne sont réellement préservées dans les écoles arabes. Presque tous les grands écrivains arabes sont proscrits. Il y a quelques années, l'ancien ministre de l'Éducation, membre du Meretz, Yossi Sarid, a provoqué un véritable scandale en proposant d'introduire dans les programmes les œuvres du poète palestinien Mahmoud Darwish ; leur étude est aujourd'hui autorisée dans les cours de littérature pour Juifs, mais toujours interdite dans les écoles arabes. Quant à l'enseignement de l'histoire, il est centré sur le discours et les thèses sionistes ; il occulte totalement ce qui, pour les Arabes de Palestine, dont certains sont devenus citoyens israéliens, a constitué la Nakba (la catastrophe), c'est-à-dire les spoliations, destructions, assassinats et massacres perpétrés par l'État israélien et son armée en 1948 et dans les années qui suivirent. Les origines et les racines des enfants arabes sont inexorablement absentes des programmes scolaires. Ceux-ci sont d'ailleurs élaborés en partie par des fonctionnaires juifs chargés de les contrôler, tout comme sont aussi contrôlées la nomination et la promotion des enseignants arabes. Reuven Paz, ancien dirigeant du Shin Bet (le Service général de sécurité israélien), a ainsi reconnu dans *Ha'aretz* en 2004 : « *Le Shin Bet est non seulement intervenu dans la*

*nomination des proviseurs et des professeurs mais il a même désigné les concierges et les employés qui nettoient les toilettes des collèves arabes.* »<sup>1</sup> Plus généralement, la loi sur l'éducation nationale (1953) toujours en vigueur indique que l'enseignement « *doit être basé sur les valeurs de la culture juive et les réalisations scientifiques, sur l'amour de la patrie et la loyauté à l'État et au peuple juif* ».

Du côté des écoles juives, il n'est pratiquement jamais question dans les manuels des Arabes vivant en Israël (ils sont pourtant plus d'un million), sauf à utiliser des stéréotypes racistes insensés : dans un manuel scolaire d'anglais présentant des histoires illustrées d'enfants juifs voulant devenir astronautes, acteurs, pompiers, etc., figure une seule histoire d'enfants arabes qui veulent, quant à eux, devenir... chameliers ! « *À part quelques dizaines de milliers de Bédouins vivant dans la partie sud du désert du Néguev*, explique Susan Nathan qui rapporte cet exemple, *les enfants arabes d'Israël n'ont pas plus de contacts avec des chameaux que les enfants juifs. J'attends encore de voir mon premier chameau parmi les collines verdoyantes de Galilée.* »<sup>2</sup>

L'État organise méticuleusement ce racisme institutionnel, notamment en imposant aux écoles arabes des normes éducatives plus basses et en privilégiant financièrement les écoles juives. D'après le Bureau central de la statistique israélien, en moyenne, pour un élève arabe 70 euros par an sont octroyés par l'État ; pour un élève juif fréquentant une école publique juive, 330 euros ; et pour un élève juif fréquentant les écoles religieuses juives, 900 euros, car ces dernières font plus que doubler la mise en obtenant des crédits de deux ministères : le ministère de l'Éducation et le ministère des Affaires religieuses. Le dénuement frappe donc au quotidien les écoles arabes. Par exemple, selon la loi, toutes les salles de classe doivent être équipées d'un climatiseur ; mais l'application de cette loi n'est véritablement constatée que dans les écoles juives. Les écoles arabes ne disposent en général même pas des fonds suffisants pour financer le matériel de chauffage et les livres, *a fortiori* le matériel informatique ; ce sont les parents qui doivent tenter d'y suppléer.

<sup>1</sup> Cité par Susan Nathan, *L'Autre côté d'Israël*, Paris, Presses de la Cité, 2006, p. 108.

<sup>2</sup> *Idem*, p. 111.

### **Les Arabes israéliens : citoyens de seconde zone, classe ouvrière discriminée**

Les 1 200 000 Arabes israéliens sont les Palestiniens qui, pendant la guerre en 1948, sont parvenus à rester sur leurs terres ou dans les villages voisins, et leurs descendants. Si les quelque 700 000 Palestiniens qui ont été chassés de leurs terres et contraints à devenir des « réfugiés » ont alors tout perdu, les Arabes israéliens eux aussi, bien qu'ils aient pu rester, ont été spoliés, par toutes sortes de mesures décrétées par l'État israélien.

#### *Spoliations au nom de la loi*

Au nom des lois d'urgence en 1948, mais en fait jusqu'en 1966, un gouvernement militaire fut institué dans les régions à forte concentration arabe (en particulier la Galilée, le « Triangle », c'est-à-dire le centre du pays, et le Néguev). Seul le gouverneur militaire, nommé par le ministre de la Défense, pouvait octroyer ou refuser, de manière parfaitement arbitraire, des autorisations d'entrée et de sortie dans ces régions militairement délimitées et appelées « zones closes »<sup>3</sup>. Par exemple, en 1952, un tribunal condamna des parents à payer une amende pour leurs enfants mineurs qui, désireux de voir la mer, avaient quitté leurs villages sans permis des autorités militaires<sup>4</sup>. Plus généralement, cette situation s'accompagna d'humiliations et d'oppressions de toutes sortes : détentions administratives, assignations à résidence, etc. En outre, combiné à d'autres lois, ce dispositif permit à l'État de s'octroyer davantage de terres encore. En effet, l'ordonnance d'urgence sur la culture des terres en jachère donnait pouvoir au ministre de l'Agriculture de « *prendre en charge la terre en jachère pour assurer son exploitation* » au cas où le ministre « *ne serait pas convaincu que le propriétaire [avait] commencé ou continué l'exploitation* ». Dès lors, en n'autorisant pas, même durant quelques jours, l'accès d'un

<sup>3</sup> Voir Simon Haddad, *Les Planteurs d'oliviers. Histoire des Palestiniens arabes, citoyens d'Israël*, Paris, Éditions etc, 1989, p. 25-26.

<sup>4</sup> Alain Dieckhoff, « La nation en Israël. Entre démocratie et ethnicité », article cité, p. 65.

Arabe à sa terre dans la « zone close » de son ressort, le gouverneur militaire permettait *de facto* la spoliation et l'accaparement de sa terre par l'État !

Ces confiscations de terres arabes au nom de la loi sur les « propriétaires absents », absurdement cynique puisqu'ils n'étaient « absents » qu'en raison du gouvernement militaire imposé par l'État, s'ajoutèrent à toutes celles qui avaient eu lieu pendant la guerre de 1948, lorsque quelque 400 villages palestiniens avaient été purement et simplement rayés de la carte. Quant aux Bédouins, ils furent sédentarisés de force par des mesures d'expropriation les privant eux aussi de vastes étendues de terres<sup>1</sup>.

#### *Stratégies de division de la minorité arabe*

L'État d'Israël ne se contenta pas de spolier ses propres citoyens arabes : il s'efforça en outre de les diviser en communautés. C'est ainsi que le critère de l'appartenance religieuse est un facteur officiel pour entrer dans l'administration étatique<sup>2</sup>. Parmi la population arabe, l'État a cherché à favoriser systématiquement les chrétiens et les druzes. Les chrétiens constituent 3,2 % de la population israélienne et sont arabes à plus de 95 %, représentant 14 % des Arabes israéliens. Or, parmi les Arabes, ils sont sciemment favorisés par l'État. Par exemple, les terres leur ont été laissées, contrairement aux biens (*waqf*) musulmans confisqués par la « loi sur les absents » : ces terres constituent pour les Églises chrétiennes une importante source de revenus. Ou bien encore, les chrétiens représentent 58 % des étudiants arabes à l'université de Haïfa, alors que les arabes non chrétiens constituent l'écrasante majorité de la population arabe.

Quant aux druzes, qui constituent 9 % des Arabes et 1,7 % de la population israélienne totale, l'État a transformé leur religion en « ethnies » : bien que les druzes soient arabes, sur leur carte d'identité israélienne, c'est la mention « druze », et non « arabe », qui figure. Avec les Bédouins, qui sont indispensables à l'armée israélienne dans certaines régions désertiques, où ils peuvent servir de guides, les Druzes sont les seuls Arabes autorisés à accomplir leur service militaire, dont

on a vu l'importance dans le dispositif socio-économique et politique d'Israël. La « communauté » druze a aussi obtenu une certaine autonomie pour la gestion de ses affaires internes, avec notamment un organe représentatif reconnu par le gouvernement israélien et un secteur éducatif distinct.

L'objectif d'une telle stratégie est clair : il s'agit de faire en sorte que les Arabes israéliens ne se reconnaissent pas comme une ensemble de sous-citoyens et ne luttent pas de concert pour obtenir les droits dont l'État juif les prive. C'est la règle classique du « diviser pour mieux régner » qui s'applique ici avec une virulence particulière, puisqu'elle est institutionnalisée. Un comité interministériel israélien l'affirma sans ambages en 1949 : « Puisque Israël ne peut leur imposer une assimilation culturelle, la meilleure manière de gérer les minorités est de les "diviser et subdiviser". »<sup>3</sup> Il y a là un art consommé d'instrumentalisation des appartenances confessionnelles pour mieux affaiblir et contrôler la minorité arabe fondamentalement indésirable.

#### *Apartheid socio-économique*

Car les Arabes ne sont au mieux que tolérés par l'État israélien : ils sont considérés comme nuisibles, par leur présence même, à la pureté juive de l'État juif, et ils sont perçus comme un danger potentiel. Tout est en fait mis en œuvre pour les expulser, même si ce n'est pas par la force des armes : bien que la « communauté internationale », c'est-à-dire en fait les principales puissances impérialistes, continue de fermer les yeux sur le racisme d'État en Israël, il lui serait plus délicat de couvrir des crimes ouvertement perpétrés à l'intérieur même des frontières israéliennes — les crimes de guerre et les crimes d'occupation lui sont de toute évidence plus acceptables. Officiellement, rappelons-le, Israël est une démocratie. Les moyens utilisés à tous les niveaux sont donc pervers et souterrains, mais bel et bien quotidiens.

Le taux de chômage est environ deux fois supérieur parmi les Arabes que dans le reste de la population israélienne. Encore les chiffres sont-ils manipulés par l'État, qui ne tient compte que des bénéficiaires d'allocations pour établir ses calculs. Or, beaucoup d'Arabes en sont privés : les jeunes sans emploi de moins de

vingt ans n'ont pas droit aux allocations et, entre 20 et 25 ans il faut, pour les toucher, prouver qu'on a travaillé pendant au moins un an et demi, ce qui est difficile pour de jeunes Arabes qui multiplient les « petits boulots ». De surcroît, l'État interdit toute allocation à ceux qui possèdent des terres ; or les Arabes qui sont dans ce cas ont souvent des lopins si petits que leur culture ne peut constituer un travail à temps plein et leur permettent à peine de survivre. En revanche, les jeunes Juifs sont peu concernés par le dénuement parce qu'ils touchent leur solde militaire ou une bourse dans le cas de l'enseignement religieux.

Mais c'est un véritable ostracisme qui s'exerce contre les Arabes israéliens dans le domaine de l'emploi. Ils constituent en grande partie le prolétariat d'Israël, travaillant dans le bâtiment et certaines usines ou comme ouvriers agricoles. Ils sont dans leur écrasante majorité exclus des services publics. On n'y en a aucun parmi les hauts fonctionnaires. Selon un ancien directeur adjoint du Shin Bet, il n'y a que six Arabes sur les... 13 000 employés de la compagnie d'électricité d'État. Les chiffres sont comparables pour Bezeq, la compagnie de téléphone qui emploie 10 000 personnes<sup>4</sup>. À l'Université, moins de 1 % des maîtres de conférences sont arabes, et les Arabes ne constituent que 8 % des étudiants, alors qu'ils représentent 24 % de cette tranche d'âge dans la population israélienne. Globalement, hormis le secteur scolaire, où les Arabes travaillent dans les écoles arabes, ceux de la santé et des affaires religieuses, la Fonction publique bannit purement et simplement les Arabes, alors qu'elle est le premier employeur israélien. Il en va de même dans les principaux secteurs de production idéologique, comme la presse ; même le grand quotidien *Ha'aretz*, pourtant considéré comme « progressiste », ne compte parmi son personnel qu'un seul Arabe : un correspondant sportif. Mais bien d'autres secteurs économiques sont également interdits aux Arabes, en général sous le prétexte de la « sécurité » : industries militaires, industrie aéronautique, compagnie aérienne et aéroports, grandes sociétés nationalisées, Banque d'Israël, ingénierie...

Même de l'architecture les Arabes sont proscrits : ils risqueraient de ne pas cautionner des plans d'urbanisme

<sup>4</sup> Susan Nathan, *L'Autre côté d'Israël*, op. cit., p. 101.

<sup>1</sup> Ilan Pappé, *Une terre pour deux peuples*, op. cit., p. 159.

<sup>2</sup> Sur tout ceci, voir Laurence Louër, *Les Citoyens arabes d'Israël*, Paris, Balland, 2003.

<sup>3</sup> Cité *ibidem*, p. 22.

dont les Arabes sont les victimes directes. En effet, Israël n'a lancé aucun programme de construction de logements pour la minorité arabe depuis 1948, bien que cette population ait été multipliée par sept<sup>1</sup>. Villes et villages à majorité arabe, où parfois la totalité de la population est arabe, se retrouvent par conséquent dans des conditions terribles de surpeuplement. À ceci s'ajoutent les perpétuelles pressions de l'État qui refuse en général aux habitants arabes les permis de construire et considère donc comme illégales la plupart des constructions dans ces zones. Dès lors, des dizaines de milliers de maisons et d'immeubles sont menacés de démolition ; régulièrement, les bulldozers israéliens viennent en détruire quelques-uns, comme ils le font abondamment à Gaza et en Cisjordanie. Pour tenter d'éviter cela, les habitants paient de lourdes amendes, qui empêchent ou retardent les démolitions. Mais « chaque jour, quand ils quittent leur foyer, ils se demandent s'ils ne retrouveront pas à leur retour un tas de gravats »<sup>2</sup>. Si l'on évoque souvent la barrière de sécurité qu'a édiflée Israël pour se protéger des territoires occupés, on passe sous silence les innombrables murs et clôtures que les localités juives (qui touchent des subventions spéciales de l'État à cet effet) ont construits pour être bien séparées des localités arabes à l'intérieur même d'Israël.

De plus, tout « citoyens » qu'ils soient officiellement, les Arabes sont en général dans l'impossibilité de lutter légalement et juridiquement contre les discriminations de toutes sortes qu'ils subissent, puisqu'elles celles-ci sont inhérentes à l'État sioniste. Par exemple, depuis un amendement de 1980 à la loi anti-terroriste, il est interdit de manifester en soutien à une « organisation ennemie ». C'est sous ce prétexte que treize arabes israéliens ont été abattus par la police en octobre 2000, lors de manifestations pacifiques de soutien à la deuxième Intifada. Même les quelques députés arabes qui siègent au Parlement sont régulièrement insultés, voire molestés par la police. Ils doivent de toute façon faire acte d'allégeance, en entrant en fonction, à « l'État juif et démocratique ».

### **Puissance du sionisme dans la population juive, nécessité de rompre avec lui**

On ne saurait nier que les préjugés racistes imprègnent la société israélienne : comment pourrait-il en être autrement, dès lors que l'ensemble des institutions sont utilisées, par leur nature même, à distiller le racisme au quotidien ? Le génocide des Juifs d'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale a représenté pour les survivants et les descendants des victimes un effroyable traumatisme dont l'État israélien s'est servi et se sert constamment pour justifier son soubassement idéologique. Cependant, aujourd'hui des voix s'élèvent pour condamner et combattre l'instrumentalisation politique de la Shoah par un « État dépendant et éveillant la commisération par l'évocation constante du passé »<sup>3</sup>. Par exemple, en 1995, au lycée Kedma de Tel-Aviv, on a commémoré non seulement le génocide des Juifs, mais aussi celui des Indiens d'Amérique, des esclaves noirs, des Arméniens, des Tsiganes, des homosexuels.

D'autre part d'après les estimations exposées par Ilan Greilsammer<sup>4</sup>, 5 % des Juifs d'Israël s'affirment ultra-orthodoxes. Ils sont représentés en particulier par le parti Shas, dont la présence a été continue dans les gouvernements israéliens ces dernières années. Grâce aux subventions considérables qu'il obtient de l'État, ce parti peut entretenir jardins d'enfants, écoles, lycées, ou encore magasins d'alimentation. C'est le seul parti accordant gratuitement aux parents nécessiteux le transport de leurs enfants à l'école, la cantine ou les fournitures scolaires. 15 à 20 % des Juifs d'Israël se déclarent « sionistes religieux » ; ils se caractérisent par une observance stricte des commandements religieux et une vie sociale tournée vers la synagogue, et manifestent des options nationalistes et annexionnistes très affirmées. 30 à 35 % se définissent comme des « Juifs traditionalistes » ; leur attachement à la tradition juive est essentiellement rituel. Mais surtout, près de la moitié des Juifs israéliens se définissent comme *hilonim*, « laïques », c'est-à-dire qu'ils définissent leur identité comme non religieuse. « *Ils souhaitent que le mariage et le divorce civils soient autorisés, que les restaurants soient libres de ne pas respecter les lois alimentaires de la cachrouit, que l'État*

*n'engouffre plus des sommes colossales dans les réseaux d'éducation religieuse, que les transports publics fonctionnent normalement le chabbat et les jours de fête.* »<sup>5</sup>

Cependant, même au sujet de ces Juifs laïques, qui vivent dans de grandes villes telles Haïfa ou Tel-Aviv, Ilan Greilsammer écrit : « *À part quelques intellectuels marginaux, ce public typiquement telavivien n'est pas "antisioniste" et ne conteste nullement le rôle que l'idéologie sioniste a joué, autrefois, pour la création de l'État-refuge du peuple juif. Au contraire, pour eux le sionisme a constitué une réussite, puisqu'il aspirait à la normalisation du peuple juif.* »<sup>6</sup>

Toute réflexion sur une solution politique à la question israélo-palestinienne doit partir du fait incontournable que le sionisme est ultra-majoritaire en Israël, que le racisme anti-arabe y est largement partagé et que l'idée de « nettoyage ethnique » n'y est pas taboue. D'après un sondage réalisé en mars 2002, 31 % des Juifs israéliens se déclaraient favorables à un « transfert » autoritaire des Arabes israéliens hors d'Israël, tandis que 60 % approuveraient un transfert moins explicite, sous la forme d'incitation à quitter le pays<sup>7</sup>. La méfiance que doit susciter tout sondage, et en particulier un sondage de ce type, cette situation idéologique désastreuse n'est pas contestable et s'éclaire par le statut même de l'État d'Israël et sa politique.

Il y a cent quarante ans, l'Association Internationale des Travailleurs, la 1<sup>ère</sup> Internationale, animée notamment par Marx et Engels, avait pris fait et cause pour le combat du peuple irlandais contre l'occupant britannique. Elle proclamait qu'« un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre ». Et elle exigeait des ouvriers anglais qu'ils rompent avec leur propre gouvernement et avec leurs préjugés contre les Irlandais, qu'ils se solidarisent avec le peuple irlandais combattant pour son indépendance. Toutes choses égales par ailleurs, les travailleurs du monde entier, à commencer par ceux qui se réclament du communisme révolutionnaire et internationaliste, doivent exiger des travailleurs juifs israéliens qu'ils rompent avec le racisme et le

<sup>4</sup> *Idem*, p. 494-495.

<sup>5</sup> *Idem*.

<sup>6</sup> *Idem*, p. 497.

<sup>7</sup> Cité par Laurence Louër, *Les Citoyens arabes d'Israël*, op. cit., p. 14.

<sup>1</sup> *Idem*, p. 49.

<sup>2</sup> *Idem*, p. 67.

<sup>3</sup> Ilan Greilsammer, *La nouvelle histoire d'Israël*, op. cit., p. 507.

sionisme, et qu'ils se solidarisent avec le combat du peuple palestinien pour ses droits nationaux. Tel est le point de départ de toute orientation politique communiste en Israël.

### **Absence d'un véritable syndicat ouvrier, nécessité de le construire**

À l'heure actuelle, les travailleurs israéliens en général, qu'ils soient arabes ou juifs, disposent-ils au moins d'un syndicat qui leur permette de défendre collectivement leurs intérêts matériels et moraux ? Certes, la Histadrout, Fédération générale du travail, rassemble la majorité des travailleurs israéliens et, jusqu'aux années 1990, 80 % des travailleurs arabes y étaient affiliés. Mais est-ce un véritable syndicat, même réformiste, comparable à ce que nous connaissons par exemple en France avec la CGT, FO ou même la CFDT ?

*La Histadrout n'est qu'un rouage de l'État sioniste*

La Histadrout est l'un des principaux employeurs du pays. Elle est à la tête des grandes entreprises alimentaires et textiles ; elle détient le groupe Koor, géant industriel regroupant diverses branches (chimie, communications, électronique de défense...), Soleh Boneh, une importante entreprise de construction, Tnuva, une société de produits laitiers, Egged, la compagnie nationale d'autobus, *Davar*, un quotidien national ; elle possède également la plupart des coopératives agricoles du pays ; elle dirige enfin la banque Hapoalim, la première d'Israël... Ainsi produit-elle un cinquième du revenu national, en employant 250 000 personnes. De très nombreux Israéliens (20 % des salariés du pays) sont par conséquent des salariés de leur propre « syndicat ». Dès lors, « *en tant que syndicat ouvrier, elle négocie des conventions salariales avec le patronat et le gouvernement qu'elle applique ensuite dans ses propres entreprises, ce qui l'incite à réduire ses exigences* »<sup>1</sup>... Et, lorsque des ouvriers d'une ville de développement, par exemple, entreprennent une lutte, « *la Histadrout est généralement le syndicat, mais aussi l'employeur de ces ouvriers. Le secrétaire local va donc être obligé de tenir compte d'intérêts*

*contradictaires. En fait, il est toujours au service des intérêts généraux de la Histadrout, au détriment des intérêts locaux des ouvriers concernés.* »<sup>2</sup>

En outre, la Histadrout a une idéologie et une politique ouvertement sionistes et racistes. Cela n'est pas nouveau. Dès 1920 (année même de sa fondation), lorsque, à Haïfa, des travailleurs juifs et arabes s'unirent pour mener une lutte de classe exemplaire sans considération des appartenances ethniques et religieuses, en fondant notamment les premiers syndicats dans les chantiers et les ateliers de chemin de fer, dans les services télégraphiques et postaux, « *la Histadrout leur mit des bâtons dans les roues. Ses archives contiennent des déclarations de ses dirigeants dénonçant le danger de syndicats mixtes arabes et juifs.* »<sup>3</sup> Après un travail acharné de promotion du sionisme, « *en 1929, la Histadrout avait réussi à contraindre la majorité des ouvriers juifs syndiqués à faire passer l'intérêt national avant la solidarité de classe. Elle créa dans ces services un syndicat d'ouvriers exclusivement juifs et exigea de tous les ouvriers juifs qu'ils le reconnaissent comme leur seul organe légitime de représentation. Les ouvriers palestiniens réagirent en fondant leur propre syndicat, qui s'imposa rapidement comme le syndicat général des travailleurs palestiniens.* »<sup>4</sup> Ce n'est qu'en 1959 que les travailleurs arabes ont pu devenir membres de la Histadrout ; mais le seul but de cette mesure était alors d'empêcher que se construisent des syndicats proprement palestiniens, qu'il s'agissait d'éradiquer...

Aujourd'hui, la Histadrout détient de nombreux clubs, centres éducatifs et centres de santé exclusivement juifs. Elle ne récuse pas la notion de « travail hébreu », c'est-à-dire d'emplois exclusivement réservés à des Juifs. Elle ne réagit pas lorsque des travailleurs arabes sont licenciés — en grand nombre dans les années 1990, au moment de l'arrivée massive de Russes naturalisés. Elle ne combat pas davantage contre les licenciements de salariés arabes, même quand le motif en est seulement qu'ils auraient parlé arabe entre eux, par exemple. Notons aussi qu'Amir Peretz, actuel ministre de la Guerre, qui a été l'un des

principaux maître d'œuvre de la destruction du Liban cet été, n'est rien moins que l'ancien dirigeant de la Histadrout.

Si la majorité des travailleurs, y compris arabes, sont syndiqués à la Histadrout, c'est d'abord parce que, en tant qu'employeur, elle peut fournir du travail à ses adhérents. C'est ensuite parce qu'elle a géré jusqu'en 1994 le monopole de l'Assurance maladie (depuis, il existe d'autres caisses). Et c'est enfin parce que, en 1971, l'État en a fait le seul représentant légal des travailleurs du pays. En un mot, l'adhésion à ce syndicat unique a été pendant longtemps le seul moyen d'avoir un minimum de droits sociaux.

Une organisation qui est le plus gros patron du pays, qui constitue un rouage de l'État et qui a le racisme pour origine, pour base et pour pratique... ne saurait être considéré comme un syndicat ouvrier, fût-il réformiste, fût-il dirigé par des adeptes de la collaboration de classe. Dans ces conditions, il n'est pas possible de considérer la Histadrout comme la CGT ou FO en France, qui sont certes réformistes et dirigés par des partisans de la collaboration de classe, mais qui restent des syndicats ouvriers. Quelle que soient les modalités tactiques à mettre en œuvre à l'heure actuelle pour développer le syndicalisme de classe en Israël, il doit être clair que la Histadrout devra être détruite en tant qu'organisation, comme l'ensemble des rouages de l'État sioniste.

*Il faut une confédération syndicale de classe, laïque et anti-raciste*

La question-clé du syndicalisme dans l'État d'Israël est celle de la rupture des travailleurs juifs avec le sionisme. Les travailleurs juifs doivent combattre pour s'organiser avec leurs camarades arabes dans un syndicat indépendant du patronat et de l'État, laïque, anti-raciste et démocratique, qui regroupe sur une base de classe les travailleurs salariés, quelles que soient leur origine, leur culture et leur éventuelle religion. Dans cette perspective, il faut s'appuyer sur le mouvement de désaffiliation massive des travailleurs arabes israéliens de la Histadrout depuis le début des années 1990 et sur le processus, encore marginal mais non négligeable, de constitution de nouveaux syndicats. À l'heure actuelle, il est nécessaire de combiner ce travail de construction de nouveaux syndicats dans les entreprises (légaux si possible, clandestins quand il n'y a pas le choix)

<sup>1</sup> Denis Charbit, « Consensus politique, modernisation étatique et culture démocratique à l'épreuve des clivages et tensions de la société israélienne », article cité, p. 159.

<sup>2</sup> Nahum Menahem, *Israël : Tensions et discriminations communautaires*, op. cit., p. 30.

<sup>3</sup> Ilan Pappé, *Une terre pour deux peuples*, op. cit., p. 126.

<sup>4</sup> *Idem*.

et un travail dans la Histadrout elle-même, avec l'objectif, dès que le rapport de force le permet (par exemple à l'occasion de trahisons ouvertes des responsables syndicaux), de provoquer la désaffiliation de syndicats existants, ou à défaut la scission. Dans la même optique, et compte tenu de l'appartenance massive des travailleurs juifs à la Histadrout, il est tactiquement juste d'adresser des exigences à la direction de cette organisation sur telle ou telle question particulière de défense des intérêts des travailleurs : cela permettra d'aider ses adhérents à prendre conscience de sa nature collaboratrice et de la nécessité de rompre avec elle.

La construction de cette nouvelle confédération en Israël et sur tout le territoire de la Palestine (selon une structuration à déterminer) est une tâche historique immense, mais incontournable. C'est l'intérêt immédiat non seulement des travailleurs arabes, mais également des travailleurs juifs qui, eux aussi, quoique souvent à un bien moindre degré, souffrent directement de la politique menée par les gouvernements successifs, comme cela a été montré précédemment. Or il est clair que, avec la mondialisation capitaliste en général et la situation de guerre permanente que l'impérialisme installe au Moyen-Orient, les travailleurs israéliens sont condamnés à souffrir de plus en plus, dans la prochaine période, d'une politique contraire à leurs intérêts matériels les plus immédiats.

### **Les travailleurs juifs ne peuvent pas compter sur la gauche israélienne, les travailleurs arabes ne peuvent pas compter sur le nationalisme islamique**

En Israël, il n'existe pas davantage de partis politiques que de syndicats qui combattent la nature sioniste, intrinsèquement raciste, de l'État. Certes, une loi interdit de mettre en cause le caractère juif de l'État : un parti qui nierait l'existence de l'État d'Israël comme État du peuple juif ne pourrait participer aux élections<sup>1</sup>. Mais cela ne suffit nullement à expliquer une telle situation : la question est en fait politique.

#### *Impossibilité d'une réforme ou d'une démocratisation de l'État sioniste*

<sup>1</sup> Alain Dieckhoff, « La nation en Israël. Entre démocratie et ethnicité », *La Pensée politique*, mai 1995, p. 61.

Les Arabes israéliens votent certes de plus en plus nombreux pour des partis arabes (à 70 % environ). Ces partis (principalement le Mouvement progressiste et le Parti démocratique arabe) prônent ce qu'ils appellent la « dé-ethnicisation » de l'État afin qu'il devienne « l'État de tous ses citoyens ». Mais ils ne mettent pas en cause l'existence même de l'État d'Israël en tant que puissance coloniale de la Palestine historique : la solution qu'ils proposent pour les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie est la même que celle préconisée en paroles par la plupart des puissances impérialistes, l'ONU et la plupart des forces de gauche dans le monde, c'est-à-dire la constitution d'un mini-État qui existerait aux côtés de celui d'Israël, avec Jérusalem-Est comme capitale. Pourtant, parmi les Arabes israéliens, 70 % se considèrent comme Palestiniens, tandis que seuls 15 % se voient comme Israéliens<sup>2</sup>.

De leur côté, les Juifs exploités et opprimés, en particulier des *mizrahim*, avaient mené des luttes sociales importantes dans les années 1970, notamment avec les « Panthères noires ». Mais le mouvement a rapidement été récupéré par l'État israélien selon un processus de cooptation de ses membres<sup>3</sup>. Les *mizrahim* votent aujourd'hui majoritairement pour le parti de droite Likoud (à 70 % d'après certaines estimations<sup>4</sup>), par rejet du parti travailliste qui les a toujours déconsidérés et a créé depuis l'origine leur situation d'oppression sociale et culturelle. Cette situation s'explique par le fait que beaucoup de travailleurs séfarades se sont réfugiés dans l'opium de la religion : les séfarades se montrent globalement plus religieux et plus orthodoxes que les ashkénazes.

Le parti communiste d'Israël, dans ses divers avatars (il a pris en 1965 le nom de Nouvelle liste communiste, puis il est devenu le Front démocratique pour la paix et l'égalité) est sur la même ligne : il prône un État palestinien sur 22 % de la Palestine historique. Bien que son électorat soit composé à 90 % d'Arabes israéliens et

<sup>2</sup> Cité par Laurence Louër, *Les Citoyens arabes d'Israël*, op. cit., p. 49.

<sup>3</sup> Denis Charbit, « Consensus politique, modernisation étatique et culture démocratique à l'épreuve des clivages et tensions de la société israélienne », in Carol Iancu (dir.), *Permanences et mutations dans la société israélienne*, Paris, CREJH, 1996, p. 160.

<sup>4</sup> Claude Klein, *Israël, État en quête d'identité*, op. cit., p. 55.

que ses militants eux-mêmes soient en grande majorité arabes (mais ses dirigeants sont pour la plupart des Israéliens d'origine juive), jamais il n'a engagé de véritable lutte contre le racisme institutionnalisé, et moins encore contre l'existence même d'Israël fondé, faut-il le rappeler, avec l'accord de l'URSS de Staline en 1947.

Quant au reste de la « gauche » israélienne (dont on exclut ici pour des raisons évidentes le Parti travailliste, fondateur et pilier majeur de l'État israélien), elle reste profondément et fondamentalement sioniste. Elle rejette notamment tout ce qui pourrait remettre en cause la supériorité numérique des Juifs, et tient comme les autres partis au discours sécuritaire, que ce soit le Meretz et sa branche La Paix maintenant ou le Gush Shalom. Pour ces organisations, l'État d'Israël a le droit à l'existence dans les limites des occupations de 1967 (pas même de 1947). Comme le démontre remarquablement Susan Nathan, qui les caractérise de « colombes sécuritaires », toutes parlent d'amour et de compréhension, mais jamais de droits. Par le fait même qu'ils acceptent le cadre de l'État sioniste, tous acceptent l'inégalité de droit et de fait imposée aux différentes catégories de citoyens.

#### *Impossibilité d'une solution nationaliste islamique*

Si les travailleurs doivent être en première ligne du combat pour la réalisation des droits nationaux des Palestiniens chassés, spoliés et colonisés par Israël, ils ne doivent cependant nourrir aucune illusion à l'égard du nationalisme petit-bourgeois. C'est ce que prouve historiquement la faillite de Fatah et de l'OLP dont les dirigeants ont mené pendant des années un combat courageux contre l'État sioniste, mais qui, parce qu'ils représentaient les intérêts de la petite bourgeoisie palestinienne, ont inévitablement fini par trahir les intérêts de leur propre peuple, capitulant en échange de mini-parcelles d'un pouvoir à moitié fantôme et au prix d'une corruption généralisée. Quant aux forces nationalistes islamiques, au premier chef le Hamas, qui se sont développées sur la base de la faillite du nationalisme laïque, ce sont elles qui ont pris le relais du combat anti-sioniste, pour les droits nationaux du peuple palestinien et pour le droit au retour. Et l'ensemble de leurs actes qui

vont dans ce sens, y compris les actions militaires contre l'armée israélienne et les représentants de l'État sioniste, doivent être inconditionnellement soutenus par les communistes révolutionnaires. Cependant, la nature petite-bourgeoise de leurs dirigeants, leur soumission à la propriété privée des moyens de production et leur idéologie religieuse réactionnaire ne peuvent que conduire le peuple palestinien dans une nouvelle impasse.

En effet, même si l'on supposait que le Hamas parvienne à réaliser son programme, l'acceptation du capitalisme ne pourrait que laisser le pouvoir à la bourgeoisie, fût-elle arabe plutôt que juive ; or il suffit de jeter un œil sur l'ensemble des régimes arabes et musulmans formellement indépendants du Moyen-Orient pour constater que la masse de la bourgeoisie préfère toujours pactiser avec l'impérialisme pour garantir ses propres intérêts plutôt que de le combattre dans l'intérêt des peuples. D'autre part, une réalisation du programme du Hamas impliquerait certainement de nouvelles oppressions sur les femmes, sur les artistes, sur les syndicalistes et sur les communistes, comme le prouve l'ensemble des régimes où l'Islam est religion d'État, y compris l'Autorité palestinienne où le Hamas, au pouvoir depuis février, a d'ores et déjà....

Mais de toute façon les méthodes du Hamas, parce qu'elles ne sont pas des méthodes de la lutte de classe prolétarienne, mais celles du nationalisme petit-bourgeois, n'ont guère de chances de mener le peuple palestinien à la victoire contre Israël. Le caractère ouvertement islamiste de son programme, s'il n'est pas par lui-même un obstacle au combat anti-impérialiste, rend en revanche quasiment impossible le ralliement des travailleurs juifs ; or la rupture de ces derniers avec le sionisme, leur union avec les travailleurs et opprimés arabes, est vitale pour parvenir à la liquidation de l'État d'Israël. C'est pourquoi le succès de la cause palestinienne est intimement lié au caractère laïque du programme et des méthodes mises en œuvre pour la réaliser.

D'autre part, le caractère capitaliste du programme du Hamas est contradictoire avec le déploiement de la lutte de classe en Palestine et dans l'État d'Israël lui-même ; or seul un combat de classe pourrait être réellement efficace, car les travailleurs ont la capacité non seulement de se

battre les armes à la main (ce qui est souvent indispensable contre l'armée israélienne), mais aussi de bloquer l'économie par la grève et le boycott. En revanche, la tactique individualiste des attentats contre les civils israéliens n'est pas une méthode capable de faire réellement avancer la cause palestinienne : elle n'a pas d'efficacité sur l'État ou l'économie israéliens et elle contribue à renforcer l'union sacrée de la plupart des Israéliens avec leur propre gouvernement, alors que l'urgence est de les faire rompre avec le sionisme.

Enfin, l'impasse de l'orientation du Hamas semble bien s'annoncer dans l'acceptation par une majorité de ses dirigeants, en juin dernier, du plan dit « des prisonniers », qui prévoyait la reconnaissance de l'État d'Israël dans les frontières de 1967. La ratification d'un tel plan par le Hamas signifierait un début de renoncement aux droits du peuple palestinien et, à terme, conduirait ce parti dans la même voie que l'OLP.

### **Pour le démantèlement de l'État d'Israël !**

### **Pour une République bi-ethnique, laïque et socialiste sur tout le territoire de la Palestine historique !**

La seule solution politique réaliste à la question israélo-palestinienne repose sur le rejet inconditionnel du sionisme, l'objectif de démantèlement de l'État colonial, raciste et anti-démocratique d'Israël et la constitution d'une République laïque et socialiste regroupant l'ensemble des habitants de la Palestine historique sur un pied d'égalité, qu'ils soient arabes ou juifs. Une République laïque et intégralement démocratique est en effet la seule forme d'État qui puisse assurer les droits fondamentaux pour tous et toutes, l'égalité des droits entre les citoyens quelle que soit leur origine et la paix entre les communautés, notamment en garantissant le respect de la langue et de la culture de chacune.

Cependant, à l'ère de l'impérialisme, qui par définition repose sur la négation des droits des peuples opprimés, une telle République palestinienne unie et laïque, quelle que soit sa forme exacte, ne pourra être instituée que par une lutte de classe révolutionnaire du prolétariat, dans la mesure même où il combattra pour ses propres intérêts historiques, pour le renversement du capitalisme, pour le pouvoir socialiste

des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs, avec l'objectif d'une fédération des Républiques laïques et socialistes du Moyen-Orient. C'est pourquoi rien n'est plus urgent que de construire un parti communiste révolutionnaire internationaliste au cœur même de cette forteresse de l'impérialisme mondial qu'est l'État sioniste : par son programme et ses méthodes, seul un tel parti sera à même de mener le peuple palestinien à la victoire, tout en aidant les travailleurs juifs et arabes à imposer leur auto-émancipation sociale.

### **Pour un parti communiste révolutionnaire en Palestine**

Fondé sur le marxisme et la démocratie ouvrière la plus complète, un tel parti doit être construit sur l'ensemble du territoire de la Palestine historique et dans les camps de réfugiés. Il doit regrouper sur un pied d'égalité des militants d'origine arabe et juive, même s'il est probable qu'il comptera dans un premier temps plus d'Arabes que de Juifs, y compris sur le territoire israélien.

Cependant, si les communistes révolutionnaires doivent impérativement combattre toute organisation statutairement juive qui, en Israël, ne saurait être qu'une officine sioniste ouverte ou masquée, ils doivent en revanche soutenir et encourager les combats civiques et politiques progressistes des Arabes israéliens pour l'égalité, même s'ils s'incarnent dans des partis ou associations purement arabes, ce qui est souvent inévitable dans un premier temps. Si les travailleurs juifs, en tant que membres du peuple oppresseur, ont le devoir de rompre immédiatement avec toute forme de sionisme, les travailleurs et les exploités arabes, en revanche, ont le droit inconditionnel, en tant qu'opprimés, de s'auto-organiser sous la forme qu'ils souhaitent. Le risque de communautarisme ethnique n'est pas négligeable et les organisations progressistes purement arabes ne peuvent être considérées que comme provisoires à l'échelle historique, mais c'est d'abord aux travailleurs juifs de prouver, par leur rupture effective avec le sionisme, qu'ils sont dignes de combattre à égalité avec les travailleurs arabes. Ce n'est que de cette façon qu'ils pourront acquérir la confiance de ces derniers et qu'il

deviendra possible de construire ensemble des organisations politiques qui intègrent des Juifs et des Arabes sans reproduire les inégalités et discriminations inhérentes à la société israélienne.

Plus généralement, tout en défendant ouvertement et inconditionnellement son propre programme, le parti communiste révolutionnaire de Palestine ne doit pas hésiter à passer des accords avec les organisations palestiniennes contre Israël et l'impérialisme, mais aussi avec des organisations israéliennes pour des objectifs partiels et ponctuels, qu'il s'agisse de s'opposer à la politique belliqueuse du gouvernement, de mobiliser les travailleurs contre sa politique sociale, d'exiger l'égalité des droits et le respect de la culture arabe, etc. Car, ici comme ailleurs, le parti communiste révolutionnaire ne pourra se construire qu'en relation avec les combats réels des travailleurs et des jeunes, quelles que soient leurs limites immédiates.

Enfin, la construction d'un parti communiste révolutionnaire en Palestine et la popularisation de son programme dépendent en grande partie du comportement des organisations qui se réclament de la révolution, de la classe ouvrière et de l'anti-impérialisme dans les pays impérialistes eux-mêmes. Les organisations de ces pays ont une responsabilité immense : elles doivent afficher leur soutien total au peuple palestinien luttant pour ses droits nationaux, rompre totalement avec l'impérialisme comme avec l'ONU et se dresser contre le sionisme et l'existence même de l'État d'Israël. En France, en particulier, il faut que les syndicats et des organisations de gauche, mais aussi d'extrême gauche (LCR et LO) cessent de prôner comme elles le font chacune à sa manière la prétendue solution « des deux États »<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Quant au Parti des travailleurs, il se prononce à juste titre pour une seule République laïque et démocratique sur tout le territoire de la Palestine historique. Mais, d'une part, il s'en tient à ce mot d'ordre formel sans lui apporter le moindre contenu de classe, sans se prononcer sur le contenu nécessairement prolétarien et communiste-révolutionnaire de cette orientation, qu'il ramène ainsi, de manière petite-bourgeoise, à une question purement démocratique, à la façon de l'OLP des origines. D'autre part, le PT se prononce formellement pour le soutien à la résistance du peuple palestinien, mais il ne s'exprime jamais de manière précise sur cette question, sur les méthodes de la lutte armée, sur le Hamas, son programme et ses méthodes, etc. ; en fait, le

Cette orientation, en effet, revient à défendre l'existence de l'État colonial d'Israël (qu'on prétend pouvoir démocratiser, à l'encontre de sa nature même), à renoncer au droit au retour (c'est-à-dire à proposer aux Palestiniens de continuer à croupir dans les camps) et à faire croire que les bantoustans d'un pseudo-État engoncé dans un territoire minuscule, surpeuplé et entouré de chars et de barbelés, pourraient constituer une solution acceptable et viable. Il revient aux militants ouvriers, à commencer par ceux qui se réclament du communisme révolutionnaire, d'exiger de leurs dirigeants qu'ils rompent avec cette orientation.

Laura Fonteyn

(avec la collaboration  
de Ludovic Wolfgang)

**VOUS ÊTES  
TRAVAILLEUR,  
ÉTUDIANT, LYCÉEN,  
SYNDICALISTE,  
MILITANT... ?**

***Vous voulez discuter des  
analyses et positions  
exprimées dans ce  
journal ?***

**ALORS  
CONTACTEZ-NOUS !**

Téléphone :

**06 64 91 49 63**

PT n'a rien de concret à proposer aux travailleurs de Palestine. Enfin, le PT ne mène aucun combat dans les nombreux syndicats où ses militants interviennent — et qu'ils dirigent parfois — pour que ces organisations se prononcent contre l'impérialisme et le sionisme, contre la politique de l'État français au Moyen-Orient, contre l'ONU et pour la rupture des relations intimes de la CGT et de FO avec le pseudo-syndicat israélien Histadrout ; par leur inaction et leur silence, les syndicalistes du PT se font ainsi complices des bureaucrates réformistes et pro-impérialistes... sur cette question comme sur les autres.

Courriel :

**groupecri@free.f**

**r**

Pour lire les précédents  
numéros du CRI des  
travailleurs, nos tracts,  
nos textes de discussion  
avec d'autres groupes...

**CONSULTEZ NOTRE**

**SITE :**

**http://groupecri.free.f**

**r**

# POUR UNE HISTOIRE MARXISTE DE LA PALESTINE

## Sur le livre d'Ilan Pappe, *Une terre pour deux peuples. Histoire de la Palestine moderne* (Paris, Fayard, 2004)

Professeur de sciences politiques à l'université de Haïfa, Ilan Pappe est l'un des très rares historiens israéliens à adopter une démarche marxiste pour étudier la Palestine depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. « *Ce livre, écrit-il, est l'œuvre d'un homme qui avoue sa compassion pour le colonisé, non pour le colonisateur ; qui sympathise avec les occupés, et non avec les occupants ; qui prend le parti des ouvriers, et non des patrons.* »

L'ouvrage s'ouvre sur la domination ottomane (la Palestine est l'une des nombreuses provinces administratives gouvernées par les Ottomans depuis le début du XVI<sup>e</sup> siècle) et l'arrivée des premiers capitalistes européens à la recherche de profits faciles en Palestine, dans les années 1850 : « *La Palestine "moderne" prit le visage d'une chaîne d'hôtels, îlots européens qui permettaient aux étrangers de se replonger dans l'atmosphère de leur patrie, mais renforçaient encore la réalité coloniale et la distance entre maîtres et indigènes.* » De cette période datent aussi les premières spoliations des paysans palestiniens : incapables de faire face à la spéculation foncière, engendrée par ces nouveaux venus, ni à la majoration des impôts qui s'ensuivit, ils furent contraints de céder leurs terres et, ainsi, de se déposséder. Une bourgeoisie palestinienne émergea, composée principalement de gros propriétaires fonciers.

Le sionisme apparut pour sa part comme une réponse aux persécutions dont les Juifs étaient victimes en Europe orientale et en Russie, avec les pogromes des années 1880. Theodor Herzl, le penseur du sionisme, obtint très vite le soutien de la Grande-Bretagne, qui y avait un intérêt bien compris : « *un intérêt colonialiste dont la première manifestation fut l'occupation de l'Égypte en 1882* ». Dès lors, « *si les Juifs, comme les missionnaires anglicans, pouvaient faciliter l'expansion britannique en Palestine, ils étaient les bienvenus* ». Avant l'arrivée des premiers sionistes, la Palestine comptait environ 500 000 Arabes (musulmans pour la plupart, chrétiens pour 60 000 d'entre eux) et 20 000 Juifs, qui vivaient en bonne intelligence. À la veille de la Première

Guerre mondiale, les sionistes étaient environ 50 000. En tant que colons, ils étaient détestés par les Palestiniens, qu'ils exploitaient comme main-d'œuvre à bon marché. De surcroît, ces colonies, fondamentalement racistes, étaient strictement communautaires et centrées autour de l'identité juive ; c'est pourquoi elles finirent par avoir recours à des Juifs arabes comme ouvriers agricoles.

La guerre fut une terrible épreuve pour les Palestiniens : la région fut ravagée par la famine et le chômage, tandis que l'armée turque dévastait tout sur son passage et que le gouverneur Jamal Pacha exerçait sa domination avec cruauté. Les impérialistes, de leur côté, fomentaient leurs plans pour s'accaparer le Proche-Orient : en mai 1916, les accords passés entre Mark Sykes, du Foreign Office britannique, et son homologue du ministère des Affaires étrangères français, Georges Picot, définirent deux sphères d'influence et de nouvelles unités politiques. Après la fin de la guerre, Français et Britanniques prirent donc possession de leurs « conquêtes » : les troupes françaises débarquèrent au Liban en 1918 et envahirent la Syrie en 1920, tandis que la Grande-Bretagne s'emparait de la Palestine (sous mandat de la SDN). Mais dès le 2 novembre 1917, via la « Déclaration Balfour », la Grande-Bretagne s'était déclarée favorable à l'établissement d'une patrie juive en Palestine. Celle-ci, écrit Ilan Pappe, servait « *les intérêts impériaux britanniques en ouvrant la route des Indes et l'accès aux gisements pétroliers d'Arabie* ».

Les impérialistes britanniques s'empressèrent de classer les habitants selon leur appartenance religieuse. Ils empêchèrent tout ce qui risquait d'échapper à leur contrôle et pouvait faire naître un sentiment nationaliste palestinien anti-britannique : l'urbanisation, la modernisation rapide de l'agriculture, la création de lycées et d'universités. La direction juive pouvait quant à elle s'appuyer sur la puissance mandataire pour mettre en place son système ségrégationniste, dans le domaine scolaire par exemple, et pour s'accaparer toujours plus de terres. « *L'Agence juive, souligne Ilan Pappe, sut exploiter pleinement les lois*

*sur la propriété (ottomanes dans leur majorité) pour s'emparer des terres sans propriétaire, mais que les mêmes familles cultivaient depuis des siècles.* » Pour se défendre de la résistance palestinienne, la direction juive créa la Hagana, une force paramilitaire soutenue par les Anglais.

Au cours de cette période, la Palestine rurale s'appauvrit, « *dévastée par la politique coloniale, qui permit à des acteurs exogènes d'exploiter les villages jusqu'à l'extrême limite de leurs ressources* » : Ilan Pappe évoque un véritable « *désastre socio-économique* ». Tout cela s'effectuait dans la droite ligne des théories britanniques du XIX<sup>e</sup> siècle sur la « Très-Grande-Bretagne » : soutirer le plus possible aux colonies en y investissant le moins possible. Les paysans palestiniens, transformés en prolétariat rural contraint de vendre ses bras à vil prix, subissaient une triple exploitation : celle des occupants britanniques, celle des colons sionistes et celle de la bourgeoisie palestinienne propriétaire de grands domaines.

Les années 1920 et 1930 furent une période de révoltes palestiniennes réprimées dans le sang par les troupes britanniques (comme à Jaffa en 1936), mais aussi par les milices sionistes. Là se trouve en particulier la racine d'un militarisme sioniste exacerbé. Mais ce fut aussi l'époque de quelques mémorables luttes de classe absolument « mixtes » : Haïfa, en 1920, fut par exemple le « *théâtre de l'expérience la plus stimulante de solidarité de classe et de coopération binationale, voire "a-nationale"* ». De grandes grèves, comme celle des chauffeurs routiers en 1931, celle des salariés de l'industrie pétrolière, celle des manufactures de tabac, des chemins de fer et des boulangeries, celle des employés de bureau, témoignèrent d'une solidarité de classe exemplaire entre travailleurs juifs et arabes.

Nous avons donné dans l'article ci-dessus quelques jalons de l'histoire palestinienne à partir de la « Nakbah » (« catastrophe ») de 1948, puisés entre autres au récit d'Ilan Pappe. Il faut saluer cette contribution magistrale de la « nouvelle histoire » israélienne, soucieuse de faire la vérité sur les massacres, les destructions et

l'oppression qu'ont subis les Palestiniens sous le joug de l'État d'Israël. Ilan Pappé raisonne en termes de classes, et ne mâche pas ses mots sur la responsabilité des notables palestiniens, soucieux avant tout de s'enrichir, et sur les autres bourgeoisies arabes (en particulier jordanienne), qui n'hésitent pas à

écraser les Palestiniens quand elles le purent. Stigmatisant le rôle majeur joué par les impérialistes dans cette oppression, Pappé a le courage de s'en prendre frontalement à la nature même de l'État sioniste, et à ceux qui préservent, tout en se voulant « de gauche », le « consensus sioniste » (comme « La Paix maintenant »). On

comprend dès lors son déchirement lorsqu'il évoque, dans l'une des premières pages de son livre, « [son] amour pour ce pays, [son] aversion pour cet État ».

L. F.

## UN TÉMOIGNAGE ÉDIFIANT SUR L'APARTHEID ISRAËLIEN

Sur le livre de Susan Nathan, *L'Autre côté d'Israël* (Paris, Presses de la Cité, 2006)

Susan Nathan est une psychothérapeute juive d'origine britannique, élevée dans des convictions sionistes, qui, en 1999, a décidé d'aller vivre en Israël et d'acquérir la nationalité israélienne. Elle s'installe d'abord à Tel-Aviv où ses certitudes sur la justesse de la cause sioniste sont peu à peu ébranlées par la découverte des inégalités qui caractérisent la société israélienne. Particulièrement frappée par les injustices de tous ordres dont sont victimes les Arabes israéliens, elle choisit de quitter Tel-Aviv pour Tamra, une localité arabe du Nord d'Israël, où elle est la seule Juive. Accueillie chaleureusement par la population, dont elle partage désormais l'existence, elle retrace dans un ouvrage indigné et précis les innombrables discriminations, officielles et officieuses, qu'ils doivent subir chaque jour. Son récit mêle le témoignage direct et les connaissances plus générales qu'elle a peu à peu acquises sur l'État israélien ; ainsi peut-elle tout à la fois exposer le quotidien des populations et faire référence à la réalité sociale et économique dans son ensemble, dates et chiffres à l'appui. Outre la description des conditions dégradées de logement, d'accès à l'école et à

l'emploi, dont on a donné les éléments principaux dans l'article ci-dessus, Susan Nathan relate les incessantes vexations et humiliations imposées aux Arabes israéliens. On n'en donnera ici que quelques exemples, en renvoyant nos lecteurs à cet ouvrage important.

Susan Nathan montre que tout est également fait pour nier la présence des localités arabes et par là même pour en oublier leurs populations. Peu de systèmes informatiques israéliens incluent les villes arabes : on a beau les y chercher, c'est comme si elles n'avaient jamais existé. Nombre de sociétés pratiquant la livraison de produits à domicile (l'exemple donné ici est celui d'Ikea) se refusent à aller livrer dans les zones arabes. Le livre détaille aussi les contrôles interminables aux aéroports : parfois, les citoyens arabes qui attendent leur tour parmi les autres passagers prêts à embarquer sont mis sur le côté, doivent laisser passer tous les autres puis sont fouillés au corps, leurs bagages vidés et inspectés pendant des heures, au point que leur avion part sans eux. Les Juifs israéliens ne subissent en revanche pas de telles mesures. L'auteur mentionne également les points de contrôle illégaux installés par l'autorité

audiovisuelle israélienne : ses agents arrêtent des automobilistes arabes pour leur soutirer arbitrairement de l'argent au nom d'une prétendue redevance ; des policiers engagés en dehors de leurs heures de service se permettent alors de confisquer les permis de conduire de ceux qui ne voudraient ou ne pourraient pas payer.

« Pourquoi les associations de défense des droits de l'homme n'ont-elles pas protesté plus tôt ? », s'interroge Susan Nathan sur ce dernier sujet. Un universitaire arabe israélien, le docteur Manna, l'éclaire un peu plus encore par sa réponse sur la réalité de la ségrégation : « Les cas de discrimination sont si nombreux qu'il faut établir des priorités. Il y a des villages sans école, sans eau ni électricité. Faut-il aider ces gens ou les automobilistes à qui on réclame de l'argent dans la rue ? Le système vise à épuiser non seulement la population arabe mais aussi les organisations et les institutions publiques censées la protéger. Elles sont submergées par les cas de discrimination et de harcèlement. » Pour Susan Nathan qui a vécu en Afrique du Sud, la comparaison avec l'État d'apartheid s'impose comme une évidence.

L. F.

### AVIS AUX LECTEURS, APPEL À CONTRIBUTION

Les élaborations, analyses et propositions du CRI des travailleurs se nourrissent de l'échange entre militants et avec les travailleurs et les jeunes. Tout lecteur peut contribuer à faire vivre ce journal, en nous communiquant ses remarques et éventuelles critiques, en nous envoyant des propositions d'articles pour notre « tribune libre », des contributions à la discussion, ainsi que des documents politiques, syndicaux, théoriques, historiques... Alors n'hésitez pas à nous contacter : 06 64 91 49 63 ou [groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr)

## POUR UNE CAMPAGNE UNITAIRE RÉELLEMENT ANTI-CAPITALISTE : LA LCR, LO ET LE PT SONT FACE À LEURS RESPONSABILITÉS

### Déclaration du Groupe CRI

Pour les communistes révolutionnaires, toute campagne électorale ne peut se concevoir que comme une tactique utilisant le cadre de la démocratie bourgeoise pour rallier la fraction la plus grande possible de l'électorat ouvrier à leur propre programme. Il est donc hors de question de faire croire aux travailleurs que le résultat d'une élection pourrait par lui-même « changer la vie » : seule l'intervention directe des travailleurs, par leur lutte de classe, peut être source d'une « transformation sociale » dans le sens de leurs intérêts collectifs.

Cela est encore plus vrai quand les communistes révolutionnaires choisissent tactiquement d'appeler à voter pour un parti ouvrier réformiste : en ce cas, il ne s'agit pas pour eux de cautionner le programme et la démarche de celui-ci, mais uniquement d'aider les travailleurs à porter au pouvoir une organisation qui prétend vouloir les défendre, afin qu'ils fassent par eux-mêmes l'expérience du réformisme ; ils constatent alors de leurs propres yeux que celui-ci est au mieux impuissant, au pire traître à ses propres engagements. Or, en ce qui concerne la France d'aujourd'hui, le PS ne peut plus être considéré comme un parti ouvrier réformiste : non seulement il ne compte que 5 % d'ouvriers et employés dans ses rangs et repose électoralement avant tout sur les professions libérales, les cadres et les salariés non exploités (comme les enseignants), mais surtout il ne se réclame plus, même seulement en paroles, d'un programme de rupture avec le capitalisme : il assume au contraire pleinement sa politique de gestion loyale du capitalisme et même son application de politiques particulièrement anti-ouvrières, dites « libérales ». Dès lors, il est hors de question de faire régresser les travailleurs qui ne se font plus d'illusions envers le PS (même s'ils n'ont pas pour autant une claire conscience de classe) en les appelant à retourner voter pour lui, fût-ce au second tour.

Pour les communistes révolutionnaires, la tâche la plus

urgente n'est pas de battre électoralement la droite en 2007, si cela implique cinq ans de politique anti-ouvrière menée par le PS et ses alliés, comme ce ne peut être que le cas : l'expérience nous en prévient, et même le projet électoral de ce parti, en refusant de revenir sur l'écrasante majorité des mesures anti-ouvrières des vingt-cinq dernières années, le confirme. La tâche des communistes révolutionnaires, c'est d'aider les travailleurs à se mobiliser pour leurs propres intérêts collectifs et historiques, de construire leurs organisations syndicales et politiques sur une base de lutte de classe et de reforcer ainsi leur conscience de classe mise à mal par plusieurs décennies d'hégémonie du stalinisme et de la social-démocratie sur le prolétariat et, depuis un quart de siècle, par une crise généralisée du mouvement ouvrier organisé lui-même. De ce point de vue, il est également hors de question de participer à la coalition anti-libérale constituée autour du PCF depuis le référendum du 29 mai 2005 : si elle se démarque sensiblement du PS, elle veut surtout l'aider à revenir au pouvoir, et elle s'inscrit totalement dans le cadre du système capitaliste et de l'« alternance » qui domine la vie politique française officielle depuis plus d'un quart de siècle.

#### **La coalition anti-libérale autour du PCF se démarque du PS, mais veut surtout l'aider à revenir au pouvoir**

Au lendemain de la réunion des « collectifs unitaires pour un rassemblement anti-libéral et des candidatures communes », le 10 septembre à Saint-Denis, le nom du candidat de cette coalition pour la présidentielle n'est pas encore décidé, et rien ne dit que l'accord qui la scelle survivra au choix qui sera fait, courant novembre, entre Marie-George Buffet, José Bové et la nouvelle candidate à la candidature Clémentine Autain. La secrétaire nationale du PCF se sent en tout cas en position de force suffisante pour se faire menaçante dans *L'Humanité* du 11 septembre : « *Faire comme si les communistes sont des fantassins, à qui on demanderait de*

*s'effacer quand il s'agit de décider des candidatures, ce serait amputer le rassemblement, et quelque part dire "no future" pour ce rassemblement.* »

Si José Bové bénéficie d'une popularité certaine, ce n'est rien comparé à l'appareil d'un parti comme le PCF, qui repose sur 10 000 élus et qui, après le fiasco de la candidature de Robert Hue en 2002, jouera une partie de sa survie dans les prochaines élections. Quant à Clémentine Autain, adjointe au maire de Paris, elle met en avant sa jeunesse et elle entend manifestement jouer sur son double statut de « non encartée », qui peut lui attirer le soutien de ceux qui veulent un candidat « non partisan », et d'« apparentée PCF », qui lui permet d'espérer le soutien d'une fraction de l'appareil du PC...

Quoi qu'il en soit, le programme et la démarche générale de la coalition anti-libérale semblent, quant à eux, définitivement clairs. Portée par plus de 400 collectifs locaux, elle repose sur un accord dont l'artisan principal est le PCF, avec un ensemble de petites structures telles qu'une fraction de la gauche du PS regroupée autour de l'association Pour une République sociale (PRS) de Jean-Luc Mélenchon, une fraction de la gauche des Verts autour de Francine Bavay, les Alternatifs, le Mouvement pour une Alternative Républicaine et Sociale (MARS), la Gauche républicaine, Convergence citoyenne, etc. Son programme est celui d'une « rupture avec le libéralisme » et d'une « alternative » visant à « mettre en œuvre une politique de transformation sociale » (Déclaration « Ambition-Stratégie-Candidatures » adoptée par la réunion nationale des collectifs unitaires anti-libéraux le 10 septembre). En d'autres termes, il ne s'agit pas d'un programme anti-capitaliste, mais d'un projet qui prétend changer la société en mettant en œuvre une « autre politique » capitaliste, qui ne serait pas « libérale ». On pourrait imaginer qu'il s'agisse alors, par exemple, d'une politique keynésienne (on note ainsi la référence au prétendu « modèle social hérité de la Libération »), mais en fait rien de concret ne figure dans le texte

adopté à la quasi-unanimité le 10 septembre, pas plus que dans les textes antérieurs de la coalition anti-libérale. On y trouve certes une kyrielle de formules générales toutes plus creuses les unes que les autres, prônant « *une vraie politique de gauche* », « *une perspective nouvelle de transformation sociale, environnementale et démocratique* », un « *projet de développement qui rompt avec le gaspillage lié à la course au profit* » et même « *une remise en cause radicale de la logique du système dominant* », le tout dans l'objectif d' « *une société basée sur la réalisation des droits humains, la justice sociale, l'égalité entre hommes et femmes, la préservation de l'environnement, la participation citoyenne* »... En revanche, il n'y a aucune énumération de mesures réelles à mettre en œuvre et *a fortiori* rien sur la manière de les appliquer : l'élaboration du programme proprement dit est reportée à plus tard. Ce fait montre à lui seul que le contenu politique réel de la coalition anti-libérale est un élément secondaire, subordonné à sa démarche formelle, qu'elle baptise « stratégie ».

Or, quelle est cette « stratégie » ? Le texte adopté affirme fièrement que la coalition anti-libérale ne « *sera pas d'un gouvernement dominé par le social-libéralisme qui, dans sa composition comme dans son projet, ne se donnerait pas les moyens de rompre enfin avec le libéralisme, ne répondrait pas aux attentes* ». Il est constaté que « *le Parti socialiste, notamment, a adopté un programme qui tourne le dos à une rupture franche avec le libéralisme* ». Dès lors, « *il est hors de question (...) de négocier sur cette base un contrat de gouvernement dont l'action, décevant une nouvelle fois, déboucherait inéluctablement sur le retour d'une droite plus dure encore. De même, il est hors de question d'accepter l'idée proposée par le PS d'une "fédération de la gauche" autour d'une telle orientation.* » Cette fermeté affichée exprime les répercussions du traumatisme d'avril 2002, qui avait vu les forces de la gauche plurielle, et tout particulièrement le PCF, lourdement sanctionnées par les électeurs de gauche pour avoir mené pendant cinq ans une politique « social-libérale ».

Cependant, la coalition anti-libérale n'exclut pas de participer à un gouvernement qui ne serait pas « dominé par le social-libéralisme ». Cette formule ambiguë signifie-t-elle que, au cas où elle réaliserait un bon score électoral au détriment du PS, elle serait prête à négocier avec celui-ci la

constitution d'un gouvernement « social-libéral... mais pas trop » ? En tout cas, si le PS maintient tel quel son programme et constitue un gouvernement sur cette base, la coalition anti-libérale promet de ne pas se lier les mains par un soutien inconditionnel : « *Dans le cas où nous ne participerions pas au gouvernement, notre groupe à l'Assemblée ne participera pas à une majorité constituée pour soutenir ce gouvernement, mais votera en faveur de toute disposition législative allant dans le sens des intérêts de la population.* » En d'autres termes, les anti-libéraux se contenteront alors d'une position de « stimulation critique » à l'égard du gouvernement PS (ou PS-Verts), sans endosser la co-responsabilité de sa politique : ils ne veulent pas subir une nouvelle fois la colère des travailleurs, ce qui impliquerait l'effondrement définitif du PCF et rendrait impossible la canalisation ultérieure de cette colère, si l'on suppose qu'elle fonctionne encore en 2007.

Mais de toute façon la coalition anti-libérale s'engage à porter le PS au pouvoir, inconditionnellement, sous prétexte de « battre la droite » : « *À la présidentielle et aux législatives, dans les cas où nos candidats ne seront pas arrivés en tête de la gauche au premier tour, nous mobiliserons toutes nos forces pour battre la droite et l'extrême droite en faisant voter pour le candidat de gauche le mieux placé, sans conditions ni négociations d'un accord politique entre les deux tours.* » Comme le scénario le plus vraisemblable est que le PS « arrive en tête de la gauche au premier tour », on peut en déduire que la fonction politique principale de la « coalition anti-libérale » est en dernière analyse, au-delà de ses discours contre le « bipartisme », de pérenniser le système politique actuel, qui repose sur l'« alternance » entre des politiques capitalistes « libérales » similaires. Le PCF et ses alliés persistent donc dans leur refus de proposer aux travailleurs une véritable stratégie alternative, puisqu'ils se conçoivent eux-mêmes comme des rabatteurs de voix pour le PS.

Nous ne sommes plus dans les années 1970 ou même en 1997 : les travailleurs qui votent encore aujourd'hui pour le PS, au premier ou même au second tour, n'ont pas pour autant l'illusion de porter au pouvoir un parti qui les défende réellement, mais seulement le vain espoir qu'il mènera une politique « moins pire »

que la droite. C'est pourquoi, à moins de nourrir frauduleusement ce qu'il peut rester de cet espoir, la seule stratégie conforme à leurs intérêts de classe est de leur proposer une véritable alternative au système actuel et à son alternance : c'est la seule manière de les aider à rompre totalement à la fois avec le PS et avec les illusions électorales, et par là avec tout le système politique actuel. De ce point de vue stratégique, c'est-à-dire historique, la coalition anti-libérale, sous prétexte de « battre la droite » en 2007, sera co-responsable de la politique menée par le PS s'il est élu, quand bien même elle ne participerait pas formellement à son gouvernement.

### **Pour une campagne anti-capitaliste unitaire de la LCR, de LO et du PT**

Les communistes révolutionnaires se trouvent donc plus que jamais dans une situation où tout justifie qu'ils présentent leurs propres candidats aux élections. Il ne s'agit pas de prétendre que cela leur permettrait de changer immédiatement la réalité, mais de constater qu'une partie importante de la vie politique se focalise sur cette question pendant plusieurs mois, que les travailleurs se posent la question de savoir s'ils vont voter et pour qui et que par conséquent cette campagne électorale est un moyen de faire connaître des idées, des propositions, un programme.

Or, s'il n'y a pas aujourd'hui, en France, de véritable parti communiste révolutionnaire, il y a en revanche trois organisations de taille nationale qui se réclament du mouvement ouvrier, de la lutte de classe, du communisme et même du combat trotskyste pour la IVE Internationale. Il s'agit de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), de Lutte ouvrière (LO) et du Parti des travailleurs (PT). Ces trois organisations comptent des milliers de militants, participent, parfois avec des postes dirigeants, à des centaines de syndicats et associations diverses, et se retrouvent d'une manière ou d'une autre dans les grands mouvements sociaux comme dans les grèves locales. — La LCR revendique 2800 adhérents, dont une majorité de militants, auxquels s'ajoutent de nombreux alliés et sympathisants parmi les syndicalistes de la FSU, de la CGT et de SUD ; son candidat Olivier Besancenot a réuni 4,25 % des voix à la présidentielle de 2002 et est resté depuis très médiatique, donc très connu dans la population. — LO

compte pour sa part 1000 militants adhérents, mais 5000 militants non adhérents, qui interviennent dans plusieurs centaines d'entreprises et militent dans les syndicats ; après cinq participations à l'élection présidentielle, dont les deux dernières ont été soldées par un résultat supérieur à 5% des voix, Arlette Laguiller est elle aussi très connue dans la population. — Quant au PT (qui ne se réclame pas lui-même du trotskysme, mais est dirigé et encadré en fait par le Courant communiste internationaliste, qui se revendique de la IVe Internationale), il est peu connu par la population (ses scores électoraux sont infimes), mais il n'en compte pas moins 5000 adhérents, dont près d'une moitié de militants (probablement 1500 au CCI), auxquels s'ajoute tout un réseau d'abonnés au journal et de syndicalistes sympathisants dans FO et à la CGT.

Or ces trois organisations sont en train de se disposer pour mener des campagnes électorales autonomes, chacune dans son coin. Arlette Laguiller a annoncé sa candidature dès l'automne 2005, sans que Lutte ouvrière ait tenté d'ouvrir la moindre discussion avec les autres organisations. La LCR, après avoir tenté de faire avancer ses idées au sein de la coalition anti-libérale réunie autour du Non de gauche au référendum du 29 mai 2005, a lancé au printemps la « pré-candidature » d'Olivier Besancenot, n'ayant pas obtenu l'engagement du PCF et de ses alliés à refuser toute alliance avec le PS, notamment pour le second tour ; tout en réitérant régulièrement qu'elle est prête à se rallier à une coalition anti-libérale « conséquente », la LCR sait bien, maintenant, comme tout le monde, que cela n'arrivera pas. Quant au PT, il n'a pas pris officiellement la décision de présenter un candidat à la présidentielle, mais il s'engage d'ores et déjà à soutenir tout candidat qui reprendrait à son compte les éléments centraux de sa propre orientation (cf. l'éditorial d'*Informations ouvrières* du 27 juin) ; on peut donc supposer qu'il a l'objectif d'un tel candidat, et que celui-ci sera membre ou proche de lui.

Si cette dispersion des organisations dites d'« extrême gauche » était le résultat d'une discussion commune qui n'aurait pas abouti, on pourrait toujours essayer de la justifier. Mais ce n'est pas le cas : une telle discussion n'a pas eu lieu et n'a même pas été proposée par l'une ou l'autre de ces directions. Même la LCR et LO, alliées en 2004, n'ont

manifestement pas envisagé une campagne commune. Besancenot a certes déclaré le 28 août, lors de l'Université d'été de la LCR, que celle-ci se prononce pour une candidature de la « vraie gauche anticapitaliste » et exige donc « une garantie de ne pas servir de caution à une nouvelle gauche plurielle » ; mais cette exigence s'adressait exclusivement à la coalition « anti-libérale », sans que la question d'une alliance avec LO (pour ne pas parler du PT) soit ne serait-ce qu'évoquée ! Et de son côté, interrogée le soir même sur LCI au sujet précisément des propos de Besancenot, Laguiller s'est contentée de déclarer « un peu surréaliste » la possibilité d'un candidat anti-capitaliste unique, au lieu de saisir l'occasion pour inciter la LCR à rompre définitivement avec la coalition anti-libérale...

#### *Divergences...*

Certes, les divergences passées et présentes entre les trois principales organisations dites d'« extrême gauche » sont importantes, leurs orientations générales principales sont souvent différentes. Et surtout, elles s'accompagnent d'une immense hostilité en ce qui concerne les relations entre le PT et la LCR, et dans une moindre mesure entre le PT et LO ; indépendamment même des divergences politiques, cette hostilité, parfois haineuse, est un problème indéniable, qui rend manifestement plus difficile l'hypothèse d'une alliance avec le PT — alors que LO et la LCR entretiennent quant à elle des rapports corrects et se sont présentées ensemble aux élections européennes et régionales de 1999 et 2004. Cependant, du point de vue des intérêts généraux du prolétariat, tout cela ne saurait suffire à justifier qu'il n'y ait ni discussion, ni action commune. Et, d'un point de vue électoral, le danger principal est l'enfermement de la campagne dans la bipolarité entre le PS, flanqué de ses mouches du coche antilibérales, et l'UMP, flanqué de ses mouches du coche de l'UDEF. L'objectif d'une alliance entre la LCR, LO et le PT doit donc l'emporter sur leurs divergences et sur leurs attitudes respectives.

#### *... et convergences*

Car c'est bien la nature même de ces organisations qui justifie un tel objectif. Non seulement elles ont en commun l'action quotidienne de leurs

militants en défense des intérêts ouvriers, notamment dans le cadre syndical, mais en outre elles se distinguent de la coalition « anti-libérale » par leur orientation politique anti-capitaliste et par leur refus, en conséquence, de s'allier avec le PS sous quelque forme que ce soit. Dès lors, seul un esprit d'appareil ou de secte peut essayer de justifier le refus d'engager la discussion en vue d'une campagne commune, qui s'accompagnerait naturellement d'un certain nombre d'actions communes dans les luttes. À huit mois des élections, il n'est pas trop tard pour forger un véritable pôle anti-capitaliste qui permettrait aux travailleurs les plus avancés de ne pas se laisser illusionner par la coalition anti-libérale et offrirait aux travailleurs conscients une alternative au prétendu « vote utile » pour le PS. D'ailleurs, au lendemain de l'Université d'été de la LCR, un journaliste perspicace du *Monde* (daté du 30 août) concluait son article en notant que, après avoir fustigé la ressemblance entre le programme de Sarkozy et celui du PS, Besancenot « a ensuite déroulé la longue liste de revendications classiques de l'extrême gauche. Redistribution des richesses, réappropriation collective de la propriété privée, contrôle social des usagers et des salariés, interdiction des licenciements... des propositions "à la Arlette", comme le remarquait perfidement un responsable politique invité. » Or, s'il est vrai que Besancenot fasse des propositions « à la Arlette », qu'est-ce qui pourrait justifier qu'ils se présentent séparément ?

#### **Propositions pour un programme commun anti-capitaliste conséquent**

Un pôle commun véritablement anti-capitaliste utiliserait la campagne électorale pour faire connaître massivement la perspective d'une rupture avec le capitalisme et d'une véritable alternative gouvernementale. Le programme d'un tel pôle anti-capitaliste se concentrerait sur une douzaine de revendications cohérentes et conséquentes, qui répondent aux aspirations de la majorité... *et que l'on trouve dans une forme ou sous une autre dans les programmes d'action, les journaux ou les tracts de la LCR, de LO et du PT :*

- **Interdiction des licenciements collectifs** et luttes communes immédiates pour aider les travailleurs à faire échec aux plans de licenciements par les méthodes de la lutte de classe : grèves, manifestations,

solidarité matérielle avec les grévistes, occupation des entreprises...

• **Interdiction de la précarité :** suppression du CNE et de toutes les lois de droite et « de gauche » qui l'ont instaurée depuis vingt-cinq ans, transformation de tous les contrats précaires en CDI ou postes de fonctionnaires selon les cas.

• **Baisse générale du temps de travail pour embaucher les chômeurs,** sans perte de salaire, sans annualisation et sans flexibilité (abrogation des dispositions des lois Aubry sur ces points).

• **Ouverture des postes à tous les concours** de fonctionnaires à hauteur des besoins.

• **Augmentation générale des bas et moyens salaires,** le SMIC à 1500 euros nets tout de suite, non au « salaire au mérite », échelle mobile des salaires contre l'inflation.

• **Abrogation des lois Fillon et Balladur sur les retraites :** retour aux 37,5 annuités pour tous, baisse de l'âge de la retraite.

• **Défense de la Sécurité sociale :** non aux déremboursements, suppression des exonérations de cotisations patronales, augmentation de ces cotisations patronales à hauteur des besoins de remboursement à 100 % des assurés sociaux.

• **Arrêt des attaques contre les immigrés :** arrêt des expulsions, régularisation de tous les sans-papiers avec la carte de séjour de 10 ans, retrait du projet de loi Sarkozy (CESEDA) et de toutes les lois anti-immigrés de droite et de gauche, fermeture des centres de rétention, facilitation des procédures de naturalisation, défense du droit d'asile.

• **Retrait des réformes Fillon et Allègre-Lang contre l'école publique, de la réforme Lang contre les diplômes universitaires (LMD), etc.,** création des postes d'enseignants et d'IATOSS nécessaires.

• **Retrait des projets de privatisation (GDF, aéroports de Paris, Poste...)** et renationalisation sous le contrôle des travailleurs des entreprises privatisées, défense et développement des services publics utiles à la population (hôpitaux, écoles, poste, transports, etc.) ;

• **Droit au logement :** construction massive et obligatoire de logements sociaux, plafonnement des loyers, réfection des logements délabrés.

• **Retrait des troupes françaises de tous les pays où elles interviennent.**

Au cours de la campagne électorale, il faudrait dire clairement aux travailleurs que de telles exigences sont anti-capitalistes, c'est-à-dire qu'elles impliquent des mesures de confiscation immédiate d'au moins une partie des pouvoirs et des profits des capitalistes. C'est pourquoi la seule façon de les imposer est la mobilisation des travailleurs eux-mêmes, leur lutte de classe la plus résolue, incluant notamment l'exigence de *contrôle des travailleurs sur les comptes des entreprises* et le *recours à l'arme de la grève, jusqu'à la grève générale*. En s'appuyant ainsi sur les mobilisations des travailleurs, un gouvernement réellement anti-capitaliste serait capable de commencer à mettre en œuvre une véritable rupture avec toute la politique des gouvernements de droite et de gauche, avec le système politico-institutionnel de la Ve République et de l'Union européenne. Il s'agirait nécessairement d'un gouvernement au service des travailleurs, qui serait contrôlé par eux à tous les niveaux, avec des élus mandatés, révocables et rémunérés au niveau du salaire moyen.

Sur la base d'un tel programme revendicatif, d'un tel objectif gouvernemental et d'un discours franc et clair, un véritable pôle anti-capitaliste permettrait indéniablement d'*aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat* » (Léon Trotsky, *Programme de transition* fondateur de la IVe Internationale, 1938).

Chacun sait que les directions de ces trois organisations, qui n'ont

jusqu'à présent même pas envisagé leur alliance, ne feront rien spontanément pour y parvenir. Il appartient donc à leurs militants et plus généralement aux travailleurs de se battre résolument dans cet objectif, de bousculer les routines, de surmonter le sectarisme et les logiques d'appareils. C'est dans cette perspective que le Groupe CRI a décidé d'engager une campagne publique pour l'alliance des forces anti-capitalistes, en s'adressant aux militants de la LCR, de LO et du PT, aux syndicalistes de lutte de classe et plus généralement aux travailleurs et aux jeunes. Cinq ans après avoir fait à elles trois le score historique de presque 11 % à la présidentielle de 2002, et au moment où les sondages créditent Olivier Besancenot et Arlette Laguiller d'un score à peu près similaire pour 2007 (l'un et l'autre loin devant Buffet), la responsabilité des principales organisations dites d'*« extrême gauche »*, issues du mouvement trotskyste, est immense. Mais plus fondamentalement, en se servant de la campagne électorale — à défaut d'avoir su utiliser, jusqu'à présent, la lutte de classe directe pour s'unir sur des objectifs déterminés —, la LCR, LO et le PT peuvent enfin cesser d'être des forces marginales s'ils le veulent vraiment. En s'unissant sur la base d'un programme anti-capitaliste clair et en faisant appel aux travailleurs, ils peuvent enfin commencer à jouer le rôle historique qui devrait être celui d'organisations se réclamant du communisme, de l'anti-réformisme et de l'anti-stalinisme, depuis l'effondrement du stalinisme et la chute du PCF, d'une part, l'achèvement de l'intégration de la social-démocratie dans la société et l'État bourgeois, d'autre part. Cette union électorale s'accompagnerait tout naturellement de possibilités d'unions dans la lutte, dès que les convergences revendicatives le permettraient. Et, à plus long terme, elle poserait d'une manière inédite la question décisive d'un véritable parti anti-capitaliste révolutionnaire.

## DOCUMENT

# BILAN D'ACTIVITÉ DU COMITÉ POUR UN COURANT INTERSYNDICAL LUTTE DE CLASSE ET ANTIBUREAUCRATIQUE

Nous publions ici, comme document susceptible d'intéresser nos lecteurs, le

Bilan d'activité du Comité pour Courant Intersyndical Lutte de classe

Antibureaucratique, adopté lors de sa réunion de juin. Les militants du Groupe

CRI participent activement à ce Comité avec des militants des différents syndicats ouvriers et étudiants (surtout CGT, FSU et FSE, mais aussi FO, SUD et UNEF...) et de différentes sensibilités. Des documents de ce Comité, qui a été fondé entre décembre 2005 et février 2006, ont déjà été publiés dans les précédents numéros de notre journal.

### La rédaction

La pause que la lutte de classe a connu entre fin novembre 2005 et mi-février 2006 a été mise à profit par un certain nombre de militants syndicaux combattifs de différentes sensibilités pour constituer le Comité pour un courant intersyndical lutte de classe antibureaucratique. Sur la base d'un pré-projet d'Appel constitutif, une première réunion s'est tenue le 10 décembre 2005 à Paris, suivie d'une large discussion écrite entre différents militants syndicaux et politiques, qui a permis d'aboutir à un Appel sensiblement enrichi. Une seconde réunion a eu lieu le 4 février, rassemblant 22 militants des différents syndicats (CGT, FO, FSU, SUD, FSE et UNEF) et, pour certains, de diverses sensibilités politiques (CRI, LCR, NGC-Prométhée, FTQI, marxistes-léninistes, ainsi que deux militants de la Fraction de Lutte ouvrière présents à titre d'observateurs). Cette réunion a débouché sur la constitution formelle du Comité, après quelques ultimes modifications de l'Appel à la demande des participants et par consensus. Depuis lors, une quarantaine de militants syndicaux ont signé l'Appel, le Comité se construit et intervient concrètement dans la lutte de classe comme dans les débats qui agitent le syndicalisme. Son activité s'est concentrée sur quatre axes principaux :

#### I. Ouverture d'un site Internet (<http://courantintersyndical.free.fr>)

Régulièrement actualisé, il publie les tracts, analyses et propositions élaborés par le Comité, mais aussi des documents reçus de syndicats, de militants syndicaux et d'Assemblées générales d'étudiants ou de travailleurs en lutte. Il s'agit d'en faire un instrument d'information, d'analyse et d'élaboration pour les militants syndicaux.

#### II. Intervention dans le mouvement de février-avril

Le Comité est intervenu tout au long du mouvement au moyen de tracts réguliers (7 février, 23 février, 7

mars, 16 mars, 4 avril et 11 avril), diffusés massivement dans les manifestations de Paris, Auxerre, Nancy, Tours et Valence, dans les syndicats respectifs des militants du Comité et par courrier électronique auprès de 2000 syndicats et militants syndicaux. Ces tracts, lisibles sur le site Internet du Comité, ont proposé une orientation claire et concrète : pour la grève tous ensemble jusqu'au retrait des CPE-CNE, pour que les directions syndicales y appellent, pour la construction effective de la grève et l'auto-organisation des travailleurs, étudiants et lycéens, pour une manifestation nationale à l'Assemblée nationale, à Matignon ou à l'Élysée.

Cette orientation défendue par les militants étudiants et enseignants du Comité dans les AG a été adoptée par plusieurs d'entre elles (Universités de Tolbiac, Sorbonne, Rouen, ENS) et même par les Coordinations nationales étudiantes de Dijon le 19 mars et de Lyon le 9 avril. L'AG de la faculté de Tolbiac a même adopté la proposition, défendue par les membres du Comité, d'une délégation massive au siège de la CGT pour que la confédération appelle à la grève générale et s'engage enfin réellement dans sa construction ; une délégation de vingt étudiants mandatés par l'AG a été reçue immédiatement le 3 avril à Montreuil par Maité Lassalle, membre du Bureau confédéral, qui a tenté de justifier l'orientation de son organisation en prétendant qu'elle correspondait à l'état d'esprit des travailleurs, mais qui s'est montrée manifestement préoccupée par l'exigence des étudiants radicalisés qui l'interpellaient. Il est indéniable que, si cette orientation du Comité était adoptée par des dizaines d'AG et de syndicats partout dans le pays, la pression sur les directions syndicales, aurait pu devenir décisive.

Né à la veille de la puissante mobilisation de février-avril, notre Comité a donc su prouver, dès ce baptême du feu imprévisible, et malgré sa faiblesse numérique, sa capacité à intervenir concrètement dans la lutte de classe, dans les AG et les syndicats, selon une orientation claire et plus d'une fois efficace.

#### III. Intervention dans la discussion préparatoire au 48<sup>e</sup> congrès de la CGT

Lors de ses réunions des 11 février et 4 mars, le Comité a décidé, pour combattre l'orientation de la direction confédérale collaboratrice et le

syndicalisme d'accompagnement, d'élaborer un contre-rapport d'activité, une contre-proposition d'orientation et une contre-proposition relative à la réforme des structures, du fonctionnement et du financement de la CGT. Le premier de ces documents a été rédigé et se trouve sur le site ; les deux suivants ne l'ont pas été, car les militants ont été accaparés par le mouvement ; ce travail reste donc à faire.

Les militants CGT du Comité sont intervenus dans leur syndicat pour combattre l'orientation de la direction. Par exemple, notre camarade de Valence est intervenu dans trois réunions préparatoires au 48<sup>e</sup> congrès sur l'orientation oppositionnelle dont témoigne son texte publié sur le site du Comité. De même, lors de la « réunion des comités de chômeurs CGT de la région parisienne pour le 48<sup>e</sup> congrès » réunissant des militants de tous les départements d'Ile de France, et à laquelle participait un militant de notre Comité, une motion a été votée à l'unanimité des participants, motion dans laquelle il est expliqué notamment : « *Les comités de la région parisienne ont fait part de leur avis sur le projet de document d'orientation. Il ressort à l'unanimité que les organisations de chômeurs ne trouvent pas leur place dans ce document (...). Les comités estiment que l'orientation générale va plus dans le sens de l'accompagnement de la crise que d'un syndicat de lutte de classe. (...) Les chômeurs doivent aussi pouvoir être représentés dans l'organisation et dans toutes les institutions qui décident de leur sort.* » C'est un premier résultat dans un secteur où nous étions absents et où se trouvaient des militants combattifs que la direction confédérale veut écarter de toute responsabilité.

Enfin, le Comité a combattu pour parvenir à un accord avec d'autres regroupements de militants syndicaux lutte de classe en vue d'une intervention commune pour le congrès de la CGT. Infructueuse lors des premières rencontres avec le Collectif unitaire pour un front syndical de lutte de classe, cette démarche a finalement abouti le 15 avril à la décision de distribuer devant la salle même du 48<sup>e</sup> congrès un tract commun de notre Comité, du « Collectif unitaire », de « Continuer la CGT » et du CGT-E de Dalkia. Le tract a été rédigé sous la forme d'une « adresse aux délégués » à partir de la discussion collective par un camarade de notre Comité, très légèrement amendé par les autres

regroupements et effectivement distribué le 25 avril à Lille aux congressistes (ainsi que le 26 aux participants du meeting d'oppositional convoqué notamment par le collectif des métallurgistes du Nord). Quatre militants de notre Comité ont participé toute la journée du 25 à la distribution du tract et ont pu discuter avec un certain nombre de délégués. Trois membres du Collectif unitaire ont contribué brièvement à la distribution. En revanche, les militants de Continuer la CGT n'ont pas participé à la diffusion du tract pourtant cosigné par leur association, préférant distribuer exclusivement leur propre matériel aux délégués. Quant aux militants du CGT-E de Dalkia, ils ont malheureusement subi un panne automobile qui les a empêchés d'arriver à Lille.

L'intervention concrète de notre Comité dans la CGT n'en est qu'à ses débuts. Elle doit maintenant se développer, avec notamment un travail de terrain qui demande notamment une élaboration particulière pour les différents secteurs où nous avons des militants et des sympathisants (chômeurs, RATP, Services publics, PTT, éducation...). Il serait utile que, pour chacun de ces secteurs, soit rédigée régulièrement une note qui à la fois rende compte de la résistance des travailleurs classe et critique, à l'usage des militants syndicaux, l'orientation de la fédération CGT concernée. Bien évidemment, cette démarche serait tout aussi utile dans les autres syndicats où nous avons des militants (FSU, FO, FSE).

#### **IV. Proposition de discussions et d'actions communes avec d'autres regroupements de militants syndicaux lutte de classe**

Plus généralement, notre Comité s'est défini d'emblée comme une structure large qui n'entendait faire concurrence à aucun des courants syndicaux déjà existants, tout en proposant le rassemblement des militants lutte de classe au-delà de leurs différentes sensibilités politiques et idéologiques ; il s'est donc efforcé de nouer un certain nombre de contacts avec ces courants :

1) Dès la réunion du 10 décembre, la présence d'un représentant d'Émancipation, tendance intersyndicale regroupant environ 150 travailleurs de l'enseignement syndiqués principalement à la FSU (mais aussi à SUD, à la CGT et à la

CNT), avait permis d'entamer une discussion en vue d'une participation de ces militants au Comité. Malheureusement, la direction d'Émancipation a finalement refusé de s'y associer en mettant comme préalable la reconnaissance des principes anarcho-sindicalistes de la Charte d'Amiens dont cette tendance se réclame pour sa part. Or le Comité pour un courant intersyndical lutte de classe antibureaucratique est conçu précisément pour regrouper aussi bien des militants anarcho-sindicalistes que des militants marxistes-léninistes ou trotskystes, par exemple, qui se réclament quant à eux des vingt-et-une conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste, contradictoires avec la Charte d'Amiens. Dès lors, le Comité ne peut reposer ni sur des principes anarcho-sindicalistes, ni sur des principes bolcheviks, ni sur les principes spécifiques de tel ou tel courant politique partisan de la lutte de classe, mais il doit au contraire reposer sur un Appel large qui permette le regroupement effectif des militants de différentes tendances : il s'agit d'unir ces militants non pour l'éternité, mais pour le combat pratique immédiat contre les bureaucraties syndicales collaboratrices, dans la conjoncture historique présente. Cependant, lors de sa réunion du 4 février, le Comité a amendé son Appel fondateur pour insister clairement, en réponse à l'inquiétude exprimée par Émancipation, sur son attachement à « l'indépendance organisationnelle des partis et des syndicats ». Ce principe signifie en effet l'attachement à la démocratie imprescriptible à l'intérieur des syndicats : si certains militants du Comité estiment avoir le droit d'exprimer et de défendre leurs opinions politiques à l'intérieur des syndicats (considérant qu'il n'y a pas de frontière étanche entre le « politique » et le « syndical »), tous s'accordent évidemment pour dire que *seuls les syndiqués réunis en assemblée (ou leurs délégués dûment mandatés dans chaque instance) peuvent prendre des décisions engageant leur syndicat (ou leur instance)*. Pourtant, malgré cet amendement parfaitement clair, les camarades d'Émancipation n'ont malheureusement pas répondu à la lettre du Comité leur proposant de revoir leur position et de rejoindre le Comité pour travailler en commun à la construction d'un front organisé des militants lutte de classe antibureaucratique. L'espoir de convaincre ces camarades n'en

demeure pas moins, car il se fonde sur le constat de leur combativité dans la lutte de classe, d'une part, et sur le vif sentiment de l'urgence à combattre ensemble les bureaucrates collaborateurs, d'autre part.

2) Un contact furtif a été pris avec les militants de l'organisation Voix prolétarienne-Partisan, qui animent le blog « Où va la CGT ? ». Ces militants offrent des analyses et des propositions souvent très pertinentes pour combattre l'orientation de la direction et accomplissent un réel travail de regroupement d'oppositional au sein de la CGT, notamment avec des métallurgistes du Nord. Cependant, ils refusent malheureusement, à ce stade, de mener ce combat en s'organisant avec d'autres militants dans un cadre qui dépassé leur organisation politique et ses sympathisants.

3) Surtout, des relations, difficiles mais réelles, ont été nouées avec le Collectif Unitaire pour un Front Syndical de Lutte de Classe (initié par le Pôle pour la renaissance communiste en France). Dès le 7 janvier, un représentant du Comité a participé à une réunion de ce Collectif ; les responsables de celui-ci ont cependant refusé la proposition d'une structure commune, dans la mesure où ils se donnent comme « modèle » la « CGT de Frachon et de Séguy » ; or, pour un certain nombre de militants du Comité, ces dirigeants historiques de la CGT ont avant tout trahi les grèves générales de 1936 et 1968 respectivement, en allant négocier des miettes avec le gouvernement bourgeois au lieu de combattre pour le renversement de l'État et du capitalisme. Autant les militants lutte de classe de toute tendance doivent avoir leur place dans un regroupement commun large contre les Thibault, Mailly, Aschieri et Cie, autant il ne saurait être question d'imposer comme préalable à ce regroupement la soumission à un quelconque « modèle » historique du syndicalisme. Mais les responsables du Collectif Unitaire pour un Front Syndical de Lutte de Classe ont préféré constituer une structure clairement identifiée comme partisane de « Frachon et Séguy » plutôt qu'un regroupement commun avec les militants qui ont donc finalement dû fonder, le 4 février, le Comité pour un courant intersyndical lutte de classe antibureaucratique.

Cependant, notre Comité a décidé de poursuivre ces efforts en vue d'agir

en commun avec le « Collectif Unitaire ». Il a notamment participé à la réunion convoquée par celui-ci le 11 février. Après une discussion très intéressante, cette réunion a débouché sur un accord prometteur, à l'initiative de notre Comité : il a été convenu de rédiger et diffuser ensemble un tract commun contre le CPE-CNE et d'organiser une réunion en vue d'envisager une intervention commune dans le cadre de la préparation du prochain congrès de la CGT. Les grandes lignes du projet de tract ayant été définies en commun, un projet a été rédigé par un militant le Comité. Malheureusement, le « Collectif Unitaire » a finalement reculé à la dernière minute, sans pourtant exprimé le moindre désaccord de fond avec l'orientation du tract ! Mais, une fois encore, les responsables du « Collectif Unitaire » ont voulu mettre comme préalable la reconnaissance par le tract de l'œuvre du « Front populaire » et du « Conseil National de la Résistance », alors qu'ils savaient pertinemment que ce n'était pas acceptable par une partie des membres du Comité. Cette volonté d'imposer coûte que coûte la marque d'une identité historique particulière était d'autant plus absurde qu'elle n'avait évidemment aucun intérêt pour le combat immédiat contre le gouvernement et par conséquent contre les bureaucrates syndicaux qui le protègent en refusant de combattre pour la grève générale. Le fait qu'il s'agissait bien, de la part des responsables du « Collectif Unitaire », d'un prétexte pour saboter le projet d'un tract commun a été ensuite confirmé par leur refus d'organiser ne serait-ce que la réunion commune concernant le congrès de la CGT qui avait été pourtant été décidée d'un commun accord le 11 février. Le lecteur pourra se faire sa propre opinion en consultant le projet de tract commun et l'échange épistolaire entre

APRÈS L'ÉVACUATION DU « SQUAT » DE CACHAN

le Comité et le « Collectif Unitaire » sur le site du Comité.

Enfin, après la participation d'un militant du Comité à la réunion convoquée le 8 avril par le Collectif unitaire, une réunion commune a eu lieu la semaine suivante, avec la participation également de Continuer la CGT et du CGT-E, qui a enfin abouti à un tract commun : celui distribué aux délégués du 48<sup>e</sup> congrès de la CGT, dont il a déjà été question. Lors de la réunion commune du 15, il avait également été décidé de distribuer un autre tract commun dans les manifestations du 1<sup>er</sup> mai et de se rencontrer le 27 avril, à la fois pour rédiger ce tract et pour tirer ensemble un premier bilan du congrès. Malheureusement, le jour dit, les militants du Comité se sont retrouvés tout seuls devant la salle de réunion ! Si le représentant de Continuer la CGT a téléphoné pour s'excuser de son absence due à des raisons professionnelles imprévues, et si la représentante du CGT-E a fait savoir plus tard qu'elle n'avait pas réussi à trouver le lieu et était arrivée avec une heure de retard (après le départ des camarades de notre Comité), en revanche les militants du Collectif Unitaire n'ont donné aucune explication de leur absence, ne s'excusant même pas pour le « lapin », bien qu'un militant de notre Comité ait demandé des explications à un militant du Collectif rencontré par hasard dans une manifestation. Au moment où ces lignes sont rédigées, sept semaines plus tard, le Collectif Unitaire ne s'est toujours pas manifesté, montrant une nouvelle fois son refus de travailler sérieusement en commun avec notre Comité. Il nous reste à espérer que les exigences de la lutte de classe conduiront ces camarades à adopter à l'avenir une démarche plus constructive et à répondre à nos sollicitations, qui doivent se

poursuivre avec autant de détermination que de lucidité.

Le Comité a l'objectif d'ouvrir la discussion avec les autres regroupements qu'il n'a pas encore eu l'occasion de rencontrer, tels que le courant Continuer la CGT, le Comité syndicaliste-révolutionnaire, la tendance Front unique dans la FSU, le regroupement « Pour un syndicalisme lutte de classe » dans le SNASUB-FSU, etc. Cette démarche réellement unitaire est rendue indispensable par l'ampleur du combat à mener contre les bureaucrates ; elle doit se réaliser à travers des discussions les plus larges et des accords pour l'action commune chaque fois que c'est possible.

*Le travail de construction du Comité n'en est donc qu'à ses débuts, mais il a d'ores et déjà réussi à se faire reconnaître et souvent apprécier par plusieurs dizaines de militants syndicaux, voire par d'autres regroupements de militants lutte de classe. Ses principales faiblesses sont dues à un manque évident de militants, alors que l'objectif affiché rend nécessaire de travailler au plus près du terrain syndical. Or il ne suffit pas de proposer des analyses et une orientation justes, il faut aussi le faire d'une manière qui rende notre démarche crédible. Le principal objectif que nous devons nous fixer maintenant est que les militants, voire les syndicats avec qui nous sommes en contact, puissent se saisir du Comité comme d'un instrument qui leur soit immédiatement et directement utile pour leur activité syndicale quotidienne et leur combat anti-bureaucratique. Il faut convaincre les militants syndicaux, syndicats et regroupements syndicaux lutte de classe qu'ils ont intérêt à prendre contact avec le Comité, à s'approprier son Appel et à participer activement à sa construction !*

## DOCUMENT

# MOBILISATION GÉNÉRALE CONTRE LA POLITIQUE ANTI-IMMIGRÉS DU GOUVERNEMENT CHIRAC-VILLEPIN-SARKOZY !

## Tract du Comité pour un Courant Intersyndical Lutte de classe Antibureaucratique (22 août 2006)

Le 17 août au matin, environ 700 personnes, hommes, femmes et enfants, ont été expulsées par les forces de répression de ce gouvernement, de l'immeuble qu'elles

occupaient, pour certaines depuis 2003, dans l'ex-campus universitaire de Cachan.

8 compagnies de CRS, soit 640 hommes, étaient envoyées sur place.

La moitié des personnes délogées sont des « sans-papiers », dont 49 « ont d'ores et déjà été interpellées et ont vocation à être reconduites à la

frontière » , selon les services de Sarkozy.

Face à cette nouvelle attaque ignoble du gouvernement contre des travailleurs immigrés et leurs familles, l'indignation est générale parmi les travailleurs et leurs organisations. Mais les syndicats et tout le mouvement ouvrier ne doivent pas se contenter d'exprimer leur indignation : il faut mobiliser immédiatement l'ensemble des travailleurs contre ce gouvernement. Une attaque contre les travailleurs les plus exploités et les plus pauvres est une attaque contre tous !

• **Libération immédiate de tous les expulsés interpellés !**

• **Un logement décent et durable pour tous ! Halte aux expulsions ! Réquisition des logements vacants pour les sans-logis et les mal-logés !**

**Construction des logements sociaux nécessaires !**

• **Appel des organisations à la désobéissance civile pour venir en aide aux victimes des expulsions !**

• **Prise en charge par les syndicats de l'aide matérielle et juridique aux expulsés ! Campagne de syndicalisation massive parmi les travailleurs immigrés et sans-papiers !**

• **Régularisation immédiate de tous les sans-papiers ! Halte aux rafles ! Halte aux reconduites à la frontière ! Fermeture des camps de rétention !**

• **Abrogation de la loi Ceseda et de toutes les lois anti-immigrés élaborées par les gouvernements de droite comme de gauche !**

Pour imposer ces mesures, pour mobiliser contre toute la politique anti-ouvrière de ce gouvernement, les directions du mouvement ouvrier doivent préparer une *manifestation de masse à la rentrée devant l'Assemblée nationale*.

Dans cette perspective, le Comité pour un courant intersyndical apporte son soutien et appelle les travailleurs et les organisations à participer aux deux manifestations appelées par des associations, syndicats et partis :

- **Marche de solidarité avec les expulsés de Cachan**  
**MERCREDI 23 AOÛT, 17 h 30**
- **Manifestation nationale pour le 10<sup>e</sup> anniversaire de l'occupation de l'église Saint-Bernard**  
**SAMEDI 26 AOÛT, 14 h**

---

FUSION SUEZ-GDF

DOCUMENT

## **NON À LA FUSION-PRIVATISATION SUEZ-GDF ! OUI À LA FUSION-RENATIONALISATION À 100 % D'EDF ET DE GDF, SOUS LE CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS !**

**Tract du Comité pour un Courant Intersyndical Lutte de classe Antibureaucratique (12 septembre)**

### **Les conséquences de la fusion-privatisation**

L'Assemblée Nationale discute en ce moment sur le projet de loi permettant la privatisation complète de GDF, afin de permettre sa fusion avec le groupe privé Suez. Pour les travailleurs de ces entreprises, cette fusion s'accompagnera inévitablement de la perte de milliers d'emplois et, corrélativement, de la dégradation des conditions de travail. Pour les usagers, les tarifs du gaz et des interventions – payantes depuis la privatisation partielle – vont augmenter encore plus vite (en un an de privatisation partielle, le prix du gaz s'est déjà accru de 20%). Enfin, la privatisation des infrastructures sensibles comme réseau du gaz représente une menace pour la sécurité de tous, comme l'ont prouvé les récentes pannes d'électricité gigantesques aux États-Unis.

**Un pas de plus dans la liquidation du secteur public de l'énergie, menée par les gouvernements**

Dans le cadre des « réformes » de l'Union Européenne et afin de satisfaire l'appétit des capitalistes pour

le marché juteux de l'énergie, les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, ont procédé depuis 1999 à la libéralisation des marchés de l'énergie et à la liquidation progressive des services publics de l'énergie (EDF et GDF) :

• février 1999 : la majorité de gauche plurielle ouvre le marché du gaz et de l'électricité à la concurrence.

• mars 2002 : Jospin et Chirac co-élaborent avec Bruxelles le calendrier de l'ouverture totale à la concurrence (100% en 2007).

• juin 2004 : privatisation partielle d'EDF et de GDF, l'État devant garder au moins 70% du capital de ces entreprises.

Si la privatisation complète de GDF était éternisée aujourd'hui, il n'y a pas de doute que celle d'EDF le sera bientôt. Mais, comme on peut le constater en ce moment, même le maintien de ces deux entreprises dans leur statut actuel ne donne aucune garantie. Ainsi, pour stopper durablement tout ce processus de privatisation, il n'y a pas d'autre solution que la fusion-renationalisation à 100% d'EDF et de GDF, sous le contrôle des travailleurs.

### **Avec la complicité active des directions syndicales**

D'avril à juin 2004, il y a eu une forte mobilisation des salariés d'EDF et GDF pour s'opposer au projet de privatisation de ces entreprises : plusieurs journées d'action importantes, grève très suivie, multiples initiatives locales comme la coupure ciblée de courant,... Pourtant, le projet est finalement passé à cause de la démission des directions syndicales, qui ont crié victoire et stoppé net la mobilisation quand Sarkozy a promis de garantir la présence de l'État à 70% dans le capital de ces entreprises – on voit aujourd'hui ce que cette promesse est devenue.

En mars-avril dernier, alors qu'il fallait organiser la convergence avec le mouvement contre le CPE et la LEC, ces mêmes directions syndicales ont préféré appeler à une manifestation séparée des gaziers le 11 avril, manifestation qui n'a finalement débouché sur rien.

Aujourd'hui, alors que 94% des travailleurs de GDF ont affirmé leur

refus du plan de fusion-privatisation, ces directions syndicales ne prévoient rien d'autre qu'une nouvelle journée d'action sans *aucune* perspective.

### **Il faut partout s'auto-organiser et imposer aux directions syndicales la grève et la manifestation nationale !**

Comme on a pu constater lors du mouvement contre le CPE et la LEC, seules la grève générale des étudiants et des lycéens et la mobilisation de

larges secteurs de la classe ouvrière ont pu faire reculer le gouvernement.

Pour empêcher la fusion Suez-GDF et mettre en échec la politique de libéralisation-privatisation du secteur de l'énergie, les travailleurs de ce secteur doivent dès aujourd'hui rejeter toute illusion dans la mascarade parlementaire et organiser *eux-mêmes* le combat en **se réunissant partout en Assemblée Générale commune EDF-GDF-Suez** et en mettant à l'ordre du jour **la question de la grève jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.**

Corrélativement, dans la perspective d'unifier le combat à l'échelle nationale et d'étendre la mobilisation à tous les travailleurs, il faut **imposer aux directions syndicales** qu'elles rompent clairement avec la politique du gouvernement et s'engagent dès aujourd'hui à construire la grève jusqu'à la satisfaction des revendications et à organiser une **manifestation nationale massive pour la défense des services publics de l'énergie.**

---

## SYNDICALISME ÉTUDIANT

# LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION SYNDICALE ÉTUDIANTE (FSE) DISCUTE LE BILAN DU MOUVEMENT

*Lors de son congrès national de juin, la Fédération Syndicale étudiante (FSE), dont toutes les sections ont été à l'avant-garde de la grève générale étudiante contre le CPE, la loi sur l'égalité des chances et le CNE, a tiré un bilan mitigé de celui-ci et de son action en son sein.*

### **Accord fondamental sur la trahison des principales directions syndicales**

On a pu constater lors du congrès un accord général des sections pour refuser de caractériser le résultat du mouvement comme une victoire. Les militants de la FSE ont globalement bien conscience que la puissance de la mobilisation pouvait lui permettre d'obtenir bien plus que la suppression du CPE, d'ailleurs remplacé par une extension des dispositifs existants de contrats précaires pour les jeunes. À la question de savoir pourquoi on n'a pas obtenu plus, la réponse est claire : la FSE a considéré majoritairement que les directions syndicales (CGT, FO, FSU) avaient trahi le mouvement en refusant d'étendre les revendications, de préparer et d'appeler à la grève générale et en appliquant la tactique habituelle des journées d'actions dispersées. Les sections de la FSE ont pour la plupart dénoncé cette trahison pendant le mouvement lui-même.

### **Discussion sur la participation aux réunions des bureaucrates et la signature de leurs communiqués**

C'est au sujet de la responsabilité de la FSE et de son rôle réel que des désaccords importants sont apparus. Le premier problème concerne l'attitude à adopter vis-à-vis des

réunions nationales des organisations de jeunesse, qui ont orienté la mobilisation avec les directions syndicales, fixant les dates des journées d'actions et rédigeant des communiqués au nom du mouvement.

Au début, la FSE était représentée dans ces réunions, mais refusait de signer ces communiqués (à l'exception de l'un d'eux au début). Par la suite, lorsque la plupart des universités ont été en grève, et que ces communiqués refusaient toujours d'appeler à la grève et trahissaient sciemment la lutte, la FSE, sans l'avoir réellement décidé (les militants parisiens ont cessé de s'y rendre), n'a plus participé à ces réunions de bureaucrates. Or certaines sections ont pensé que cela n'était pas juste, et qu'il aurait fallu non seulement participer à ces réunions, mais également en signer les appels, sous prétexte que cela aurait donné une meilleure visibilité à la FSE, et parfois même une plus grande crédibilité face aux autres organisations. D'ailleurs, on a constaté que la question des médias, souvent posée pendant ce mouvement, est fétichisée par bien des militants (et par un certain nombre d'étudiants mobilisés). C'est ainsi que des actions « coups de poings » ont souvent été décidées sous prétexte d'attirer les journalistes, alors même qu'il arrivait très fréquemment que ceux-ci soient chassés des assemblées générales et surtout des coordinations nationales.

Cependant, pendant la discussion du congrès, d'autres sections ont considéré, à juste titre selon nous, que ces arguments concernant « visibilité » étaient trop opportunistes : si la FSE a tout intérêt à être visible et à pouvoir faire passer son message, il est évident

que signer des appels en tous points contraires aux intérêts du mouvement ainsi qu'à la ligne du syndicat serait revenu à couvrir les appareils traîtres sur leur gauche et en réalité à changer de position. Il est impossible de combattre frontalement ces directions, d'appeler à manifester devant leurs sièges pour imposer nos revendications, de présenter des motions qui dénoncent explicitement leur attitude, et en même temps de signer avec elles les textes par lesquels elles mettent en œuvre leur politique trahison. De ce point de vue, le contre-modèle est fourni par les directions de Sud-Étudiants et des JCR. Celles-ci n'ont pas combattu réellement les bureaucrates, mais elles ont signé tous leurs appels communs. Peut-être estimaient-ils qu'ils pouvaient les tirer à gauche, peut-être étaient-ils justement en quête de reconnaissance, mais ce qui est sûr, c'est que leur rôle objectif, aussi bien dans les réunions au sommet qu'au sein des coordinations, a été la couverture sur la gauche des appareils (cf. nos articles de bilan du mouvement dans Le CRI des travailleurs n° 22).

Finalement, la discussion ne s'est pas conclue sur ce point, le congrès étant très partagé. Mais ce débat a révélé que les militants de la FSE ne sont pas convaincus que c'est la nature même des directions des organisations syndicales qui est en cause et non pas seulement leur attitude face à telle ou telle mobilisation. Il est donc nécessaire de continuer à expliquer que ces directions défendent en réalité le gouvernement et le système capitaliste lui-même. De fait, pendant le mouvement, plusieurs sections de la FSE ne sont pas allées jusqu'au bout

du combat politique indispensable contre les directions syndicales.

### **Débat sur l'intervention de la FSE en tant que fédération nationale**

Une autre question a été âprement débattue par les délégués : le fait que la FSE n'ait pas tenu de réunion nationale pendant la mobilisation. Selon nous, elle s'est ainsi privée d'une intervention coordonnée et donc efficace au sein même du mouvement contre les forces qui refusaient l'extension des revendications et l'appel à la grève générale. Or ces forces étaient pour leur part nombreuses et coordonnées (UNEF, PS et MJS, PCF et JC, couverts sur leur gauche par les JCR, LO et la Fraction de LO). De fait, La FSE a été isolée dans son combat contre les bureaucrates, pas autant présente que

cela aurait été possible dans les coordinations nationales, ses sections ne sont pas assez battues pour que leurs militants soient élus en AG pour les représenter au niveau national, préférant souvent s'en tenir à un travail purement local. Et surtout, le manque d'homogénéité des motions présentées dans les AG, l'impréparation et le manque de compréhension du rôle réel des forces en présence ont terriblement handicapé la FSE dans son combat.

Or si le congrès a unanimement reconnu la nécessité de réunions nationales pour homogénéiser les positions et préparer un véritable lutte politique, toutes les sections ne sont pas convaincues de l'importance d'avoir des élus au niveau de la coordination nationale (et ce sont parfois les mêmes parfois que celles qui sont pour signer les appels des

bureaucrates). C'est même la majorité des sections qui refuse qu'une réunion nationale de la FSE puisse se tenir sur le même lieu qu'une coordination nationale, sous prétexte de préserver l'indépendance de celle-ci... alors qu'il n'y a pas d'autre façon de réunir toutes les sections pendant un mouvement ! En maintenant une telle ligne formaliste, la FSE se priverait d'un moyen de coordination nécessaire pour combattre efficacement les bureaucrates.

Toutes les leçons n'ont donc pas été tirées du mouvement, toutes les erreurs comprises. La FSE doit se pencher encore sur son propre bilan, et comprendre que cela n'est pas une mince responsabilité que de se préparer au mieux pour la suite.

**Paul Lanvin**

---

QUELLE SUITE À LA GRÈVE GÉNÉRALE ÉTUDIANTE ?

## **IL FAUT CONSTRUIRE UNE VÉRITABLE ORGANISATION NATIONALE ÉTUDIANTE DE LUTTE !**

### **L'atomisation du syndicalisme de lutte laisse la voie libre aux bureaucrates de l'UNEF**

Nous devons tirer les leçons du mouvement étudiant du printemps 2006. Le mouvement étudiant a été beaucoup plus puissant que celui de novembre 2003 (contre la réforme LMD). De début février au 10 avril (annonce du « remplacement » du CPE par un dispositif étendant les contrats précaires existants), le mouvement n'a cessé de se développer avec la mise en place de piquets de grève dans une majorité d'universités.

La direction de l'UNEF a cherché à canaliser et contrôler le mouvement par des « journées d'action » dispersées, cherchant à convaincre les étudiants que le mouvement serait « long » et donc qu'il ne fallait pas bloquer les facs en continu mais seulement lors des journées de manifestation qu'ils décidaient avec les directions des confédérations. De façon constante, la direction de l'UNEF a cherché à empêcher l'élargissement des revendications, mettant l'accent sur le seul « retrait du CPE » afin d'offrir une porte de sortie au gouvernement tout en pouvant crier « victoire » (cf. le dossier de bilan dans le précédent numéro).

Dans les universités où les syndicalistes de lutte étaient bien

organisés (sections FSE et/ou SUD, tendance TTE de l'UNEF, syndicats de lutte locaux), l'UNEF a très rapidement perdu le contrôle des AG, étant mise en minorité tant sur les revendications que sur les moyens d'action. Par exemple, à Tolbiac Paris I (place forte de la mobilisation, bloquée en continu du 23 février au 10 avril), les dirigeants de l'UNEF n'ont pas pu se faire élire comme mandatés aux coordinations nationales, alors que les militants de la FSE, SUD, CNT étaient régulièrement mandatés. De façon générale, la confrontation entre le syndicalisme de lutte, s'appuyant peu ou prou sur la masse des étudiants mobilisés, et l'UNEF, qui cherchait à freiner le mouvement, a tourné à l'avantage du syndicalisme de lutte, malgré son petit nombre de militants (environ 500-700) et sa division. Dans les facs où l'UNEF était la seule organisation syndicale présente, elle a pu en général contrôler le mouvement, tout en étant parfois contrainte de radicaliser ses positions sous la pression des étudiants mobilisés. En bref, les syndicalistes de lutte ont joué un rôle sans commune mesure avec leurs effectifs, révélant la faiblesse de l'UNEF. Les étudiants les plus mobilisés ne se reconnaissent pas dans l'UNEF, et l'analysent avec raison comme un appareil parasitaire qui ne défend pas leurs intérêts.

Jusqu'au 10 avril, et contrairement à 2003, l'UNEF n'a pas dirigé nationalement le mouvement, les coordinations nationales reflétant globalement les positions (avec toutes ses insuffisances, cf. *Le CRI des travailleurs* n° 22) du syndicalisme de lutte, lui-même poussé par la dynamique de plus en plus radicale de la mobilisation. Toutefois, à partir du 10 avril, toutes les composantes de l'appareil d'État (gouvernement, médias, principales directions syndicales dont l'UNEF) se sont mobilisées et ont réussi à faire refluer très rapidement le mouvement, après la suppression du seul CPE. Pourquoi un reflux si rapide alors que le mouvement paraissait si puissant, radical, et émancipé de la tutelle de l'UNEF ? La faiblesse organisationnelle du syndicalisme de lutte y est pour beaucoup. Lorsque le mouvement était ascendant, le syndicalisme de lutte voyait ses positions reprises presque naturellement par les étudiants, quand ce n'était pas le contraire ; l'UNEF était en tout cas relativement marginalisée, quoique pas pour autant neutralisée. Les syndicalistes de lutte pouvaient alors s'illusionner sur l'absence de conséquence de leur faiblesse organisationnelle. En revanche, à l'annonce de la suppression du CPE, et face au concert

des médias et des directions syndicales qui matraquaient que les étudiants n'avaient plus aucune raison de continuer la grève, il eût fallu une organisation nationale étudiante puissante capable de s'opposer à l'appareil d'État et à ses mensonges, et de lancer un appel national clair à la poursuite de la grève, susceptible d'être entendu par la majorité des étudiants. Mais le syndicalisme de lutte, atomisé, ne faisait pas le poids, alors qu'un syndicalisme de lutte unifié aurait pu donner un tout autre cours à la lutte après le 10 avril.

### **La direction de l'UNEF exclut ses militants les plus combattifs ... mais ces militants hésitent à rompre le cordon ombilical**

Le 24 juillet, la commission de contrôle de l'UNEF a décidé de suspendre 40 militants de la TTE. Cette décision est définitive depuis début septembre.

Bien entendu, tous les syndicalistes de lutte doivent exprimer leur soutien aux militants de la TTE réprimés par la direction bureaucratique de l'UNEF. Un soutien que les militants les plus droitiers de la TTE n'ont pas su apporter à leurs camarades, protestant mollement contre leur exclusion et incriminant l'orientation trop radicale des militants suspendus.

Se sentant confortée par le dénouement du mouvement de février-avril, la direction de l'UNEF se sent suffisamment forte pour exclure les militants qui ont eu le tort de la combattre dans les AG. Un péché d'orgueil qui pourrait se retourner contre elle si les militants de la TTE sortaient en bloc de l'UNEF, pour travailler à la construction d'une nouvelle organisation avec les autres syndicalistes de lutte et les étudiants qui ont participé au mouvement. Malheureusement, les exclus projettent de se regrouper en comités pour réintégrer l'UNEF (ce qui revient à créer une organisation étudiante de plus !) tandis que les autres militants de la TTE resteront dans l'UNEF, et seront donc encore plus faibles qu'aujourd'hui. Cette tactique est vouée à l'échec car ces comités ne rencontreront que l'indifférence des étudiants qui ne comprendront pas cet acharnement à réintégrer un appareil aussi pourri. Les exclus gaspilleraient ainsi leur énergie, renvoyant aux calendes grecques la construction d'une véritable organisation étudiante de lutte, au bénéfice de la bureaucratie de l'UNEF. Appliquant

mécaniquement le schéma selon lequel on doit militer dans le syndicat majoritaire, les militants de la TTE ne comprennent pas que l'UNEF n'est pas l'équivalent de la CGT chez les étudiants : elle n'en a ni les effectifs (moins de 1000 militants pour 2 millions d'étudiants !), ni le rapport avec son milieu. De plus, elle est souvent assimilée par les étudiants à un ensemble de pratiques (commerciales, mensongères, etc.) d'appareils défendant leurs intérêts particuliers : c'est le résultat des actions des militants de la majorité de l'UNEF, dressés à débiter un discours formaté et clientéliste pour vendre des cartes à tout prix, qui dégoûte les étudiants et fait passer les syndicats pour des officines commerciales à l'instar de l'OFUP<sup>1</sup> ou de ce que sont devenues les mutuelles. En caricaturant à peine, l'UNEF est une coquille bureaucratique vide qui domine grâce à l'incapacité de ses opposants à dépasser leurs divisions (idéologiques, politiques et « culturelles »).

### **La création d'une véritable organisation nationale étudiante de lutte est à l'ordre du jour : c'est le prolongement nécessaire des Assemblées générales du printemps et de leurs Coordinations nationales**

Les syndicalistes de lutte ne peuvent se satisfaire de la situation actuelle : faut-il un syndicat pour les anarchistes, un syndicat pour les altermondialistes, un syndicat pour les lambertistes, un syndicat pour les communistes révolutionnaires ? C'est évidemment absurde. Le syndicat n'est pas un club de discussion mais un outil de défense des intérêts de classe (il défend les étudiants en tant que travailleurs en formation), par delà les clivages politiques, idéologiques ou culturels. L'objectif doit être un syndicat unique pour les étudiants. Pour y arriver, les syndicalistes de lutte ont le « choix » entre investir l'UNEF et s'épuiser dans une lutte à huis clos contre une bureaucratie toute puissante, ou construire une nouvelle organisation qui pourrait prendre le dessus sur l'UNEF.

Consciente que division organisationnelle du syndicalisme de lutte rimait avec impuissance, la FSE a lancé, à l'issue de son congrès national de septembre 2005, la proposition d'un « processus de fusion du syndicalisme

<sup>1</sup> Cf. la campagne de la FSE pour l'interdiction de l'OFUP sur les campus : <http://oxygenefse.free.fr/ofup.htm>

de lutte » avec pour objectif de fédérer à court terme tous les syndicalistes de lutte au sein d'un nouveau syndicat<sup>2</sup>. Dans un premier temps, l'appel de la FSE a suscité un écho très faible auprès de dirigeants plus ou moins sectaires et de militants enfermés dans leur routine syndicale. Dans le cadre du processus, une première réunion nationale (décembre 2005) a montré que la direction de la TTE n'envisageait pas le syndicalisme en dehors de l'UNEF, alors que la direction de SUD mettait en avant les frictions passées avec la FSE pour ne pas s'engager davantage, faisant mine d'ignorer que c'est justement la séparation des militants regroupés en groupuscules syndicaux qui entretient les malentendus et les querelles stériles. À l'intérieur de SUD étudiant, la section de Bordeaux et des militants isolés ont cependant commencé à pousser à l'intérieur de leur organisation contre les tendances sectaires de leur direction.

Dans le cadre du mouvement du printemps dernier, des comités de lutte regroupant syndicalistes de lutte et non syndiqués ont été les principaux animateurs de la grève, marginalisant la direction de l'UNEF. Les non syndiqués ont pu constater que le vrai clivage était entre celle-ci et le syndicalisme de lutte. À l'issue du mouvement, il était pertinent de s'appuyer sur l'auto-organisation des étudiants pour transformer le « processus de fusion » en un processus plus large de transformation des comités unitaires en organisation permanente. En effet, beaucoup d'étudiants non encartés étaient demandeurs d'un prolongement organisationnel, mais refusaient de se syndiquer, car cela signifiait pour eux choisir un groupuscule plutôt qu'un autre, et ainsi rompre avec le cadre unitaire. Globalement, les syndicalistes de lutte n'ont pas su répondre à cette aspiration, et ont repris leur routine syndicale, laissant les comités de lutte dépérir, et invitant simplement les non syndiqués à rejoindre « leur » organisation.

Localement, des sections de la FSE ont posé clairement la question de construire un nouveau syndicat, mais devant l'absence de volonté des directions locales de SUD, les non syndiqués intéressés par cette perspective ont déserté, d'autant plus

<sup>2</sup> Cf. sur ce point les articles parus dans Le CRI des travailleurs n° 20 (novembre-décembre 2005) et 21 (janvier-février 2006), ainsi que le site Internet national de la FSE : <http://www.luttes-etudiantes.com>

que pesait lourdement la nécessité de réviser les examens après douze semaines de grève. En outre, cette initiative est apparue comme un projet ficelé de la FSE, adressé principalement à SUD-étudiants, et auquel les non syndiqués n'avaient qu'à se rallier sans pouvoir y contribuer.

À l'intérieur de SUD-étudiants, de plus en plus de militants s'interrogent sur la nécessité de sortir de cette situation bloquée. Un signe qui ne trompe pas : plusieurs sections de SUD-étudiants ont participé à la dernière réunion nationale (mai 2006) sur le « processus de fusion » alors que seul SUD Bordeaux avait participé à la réunion de décembre 2005. De plus en plus de militants de SUD (notamment ceux d'Alternative Libertaire) poussent en interne pour la fusion. Toutefois, la direction de SUD-étudiants freine autant qu'elle peut le processus, certains secteurs de l'appareil n'hésitant pas à diffuser des calomnies (documents internes de SUD) sur la FSE afin d'entretenir un climat malsain qui rendrait impossible l'unité organisationnelle.

**Une proposition concrète pour la rentrée : organiser tous les étudiants combattifs dans des collectifs unitaires, première étape de construction vers l'organisation nationale étudiante de lutte**  
HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Le « processus de fusion », tel qu'il avait été conçu en septembre 2005, se contentait d'envisager des discussions entre syndicalistes de lutte, certes sous le regard des étudiants, mais sans leur participation. Si le bilan du processus n'est pas nul puisqu'il a suscité beaucoup de discussions, la « fusion » par « en haut » n'apparaît pas comme une perspective de court terme. Le poids des habitudes, la mentalité groupusculaire, la peur de perdre son « identité », expliquent le manque d'audace qui fait piétiner le processus.

Avec comme objectif l'unité organisationnelle des étudiants qui veulent combattre pour la défense de leurs intérêts collectifs, il faut proposer une nouvelle approche qui transforme les étudiants non syndiqués combattifs en moteur de cette unité, en tenant compte de leur méfiance envers les syndicats existants. Il est possible de reconstituer les collectifs unitaires de mobilisation et de grève qui se sont construits au printemps, regroupant tous ceux qui veulent continuer la lutte et qui ne se reconnaissent pas dans l'orientation syndicale de la direction de l'UNEF. Ces collectifs doivent être constitués sans préalable, afin que chacun puisse s'y investir sans avoir l'impression de « rouler » pour une organisation particulière. La discussion la plus libre doit s'ouvrir pour définir un programme de

revendications, des méthodes de lutte et un mode de fonctionnement démocratique et efficace. De premières rencontres nationales entre les délégués des collectifs permettront de commencer à mettre en commun les résultats de ces discussions, les propositions et l'expérience des différents collectifs locaux.

De tels collectifs pourront démontrer que, même en dehors des mouvements, l'unité est possible dans un cadre bien plus large que les actuels syndicats de lutte. On peut estimer qu'à relativement brève échéance les collectifs seront suffisamment solides pour organiser, dans chaque université, des assises locales qui éliront des délégués pour un congrès national fondateur de la nouvelle organisation. S'il appartient aux étudiants auto-organisés de déterminer les bases et la nature exacte de la future organisation nationale de lutte, les actuels syndicalistes de lutte doivent prendre toute leur place dans ce processus (qui s'il aboutit impliquera bien sûr l'intégration des syndicats de lutte existants à la nouvelle organisation). C'est dans la discussion sans tabou et l'action commune que se dessinera l'orientation de la nouvelle organisation.

**Gaston Lefranc**

## FALLAIT-IL RÉPRIMER L'INSURRECTION DE CRONSTADT ?

*Selon Lénine, ce fut l'« éclair qui a illuminé la réalité plus vivement que tout »<sup>1</sup>. La rébellion de Cronstadt contre le gouvernement soviétique dirigé par les bolcheviks dura seulement un peu plus de deux semaines, mais elle recèle dans ses enjeux les questions essentielles que se posait le pouvoir bolchevik dans les premières années de la révolution. Cronstadt demeure par là même un sujet de discussion toujours brûlant entre trotskystes et anarchistes. Quelle appréciation, quelles conclusions tirer de cet événement aujourd'hui ?*

*L'occasion de cet article nous est donnée par la publication de l'ouvrage récent de Jean-Jacques Marie, intitulé sobrement Cronstadt<sup>2</sup>. Ce livre est*

*dense (482 pages), le plus souvent descriptif et précis, très fouillé. Il règle évidemment quelques comptes — avec les historiens bourgeois, avec les commentateurs anarchistes, voire avec la LCR (l'historien Jean-Jacques Marie est par ailleurs notoirement lambertiste, militant du Parti des travailleurs et de son courant CCI). Il laisse plus généralement pressentir les options politiques de l'auteur et son soutien à la répression de l'insurrection, même si, en historien écrivant pour l'éditeur Fayard, il tient ici à préserver une sorte de neutralité, bienveillante à l'égard des bolcheviks. Pour mener sa recherche, il a bénéficié de l'ouverture des archives russes, qui fit suite à la réhabilitation officielle, par Boris Eltsine, des marins insurgés de Cronstadt en 1994.*

*On croisera les descriptions et explications de Jean-Jacques Marie avec celles d'autres travaux consacrés*

*au même thème, en particulier les livres d'historiens de sympathie anarchiste, l'un américain — Paul Avrich<sup>3</sup> — l'autre français — Henri Arvon<sup>4</sup> —, mais aussi certains documents<sup>5</sup>, dont les écrits de Trotsky.*

### **De la révolution au communisme de guerre**

Cronstadt se trouve sur une île minuscule du Golfe de Finlande, l'île de Kotline, à 30 kilomètres à l'ouest de Petrograd. C'est une forteresse, une ville-citadelle, dont la population est composée pour un tiers de travailleurs industriels (Cronstadt dispose notamment de chantiers de

<sup>3</sup> Paul Avrich, *La Tragédie de Cronstadt 1921*, [1970], éd. fr. Paris, Seuil, 1975.

<sup>4</sup> Henri Arvon, *La Révolte de Cronstadt*, Bruxelles, Complexe, 1980.

<sup>5</sup> Voir *Cronstadt 1921. Documents, Les Cahiers du CERMTRI*, n°110, juin 2003.

<sup>1</sup> Lénine, *Œuvres complètes*, Éditions sociales/Éditions en langues étrangères, Paris/Moscou, tome 32, p. 295.

<sup>2</sup> Jean-Jacques Marie, *Cronstadt*, Paris, Fayard, 2005.

construction navale), pour un quart de paysans, pour un cinquième de marins et pour un autre cinquième d'artisans, employés, enseignants, fonctionnaires, dans ces premières années du XX<sup>e</sup> siècle. Les conditions de vie et de travail des matelots sont particulièrement rudes, à tel point qu'en 1905, ils avaient porté au tsar une pétition où ils disent refuser désormais d'être traités comme des serfs et des chiens. Cette dureté, mais aussi la qualification d'un bon nombre de matelots, expliquent sans doute que Cronstadt soit au faite du combat révolutionnaire, tant en 1905 et 1906 (date à laquelle une révolte est écrasée dans le sang) qu'en 1917 : pendant la révolution de Février, le commandant de la forteresse et cinquante officiers sont exécutés ; un soviet de Cronstadt se constitue très vite, qui défie le gouvernement provisoire en niant sa représentativité. Le 3 juillet 1917, le mot d'ordre « Tout le pouvoir au soviet ! » y est avancé, sous l'influence des militants anarchistes, tandis que les bolcheviks présents sur place y sont alors réticents, parce qu'ils le considèrent comme prématuré à ce moment-là. Le lendemain, 10 000 marins débarquent à Petrograd pour manifester. En août, les matelots luttent énergiquement contre le putsch de Kornilov et sont aux premières lignes en Octobre.

Après la révolution d'Octobre, la guerre civile fait naître une terrible situation. De janvier 1919 à janvier 1920, un blocus total décidé par les puissances étrangères frappe la Russie tout entière, déjà profondément affaiblie et fragilisée dans son équilibre alimentaire et sanitaire. Par sa politique dite du « communisme de guerre », le gouvernement soviétique, dirigé par les bolcheviks, exige de mettre en place un rationnement très rigoureux, assorti de réquisitions des cultures agricoles. Lénine le soulignera plus tard : « *L'essence du communisme de guerre était que nous prenions au paysan tout son surplus, et parfois non seulement son surplus, mais une partie des grains dont il avait besoin pour se nourrir.* » Pour l'appliquer, des détachements de réquisition et de barrage sont instaurés, qui se révèlent souvent impitoyables et commettent de graves abus. Dès lors, l'automne et l'hiver 1920 sont marqués par de grandes révoltes paysannes : celles que conduit Nestor Makhno en Ukraine, celles qui ébranlent les campagnes de Tambov et de Tioumen. Les paysans protestent, dans la violence, contre les

réquisitions et leurs excès. Selon Jean-Jacques Marie, les méthodes employées par les insurgés sont des plus barbares : non seulement les communistes sont fusillés en masse, mais encore les assassine-t-on parfois avec une extrême cruauté : déshabillés, on les laisse mourir gelés dans la neige ; on leur arrache les yeux ; on les éventre...

### **Les marins de Cronstadt : des matelots-paysans**

Or, les marins de Cronstadt savent ce qui se passe dans les campagnes, et sont pour beaucoup directement concernés. Les trois quarts des 17 000 matelots sont ukrainiens ; l'Ukraine est alors fortement anti-bolchevik, comme le prouve la révolte de novembre-décembre 1920. L'antisémitisme n'est pas absent chez certains marins, il alimente leur virulence à l'égard de leurs bêtes noires, Trotsky et Zinoviev ; l'anarchiste Paul Avrigh en convient : « *Encore que, du même souffle, les rebelles se défendissent d'éprouver le moindre préjugé antisémite [mais ce point n'est pas démontré, NDR], il est indiscutable que l'hostilité aux Juifs était forte parmi les matelots de la flotte de la Baltique, dont nombre étaient originaires d'Ukraine et des régions frontalières, berceau traditionnel de l'antisémitisme le plus virulent en Russie. [...] Traditionnellement, ils se méfiaient de tous les éléments "étrangers" qui pouvaient se mêler à eux et, la révolution ayant éliminé les propriétaires et les capitalistes, ils reportaient maintenant leur hostilité chauvine contre les communistes et les Juifs qu'ils avaient d'ailleurs tendance à assimiler.* »<sup>1</sup>

La plupart de ces marins sont d'origine paysanne, fraîchement recrutés, même s'il convient de faire parmi eux des distinctions : les plus qualifiés, ceux qui travaillent sur les deux cuirassés, le *Petropavlovsk* et le *Sébastopol*, sont marins de longue date ; mais d'aucuns sont aussi d'anciens soldats blancs, comme le dernier contingent arrivé à Cronstadt, directement issu de l'armée blanche de Denikine. La garnison est composée d'hommes jeunes qui n'ont en général même jamais combattu, et qui sont, foncièrement, encore des paysans ; en témoignent en particulier, quant à leur mentalité, les cérémonies religieuses organisées pendant l'insurrection,

<sup>1</sup> Paul Avrigh, *La Tragédie de Cronstadt 1921*, op. cit., p. 171-172.

évidemment étrangères au mouvement ouvrier révolutionnaire. Le plus grand nombre, donc, n'a plus rien à voir avec les marins qui, en 1917, avait porté haut le drapeau de la révolution. La plupart de ceux-ci, véritable fer de lance de l'Armée rouge, ont en effet péri dans les combats de la guerre civile, ou se trouvent désormais ailleurs : ils ont été envoyés sur tous les fronts de la guerre. Il est donc faux de laisser croire, comme le fait Paul Avrigh, que les matelots de Cronstadt « *se soulèvent contre le gouvernement bolchevique qu'ils ont eux-mêmes contribué à porter au pouvoir* »<sup>2</sup> : ce ne sont plus les mêmes ! Ainsi, lors de leurs permissions, les matelots paysans de Cronstadt prennent conscience de la situation de leurs familles restées à la terre et qui, pour certaines d'entre elles, ont participé aux récentes insurrections paysannes.

Les révoltes paysannes viennent encore aggraver la famine qui ravage le pays, en réduisant les livraisons de blé. La situation est critique, la population meurt de faim ; Petrograd par exemple, perd le tiers de ses habitants. À Petrograd précisément, les grèves ouvrières se multiplient, face auxquelles le soviet de la ville riposte par la fermeture, provisoire, de certaines usines, dont l'usine Poutilov où avait germé la révolution de Février. Le soviet interdit aussi certains rassemblements ouvriers et des assemblées générales dans les usines. Mais le mouvement de grève s'étend, principalement à Petrograd et Moscou. L'état de guerre est décrété, le couvre-feu instauré ; aucun rassemblement ne peut se tenir sans autorisation militaire. Les rumeurs de toutes sortes prennent une acuité particulière au milieu d'un tel désarroi. On évoque une fusillade : les bolcheviks auraient fait tirer sur les ouvriers, le 24 février 1921 ; selon Jean-Jacques Marie — lequel s'appuie sur les « rapports secrets » qui « *disent qu'il n'y a pas de victime* » —, il s'agit d'un affrontement entre grévistes et élèves officiers, qui tirent en l'air. Les rumeurs se font insistante sur les privilèges dont bénéficieraient notamment les cadres du parti bolchevik : de fait, une ration spéciale existe pour plusieurs milliers de membres du gouvernement, hauts fonctionnaires et dirigeants syndicaux, ainsi que pour quelques centaines de savants. Dès lors, Lénine fait désigner une commission d'enquête sur les inégalités. Quant aux tchekistes

<sup>2</sup> *Idem*, p. 11.

(membres de la Tcheka, la police politique de l'État soviétique) qui se livrent à des pillages, certains sont fusillés sur ordre de Dzerjinski.

Mais il est certain que le parti bolchevik, cible de nombreuses critiques dans la population souffrant de la faim, dans la paysannerie révoltée et parmi ceux qui deviendront les insurgés de Cronstadt, a vu arriver dans ses rangs des ralliés de la treizième heure, parfois anciens opposants. Trotsky écrit ainsi dans *La Révolution trahie* : « Les représentants les plus remarquables de la classe ouvrière avaient péri dans la guerre civile, ou, s'élevant de quelques degrés, s'étaient détachés des masses. Ainsi survint, après une tension prodigieuse des forces, des espérances et des illusions, une longue période de fatigue, de dépression et de désillusion. Le reflux de la "fierté plébéienne" eut pour suite un afflux d'arrivisme et de pusillanimité. Ces marées portèrent au pouvoir une nouvelle couche de dirigeants. » De là naquit la corruption : Lénine fustige ceux qu'ils qualifient de « sovbourg », les « bourgeois soviétiques ».

#### **La résolution du 1<sup>er</sup> mars : les revendications de l'insurrection**

Dans ce contexte, les marins de Cronstadt décident de s'informer de ce qui se passe à Petrograd et y envoient une délégation. Mais l'insurrection débute vraiment le 1<sup>er</sup> mars : ce jour-là, une assemblée de plusieurs milliers de marins se tient sur la place de l'Ancre. La résolution qui y est adoptée a été rédigée la veille par les équipages des deux cuirassés. Elle comporte treize points, qu'il faut bien citer pour comprendre les enjeux de la rébellion ; s'adressant en gouvernement, les marins déclarent :

« Étant donné que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans, il faut :

1) procéder immédiatement à la réélection des soviets au moyen du vote secret. La campagne électorale parmi les ouvriers et les paysans devra se dérouler avec la pleine liberté de parole et d'action ;

2) établir la liberté de parole pour tous les ouvriers et les paysans, les anarchistes et les socialistes de gauche ;

3) accorder la liberté de réunion aux syndicats et aux organisations paysannes ;

4) convoquer en dehors des partis politiques une conférence des ouvriers, soldats rouges et marins de Petrograd,

de Cronstadt et de la province de Petrograd pour le 10 mars au plus tard ;

5) libérer tous les prisonniers politiques socialistes ainsi que tous les ouvriers, paysans, soldats rouges et marins, emprisonnés à la suite des mouvements ouvriers et paysans ;

6) élire une commission chargée d'examiner le cas des détenus des prisons et des camps de concentration ;

7) abolir les "sections politiques", car aucun parti politique ne doit bénéficier de privilèges pour la propagande de ses idées, ni recevoir de l'État des moyens financiers dans ce but. Il faut les remplacer par des commissions d'éducation élues dans chaque localité et financées par le gouvernement ;

8) abolir immédiatement tous les barrages [c'est-à-dire les réquisitions, NDR] ;

9) uniformiser les rations pour tous les travailleurs, excepté pour ceux qui exercent des professions dangereuses pour la santé ;

10) abolir les détachements communistes de choc dans toutes les usines de l'armée et la garde communiste dans les fabriques et les usines. En cas de besoin, ces corps de garde pourront être désignés dans l'armée par les compagnies et dans les usines et les fabriques par les ouvriers eux-mêmes.

11) donner aux paysans la pleine liberté d'action pour leurs terres ainsi que le droit de posséder du bétail à condition qu'ils s'acquittent de leur tâche eux-mêmes, sans recourir au travail salarié ;

12) désigner une commission ambulante de contrôle ;

13) autoriser le libre exercice de l'artisanat sans emploi salarié. »

Et la résolution se conclut par les deux points suivants :

« 14) Nous demandons à toutes les unités de l'armée et aussi aux camarades "élèves officiers" de se joindre à notre résolution ;

15) Nous exigeons que toutes nos résolutions soient largement publiées dans la presse. »

Ce texte est voté, il faut le souligner, par l'écrasante majorité des militants bolcheviks présents, à l'exception de quelques-uns, dont les dirigeants Kalinine et Kousmine, qui traitent les marins de vauriens et les menacent de châtiments.

Le lendemain, 2 mars, une nouvelle assemblée doit désigner le nouveau soviet de Cronstadt. Mais un rebondissement survient, qui contrecarre ce programme ; une

rumeur (sciemment provoquée ?) se propage : Cronstadt serait encerclée par des détachements de l'Armée rouge. Trois dirigeants communistes sont alors arrêtés. Au lieu du soviet, c'est un comité révolutionnaire provisoire qui est mis en place. Les informations divergent au sujet des modalités de sa désignation : Henri Arvon indique qu'il est élu à main levée ; Jean-Jacques Marie affirme au contraire qu'il est désigné par un présidium de cinq personnes (les témoignages divergent) ; d'après Paul Avrich, il s'est bien constitué « à partir du praesidium de cinq membres », mais un organisme plus important, Comité révolutionnaire élargi de 15 membres, a été élu le 4 mars par 200 délégués des usines et des unités militaires de Cronstadt<sup>1</sup>. Quoi qu'il en soit, c'est là une provocation à l'égard du gouvernement en place et le premier acte véritable de l'insurrection, « le passage du Rubicon » selon l'expression de J.-J. Marie, de la contestation à la rébellion. Et dans cet acte réside un paradoxe que n'a pas manqué de relever et de reconnaître Henri Arvon : « Suprême ironie du sort ou peut-être inversion propre à toutes les révolutions qui font naître une réalité diamétralement opposée au but qu'elles se sont fixé au début, le meeting du 2 mars, convoqué pour délibérer au sujet de l'élection du nouveau soviet, loin de lui rendre la liberté que la pesée de plus en plus tyrannique du Parti lui avait fait perdre, le supprime carrément pour lui substituer un Comité révolutionnaire provisoire élu, séance tenante, à main levée et investi de pouvoirs dictatoriaux »<sup>2</sup>. Selon le décompte de Jean-Jacques Marie, parmi les membres du Comité révolutionnaire provisoire, trois sont mencheviks, trois sont anarchistes, trois sont proches des SR (socialistes-révolutionnaires) de droite, et un autre (Lamanov, le rédacteur en chef des *Izvestia de Cronstadt*, journal qui paraîtra jusqu'à la fin de l'insurrection) est un SR maximaliste (cette extrême gauche du parti socialiste-révolutionnaire se prononce pour la terre aux paysans, les usines aux ouvriers et s'oppose aux réquisitions, aux fermes d'État et à la nationalisation des usines).

#### **La fin des grèves à Petrograd : l'isolement de Cronstadt**

<sup>1</sup> Paul Avrich, *op. cit.*, p. 152.

<sup>2</sup> Henri Arvon, *La Révolte de Cronstadt*, *op. cit.*, p. 59.

La question cruciale pour les marins insurgés réside dans l'attitude que va prendre la population de Petrograd : comment les ouvriers, qui se sont pour certains tout récemment mis en grève, vont-ils soutenir la rébellion cronstadtienne ? La nature de leur réaction va dépendre de deux facteurs essentiels : l'opinion qu'ils ont des marins, d'une part ; les mesures prises par le soviét petrogradois, d'autre part. Or, quant au premier point, cette opinion ne semble pas être favorable aux matelots. Selon J.-J. Marie, les marins de Cronstadt sont mal vus parce que considérés souvent, à cette époque, comme des oisifs (de fait, ils n'ont pas à combattre et sont souvent désœuvrés) et des privilégiés (leur ration alimentaire est deux fois supérieure à celle des ouvriers). Ce préjugé négatif est encore accentué par la présence parmi eux, comme conseiller militaire, du général Koslovski, ancien major-général de l'artillerie pendant la Première Guerre mondiale. Il fait partie de ces anciens officiers blancs recrutés après Octobre par l'Armée rouge au titre de « spécialistes militaires ». Il commande alors l'artillerie de la forteresse de Cronstadt. S'il est effectivement un « conseiller militaire », il ne paraît pas diriger l'insurrection (ou en tout cas, on en reparlera, celle-ci lui échappe) ; mais les bolcheviks ne manquent pas de diffuser une vaste propagande assurant que Koslovski est le meneur de l'insurrection, ce qui aiguise encore la méfiance des ouvriers de Petrograd à l'égard des Cronstadtien. En tout cas, il est faux d'affirmer, comme le fait pourtant Arvon, que « *les marins de Cronstadt [...] sont appuyés par une importante fraction de la population ouvrière de Petrograd* »<sup>1</sup>. Il semble que ce soit davantage la passivité qui prédomine dans la ville, lasse de la guerre civile et accablée par les difficultés du ravitaillement.

Celui-ci, et c'est le second facteur important, est toutefois facilité par une mesure prise dès le 27 février, par Zinoviev, président du Comité de défense de Petrograd, qui autorise la population à chercher du ravitaillement à la campagne et annonce l'achat de charbon et de blé par le gouvernement. Le 1<sup>er</sup> mars, au moment même où, à Cronstadt, la résolution décisive est votée, les barrages routiers sont levés, les détachements militaires retirés des

usines et cela fait immédiatement cesser les grèves à Petrograd.

Or, pour que l'insurrection réussisse, il faut qu'elle se propage sur le continent. Le Comité révolutionnaire de Cronstadt envoie à cet effet des délégués pour distribuer, sous forme de tracts, le texte de la résolution. Mais ils sont dès leur arrivée arrêtés par la Tcheka ; condamnés, ils seront fusillés deux semaines plus tard dans le cadre de la répression générale de l'insurrection. À Oranienbaum, la ville continentale qui fait face à Cronstadt au sud, ces émissaires cronstadtien, au nombre de 250 selon Henri Arvon (« quelques dizaines » selon J.-J. Marie), sont accueillis par des rafales de mitrailleuses selon le même H. Arvon (« interceptés », dit pour sa part J.-J. Marie). Toute possibilité d'établir une liaison avec le continent est donc réduite à néant pour les Cronstadtien. Dès lors, les facteurs tant politiques que militaires se révèlent des plus défavorables aux insurgés, d'autant que ceux-ci ne sont pas résolus à mener une opération militaire contre Oranienbaum, ville depuis laquelle ils pourraient éventuellement prendre pied sur le continent et rejoindre Petrograd. Malgré l'insistance mise par les conseillers militaires, et en particulier le général Koslovski, sur la nécessité d'une telle offensive, les marins sont d'avance convaincus de son échec et la refusent, se préparant à la défense plutôt qu'à l'attaque.

Le 5 mars, depuis Petrograd, quatre anarchistes, Alexandre Berkman, Emma Goldman, Perkus et Petrovsky, écrivent au soviét de Petrograd pour lui proposer de constituer une délégation de cinq personnes dont deux anarchistes, qui se rendrait à Cronstadt afin de négocier pacifiquement la fin du conflit. Si Zinoviev n'y répond pas directement, il adresse le 6 mars aux Cronstadtien un télégramme leur proposant l'envoi d'une délégation composée de membres du parti et de sans-partis. Mais les insurgés refusent cette proposition en l'état car, disent-ils, ils ne croient pas en la nature « sans parti » des sans parti évoqués par le soviét. Cette réponse, d'une « hauteur qui frise l'insolence », écrit Henri Arvon, est une « réponse incompréhensible qui équivaut à une fin de non-recevoir, voire à une véritable provocation »<sup>2</sup>. L'ultimatum qu'avait lancé le soviét de Petrograd aux insurgés est dès lors levé et les

hostilités proprement militaires vont commencer.

### Combats entre l'Armée rouge et les insurgés, décisions du X<sup>e</sup> Congrès

Le premier assaut de l'Armée rouge est donné le 8 mars, mais il est repoussé. Les conditions de l'avancée des troupes sont plus qu'éprouvantes : une tempête de neige s'est abattue sur la région, et les soldats sont contraints de marcher quasiment à l'aveugle, sur la mer gelée. « Contraints » est bien le terme approprié car ils sont suivis de détachements de la Tcheka qui les menacent de leurs mitrailleuses en cas de défaillance ou de recul. « *Les meneurs démoralisateurs sont fusillés* », constate Jean-Jacques Marie. Le moral de ces hommes n'est pas des meilleurs, c'est un euphémisme : peu motivés à l'idée d'aller combattre des marins qui restent des « frères » malgré leur position politique, ils éprouvent de surcroît la terreur de périr noyés, en cas de fonte des glaces. Cependant, la propagande bolchevik entend bien forger leur motivation ; J.-J. Marie mentionne le « bluff de Zinoviev » : celui-ci diffuse dans les journaux la rumeur selon laquelle des Blancs seraient venus par centaines pour aider les insurgés.

C'est aussi le 8 mars que s'ouvre le X<sup>e</sup> Congrès du parti bolchevik. Dès l'ouverture, l'Opposition ouvrière dirigée par Alexandre Chliapnikov (ancien métallurgiste devenu commissaire du peuple pour le travail dans le premier gouvernement de Lénine) et Alexandra Kollontai (première femme entrée au gouvernement, en tant que commissaire du peuple à l'Assistance publique) distribue aux congressistes une brochure demandant que la gestion de la production et de l'économie soit confiée aux comités ouvriers des usines. Une résolution du Congrès condamne le programme de l'Opposition ouvrière, caractérisé comme « déviation anarcho-syndicaliste ». Lénine comprend bien que la situation est critique : si le communisme de guerre se prolonge, c'est la révolution qui est en danger, les oppositions de toutes sortes se faisant jour. Deux orientations sont donc adoptées : d'une part, l'interdiction provisoire, prévue pour toute la durée de la NEP, de toute fraction à l'intérieur du parti : cela ne doit pas empêcher, toutefois, les discussions critiques ; mais celles-ci devront se mener, selon la résolution adoptée lors du Congrès, non en

<sup>1</sup> *Idem*, p. 14.

<sup>2</sup> *Idem*, pp. 72-73.

groupes séparés mais dans les réunions de tous les membres du parti. D'autre part, la NEP (nouvelle politique économique) est instaurée : les paysans obtiennent le droit de vendre leurs excédents de blé, une fois versé leur impôt en nature ; dès lors, c'est une revendication importante des Cronstadiens qui se révèle satisfaite : la liberté du commerce.

Comment réagissent les insurgés à ces mesures économiques ? Les *Izvestia de Cronstadt* affirment le 14 mars — c'est Henri Arvon qui en fait mention et non Jean-Jacques Marie : « *Cronstadt exige non pas la liberté du commerce mais le véritable pouvoir des soviets.* » Les textes publiés par le journal de Cronstadt mettent désormais en avant bien davantage les mots d'ordre politiques, et non plus les revendications économiques, auxquelles il a été répondu. Dès le 8 mars, l'article « Pourquoi nous combattons » avait caractérisé les communistes comme des « usurpateurs » : il avait évoqué « *la peur des géôles de la Tcheka, dont les horreurs dépassent de beaucoup les méthodes de la gendarmerie tsariste* » ; il avait qualifié d'« *esclavage spirituel* » la vie des travailleurs imposée selon lui par les communistes. « *De fait, assurait-il encore, le pouvoir communiste a substitué à l'emblème glorieux des travailleurs — la faucille et le marteau — cet autre symbole : la baïonnette et les barreaux.* » Il concluait en rejetant tout aussi bien « *la Constituante avec son régime bourgeois* », prônée par les Cadets — ceci pour démontrer que les insurgés ne sont pas sous influence contre-révolutionnaire — que « *la dictature du parti communiste avec sa Tcheka et son capitalisme d'État qui resserre le nœud autour du cou des travailleurs et menace de les étrangler* ». Le 16 mars, les *Izvestia de Cronstadt* expliquent encore que, « *d'esclave du capitalisme, l'ouvrier fut transformé en esclave des entreprises d'État* » (cet article est lui aussi cité par H. Arvon, mais non par J.-J. Marie).

Pour encourager les soldats et combattre l'insurrection, 279 délégués du Congrès (soit un quart) sont envoyés à Cronstadt ; parmi eux, beaucoup de militants de l'Opposition ouvrière, qui se sont portés volontaires<sup>1</sup>. Dans le même temps,

<sup>1</sup> On notera au passage que, pendant le Congrès, Lénine a fait sortir les sténographes au moment de la discussion sur l'insurrection, alors que Trotsky n'était pas d'accord et voulait que les débats soient

l'aviation largue des milliers de tracts sur Cronstadt en plus de bombes qui, d'après J.-J. Marie, « *font peu de dégâts* ». Le Comité de défense de Petrograd a pris en otages les familles de marins cronstadiens<sup>2</sup> habitant la capitale, en représailles contre l'arrestation et l'incarcération à Cronstadt des communistes arrêtés (les trois dirigeants, puis 70 délégués et bientôt quelque 300 communistes) ; certains tracts jetés depuis les avions informent la population de ces arrestations.

Les soldats chargés de reprendre Cronstadt, commandés par Toukhatchevski, sont quelque 40 000. Face à eux, les insurgés pourraient théoriquement aligner 18 000 hommes, mais ils sont dans la réalité, et selon les estimations de J.-J. Marie, plutôt 5 ou 6 000, ce qui signifie qu'une partie importante des matelots demeure à l'écart de l'insurrection. Les combats font rage. Les obus lancés depuis Cronstadt trouent la glace sur laquelle avancent les soldats, qui sont nombreux à se faire engloutir. À Cronstadt même, « *chaque rue, chaque maison font l'objet de combats acharnés à la baïonnette et à la grenade* ». Les membres du Comité révolutionnaire provisoire fuient Cronstadt en traîneau — départ « *peu glorieux pour des hommes qui n'avaient cessé de proclamer qu'ils allaient vaincre ou mourir* », écrit H. Arvon<sup>3</sup> — ce qui accélère la défection des autres insurgés, voyant la démission de leurs chefs. Près de 7 000 d'entre eux parviennent à s'enfuir en Finlande, où ils sont aussitôt parqués par les autorités dans des camps où ils souffriront de très mauvaises conditions de survie.

#### Bilan des combats et répression de l'insurrection

Jean-Jacques Marie pose un regard critique sur les chiffres avancés par les diverses sources disponibles sur le bilan humain de ces combats. Il insiste sur le caractère « *fantaisiste* » des chiffres « *produits des deux côtés, y compris celui de la Tcheka qui annonce des pertes de l'armée [rouge] à 200 ou 300 hommes* » ; celle-ci a voulu minimiser les chiffres, et a considéré comme « *disparus* » des hommes qui de toute évidence avaient été engloutis

pris en notes « *pour l'histoire* ».

<sup>2</sup> H. Arvon parle de famille de « marins » (*La Révolte de Cronstadt, op. cit.*, p. 64), J.-J. Marie de familles d'« officiers » (*Cronstadt, op. cit.*, p. 217).

<sup>3</sup> *Idem*, p. 85.

par les eaux. En fait, selon J.-J. Marie, du côté de l'Armée rouge, 1 600 soldats et officiers seraient morts ; parmi eux, figurent 17 des 270 délégués du X<sup>e</sup> Congrès. Cependant, l'auteur ne propose pas d'évaluation sur les insurgés morts durant les combats eux-mêmes. De son côté, Paul Avrich, tout en indiquant qu'on ne dispose pas de chiffres sûrs, cite l'un des récits sur Cronstadt qui évoque 600 tués et plus de 1 000 blessés<sup>4</sup>.

J.-J. Marie avance en revanche des chiffres précis sur la répression qui suit : sur 6 528 insurgés arrêtés, 2 168 sont fusillés (dont 4 femmes), 1 272 sont libérés et 1 955 condamnés à des peines de travaux forcés. L'auteur démontre à ce propos l'incohérence régnant lors de la répression, organisée par une « *troïka extraordinaire* » mise en place par la Tcheka, « *qui interroge et juge en quelques heures des fournées d'insurgés* ». Dès lors, « *certaines condamnations à mort laissent pantois* » ; pour exemple, un jeune élève officier de 22 ans qui a déserté les rangs des insurgés pour rejoindre l'Armée rouge est condamné à mort « *pour avoir activement pris part à l'insurrection* » ; un communiste de 21 ans ayant voté pour la résolution de Cronstadt, ayant assisté à l'élection du Comité d'action et ayant tenu le procès-verbal de l'élection des délégués est condamné à mort et fusillé, alors que d'autres, qui ont commis l'équivalent, sont condamnés à des travaux forcés. Parmi les communistes de Cronstadt, sont condamnés à mort les « *démisionnaires qui ont agi activement contre le parti et ont été arrêtés armés ; les personnes qui ont rédigé des déclarations haineuses, qui ont encouragé les espoirs du comité révolutionnaire insurgé, et conforté son autorité* ». Ont également été jugés, condamnés et fusillés les déserteurs et transfuges de l'Armée rouge.

À lire ces lignes, on peut spontanément se dire qu'une telle répression est particulièrement violente et brutale, au-delà même de ses déséquilibres. Mais il ne faudrait pas oublier la place de la violence en général dans le contexte, non seulement de la Russie pendant la guerre civile, mais de l'Europe de ces années 1910-1920, avec dix millions de morts pendant la guerre mondiale. La guerre civile russe ne s'est pas menée qu'à coups de fusils. J.-J. Marie l'illustre par quelques rappels : le

<sup>4</sup> Paul Avrich, *La Tragédie de Cronstadt 1921, op. cit.*, p. 200.

général blanc Kornilov déclare au lendemain de la révolution d'Octobre : « Si nous devons brûler la moitié de la Russie et tuer les trois quarts de la population pour sauver la Russie, nous le ferons. » Il ordonne de ne pas faire de prisonniers. Les soldats de l'Armée rouge pris les armes à la main sont abattus à coups de sabre pour économiser les munitions. « En Ukraine, des cosaques jettent dans des chaudrons des communistes juifs capturés, les font bouillir et invitent les survivants, sous peine de subir le même sort, à boire cette "soupe communiste" ». Du côté de l'Armée rouge, des milliers de soldats ont cloué leurs épaulettes dans les épaules des officiers blancs en enfonçant les clous à coups de crosse. De fait, ce rappel est nécessaire pour comprendre qu'on est bien là dans un contexte de guerre permanente et d'une violence extrême, qui n'est nullement l'apanage du pouvoir bolchevik.

Enfin, il faut dire un mot sur la responsabilité de Trotsky dans l'écrasement de l'insurrection, car c'est l'un des thèmes favoris des anarchistes et des ultra-gauchistes dans toute discussion sur Cronstadt, avec l'idée d'un Trotsky comme « Staline manqué ». Rappelons que le futur dirigeant de l'Opposition de gauche est à ce moment-là commissaire à la Guerre, c'est-à-dire chef de l'armée rouge, et il revient de Sibérie orientale où il a dirigé les opérations militaires contre les insurrections paysannes. Pourtant, Trotsky affirmera, en août 1928 : « Le fait est que je n'ai pas pris la plus petite part personnelle à la pacification du soulèvement de Cronstadt. » Il assure n'avoir pas quitté Moscou pendant l'insurrection (en 1937, il dira qu'il ne se souvient plus s'il s'est rendu ou non à Petrograd, ce qui est en effet possible, quatorze ans après). En fait, indique J.-J. Marie, « lors de l'insurrection de Cronstadt, Trotsky n'a fait qu'une brève apparition à Petrograd le 5 mars au soir et est reparti le 6 au matin, après un échange avec Zinoviev au cours de la nuit, dont aucun n'a jamais dit mot ». De plus, « le 5 mars au soir, de son train qui l'amène à Petrograd, Trotsky câble à son adjoint Slianski une liste des mesures nécessaires pour liquider la crise ouverte. [...] Il arrive à Petrograd avec Serge Kamenev et Toukhaïchevski quelques heures plus tard. Il rencontre Zinoviev et le commandant des troupes du district de Petrograd, Avrov, éperdu et désorienté. » En un mot, résume J.-J. Marie, « Trotsky affirme n'avoir pris

aucune part à l'écrasement de l'insurrection, ni à la répression qui suivit, ce qui n'a à ses yeux aucune signification politique, puisque, membre du gouvernement, il a jugé nécessaire la liquidation de la révolte, a participé à la décision d'y procéder si les négociations et l'ultimatum lancé restaient sans résultat et en assume donc la responsabilité politique » (p. 446). De fait, la responsabilité politique de l'écrasement de l'insurrection n'incombe à aucun dirigeant bolchevik en particulier, mais à l'ensemble de la direction, Opposition ouvrière incluse.

### **Pourquoi les bolcheviks ont-ils décidé d'écraser l'insurrection ?**

#### *Liberté du commerce et revendications politiques*

Selon Jean-Jacques Marie, « l'une des revendications centrales de la résolution du 1<sup>er</sup> mars est la liberté pour les paysans de commercer, donc le respect de la propriété privée et de l'ordre » (p. 397) ; or la petite propriété engendre le capitalisme : « Les terres que les paysans s'étaient partagées seraient retournées dans le cycle de formation de grandes propriétés privées et de latifundia. Le programme de Cronstadt visant à défendre la petite propriété familiale assurant au paysan la libre disposition des fruits de son travail aurait tenu l'espace d'un matin » (p. 398). H. Arvon, en revanche, conteste que la liberté du commerce soit la revendication principale et assure que les mots d'ordre sont essentiellement politiques. Le débat porte alors sur l'importance à accorder respectivement à la résolution du 1<sup>er</sup> mars, adoptée par une assemblée de plusieurs milliers de marins, et les articles des *Izvestia*, plus politiques en effet.

Pour J.-J. Marie, ces articles, et en particulier le texte que nous avons cité, intitulé « Pourquoi nous combattons », n'est nullement représentatif des insurgés, puisqu'il a été rédigé par un homme, Lamanov, SR maximaliste. En outre, insiste le même auteur, ce texte ne propose nulle perspective politique, nulle définition de ce que serait le « vrai » socialisme selon les insurgés, nul programme concernant les formes de la propriété. De fait, les Cronstadiens ne semblent pas avoir de programme. Les tendances politiques en leur sein sont diverses, principalement anarchistes, même si aucun des principaux dirigeants de

l'insurrection ne s'en revendique expressément. On comprend mal cependant que J.-J. Marie n'accorde pas davantage d'attention aux autres revendications des insurgés, comme si elles n'avaient aucun poids face au mot d'ordre de liberté du commerce pour les paysans.

On relèvera d'ailleurs que le raisonnement de Jean-Jacques Marie gêne parfois, par certains raccourcis. C'est le cas lorsqu'il affirme : « La résolution des marins, soldats et ouvriers de Cronstadt envisageait certes la légalisation des seuls partis dits socialistes ; mais les SR de droite, plus d'une fois alliés aux blancs, et les mencheviks considéraient que la révolution russe devait seulement libérer le développement du capitalisme des entraves de la monarchie féodale. Ils étaient donc favorables au rétablissement massif, sinon généralisé, de la propriété privée des moyens de production qui signifiait inéluctablement le retour du capital étranger, y compris dans l'agriculture. » (p. 398) Le problème posé par ce passage, c'est qu'il repose sur une prémisse fautive, dans la mesure où à aucun moment la résolution ne parle de « socialistes » tout court, mais bien des seuls « socialistes de gauche », ce qui exclut manifestement les SR de droite (sinon à quoi servirait de préciser « socialistes de gauche » ?).

En fait, Jean-Jacques Marie reprend la position des bolcheviks. Pour Lénine, en effet, ce qu'il faut combattre à Cronstadt, ce sont ces tendances anarchistes qui visent à la restauration de la liberté du commerce. J.-J. Marie indique : « Il analyse l'insurrection en termes de contre-révolution paysanne et estime que le point central des revendications est la liberté du commerce, ce qui reviendrait à la restauration du capitalisme. » De même, rappelant le contexte des révoltes paysannes de la fin de l'année 1920 et du début de 1921, Trotsky caractérisera en 1937 la « mutinerie » de Cronstadt comme une « réaction de la petite-bourgeoisie contre les difficultés et privations imposées par la révolution prolétarienne ». « En fait, note-t-il encore en janvier 1938, c'était la lutte du petit propriétaire exaspéré contre la dictature prolétarienne. » Pourtant, c'est bien cette liberté du commerce qui est instaurée au même moment par le X<sup>e</sup> Congrès. Selon Lénine, « la liberté des échanges, c'est la liberté du commerce, et la liberté du commerce, c'est le retour au capitalisme. Est-il possible

de rétablir dans une certaine mesure la liberté du commerce, sans saper pour cela même le fondement du pouvoir politique du prolétariat ? Oui, c'est possible : c'est une simple question de mesure. » Deux propositions revenant à une variante de la NEP avaient été formulées auparavant, l'une par l'ancien menchevik Larine en janvier 1920, l'autre par Trotsky en mars de la même année. Lénine, qui à chaque fois s'y était opposé, finit par s'y résoudre un an plus tard. En fait, ce n'est donc pas parce que les insurgés revendiquent la liberté du commerce qu'il faut les réprimer.

Est-ce pour autant parce qu'ils s'opposent au pouvoir bolchevik et veulent réélire les soviets, comme l'affirment les anarchistes ? Il est indéniable que, après trois ans de « communisme de guerre » imposé par la guerre civile et l'intervention contre-révolutionnaire des puissances impérialistes, les bolcheviks se savaient minoritaires dans le pays : les paysans, ultra-majoritaires, avaient subi les réquisitions forcées et étaient naturellement devenus hostiles au pouvoir (alors qu'ils l'avaient soutenu dans un premier temps car il leur avait reconnu la propriété privée de la terre, contre les grands propriétaires du tsarisme). Plus généralement, le gouvernement était le bouc émissaire des difficultés indescriptibles de la vie quotidienne, dans un pays dévasté par plus de sept ans de guerre ininterrompue. Dans ces conditions, les bolcheviks considéraient, à juste titre, que la convocation d'élections générales aurait conduit à leur défaite, à la victoire des forces petites-bourgeoises, à un retour des forces bourgeoises et réactionnaires et, indissociablement, à un redémarrage de l'intervention impérialiste qui n'avait pu être vaincue que par la rigueur du communisme de guerre. Comme l'écrira Trotsky en janvier 1938, « les matelots paysans, guidés par les éléments les plus anti-prolétariens, n'auraient rien pu faire du pouvoir, même si on le leur avait abandonné. Leur pouvoir n'aurait été qu'un pont, et un pont bien court, vers le pouvoir bourgeois. » De ce point de vue, « les matelots en rébellion représentaient le Thermidor paysan ». De fait, il eût été suicidaire, pour les bolcheviks, d'abandonner le pouvoir en répondant favorablement à des exigences démocratiques certes compréhensibles, mais manifestement irréalisables à ce moment-là. Pour autant, en conclure à une hostilité de principe des bolcheviks à l'égard de

soviets réellement démocratiques trahit un raisonnement formel qui relève plus de préjugés anti-marxistes que d'une véritable analyse de la situation objective.

#### *Enjeu militaire, danger contre-révolutionnaire*

En fait, la raison objective et décisive pour laquelle les bolcheviks ont décidé de mettre fin par tous les moyens à l'insurrection de Cronstadt, est qu'elle menaçait directement le pouvoir. Non par ses revendications elles-mêmes, mais parce qu'elle risquait de tomber aux mains des Blancs et des impérialistes, et de servir ainsi de tête de pont à une nouvelle offensive de la contre-révolution, quelques semaines seulement après la victoire militaire des bolcheviks. Cronstadt, rappelons-le, n'est pas une ville comme les autres ; c'est une forteresse, celle qui protège Petrograd, laquelle est elle-même la ville-capitale de la révolution. Paul Avrich l'admet lui-même : « Le gouvernement devait faire face à une mutinerie dans sa propre marine, à un avant-poste de la plus grande importance stratégique puisqu'il gardait les abords occidentaux de Petrograd. Cronstadt risquait d'être [...] la base de départ d'une nouvelle invasion anti-soviétique. »<sup>1</sup> Sur le plan de la tactique militaire, le temps presse : la fonte annuelle des glaces intervient généralement à partir de la mi-mars. Or, si la glace fond, Cronstadt ne sera plus accessible depuis le continent par l'Armée rouge ; en revanche, elle le sera par les troupes blanches et leurs bateaux, depuis la Finlande notamment. Il y a là un danger majeur.

Et un danger des plus plausibles. Ce n'est pas dans le livre de Jean-Jacques Marie mais dans ceux des anarchistes Paul Avrich et Henri Arvon que l'on trouve le plus d'éléments à ce sujet. D'une part, Arvon mentionne des articles de la presse bourgeoise, française et américaine notamment (*Le Matin*, *L'Écho de Paris*, le *New York Times*...), parus dès février 1921, donc avant même l'insurrection, qui en gros la racontent à l'avance ! Ces articles répandent des fausses nouvelles, nées en particulier dans les milieux de l'émigration russe blanche. En outre et surtout, Paul Avrich a découvert un document extrêmement important dans les archives du Centre national (russe), organisme créé par des socialistes-révolutionnaires à Paris et qui

<sup>1</sup> Paul Avrich, *La Tragédie de Cronstadt 1921*, op. cit., p. 13.

maintient pendant l'insurrection des relations étroites avec le ministère français des Affaires étrangères. Ce manuscrit non signé, muni de la mention « ultra secret » et intitulé *Mémoire sur la question de l'organisation d'un soulèvement à Cronstadt*, peut être daté de janvier ou début février 1921. Or, il annonce, de manière extrêmement précise et détaillée, une insurrection, et demande un soutien extérieur pour assurer son succès.

Il est absolument certain que dans diverses chancelleries et en particulier au sein du gouvernement français, on s'attendait à un soulèvement et on s'appêtait à envoyer des renforts contre-révolutionnaires à Cronstadt. Le *Daily Herald*, le 14 mars 1921, publie un texte de son correspondant diplomatique qui indique : « Je suis en mesure d'affirmer que le gouvernement français participe à l'affaire de Cronstadt et qu'une forte somme d'argent destinée aux mutins a été envoyée par ses soins à un certain professeur Viburg. Des approvisionnements sont également acheminés par l'intermédiaire et sous le couvert de la Croix Rouge ». La contre-révolution, aux armes fourbies par les Blancs en exil, par les Blancs « de l'intérieur » et par les gouvernements occidentaux, était aux portes de la Russie, comme elle n'avait jamais cessé de l'être depuis Octobre. Une interview accordée par le principal dirigeant de l'insurrection de Cronstadt, Stepan Petritchenco et publiée dans le *New York Times* dès le 31 mars 1921, le confirme : il y reconnaît avoir offert ses services aux Blancs. Deux mois après, en mai, alors qu'il est réfugié au camp de fort Ini en Finlande, le même Petritchenco adresse avec quelques autres une lettre au général blanc Wrangel, où il dit vouloir collaborer avec ses troupes, alors réfugiées en Turquie. « Il propose de préparer une nouvelle campagne contre les bolcheviks afin de reconquérir les "acquis de la révolution de [Février] 1917" »<sup>2</sup>. Au sein même de l'insurrection, des forces contre-révolutionnaires se sont probablement infiltrées parmi les marins de Cronstadt : « Tout indiquait que les émigrés tentaient d'aider l'insurrection pour la capter à leur profit. »<sup>3</sup>

Cela ne remet cependant nullement en cause le caractère globalement spontané de l'insurrection. Tout le

<sup>2</sup> Henri Arvon, *La Révolte de Cronstadt*, op. cit., p. 114.

<sup>3</sup> Paul Avrich, op. cit., p. 13.

montre. Les *Izvestia* lancent des appels à la méfiance à l'égard des tentatives de récupération blanche (preuve aussi qu'elles existent et que les insurgés en ont conscience). Surtout, le moment est des moins propices pour les insurgés : la glace n'a pas encore fondu, aucune provision d'armes et de munitions n'a été réalisée, aucune précaution n'a été prise non plus pour le ravitaillement alimentaire de l'île en cas de siège : tout indique l'improvisation du soulèvement. Le *Mémorandum* du Centre national tablait sur une insurrection au printemps, donc après la fonte des glaces. Or, la rébellion a lieu quelques semaines plus tôt, quelques semaines trop tôt pour la réussite de tels plans. Il est donc probable que les forces contre-révolutionnaires qui comptaient sur ce soulèvement ne sont pas parvenues à le conduire ni à le maîtriser une fois enclenché. D'ailleurs, les anciens généraux tsaristes, qui conseillent vivement aux insurgés de passer à l'offensive et de marcher sur Petrograd, ne sont pas écoutés ; les insurgés préfèrent s'enfermer dans leur île, alors même qu'ils ont peu de chance d'en sortir vainqueurs. Même Henri Arvon, qui leur est favorable, écrit : « *Ils sont coupables, certes, les marins de Cronstadt, d'être entrés, tant soit peu, dans le jeu de la contre-révolution, à leur insu sans doute* »<sup>1</sup>.

### La fin et les moyens

L'approche de la fonte des glaces et le danger réel d'une récupération de l'insurrection par les Blancs et les impérialistes pour relancer la guerre civile rendaient donc nécessaire, du point de vue bolchevik, d'en finir au plus vite avec cette insurrection. Mais, pendant une semaine entière, du 1<sup>er</sup> au 8 mars, les bolcheviks ont recherché une solution pacifique. C'est le sens de la proposition du 6 mars, rejetée avec condescendance par les Cronstadtien, comme nous l'avons vu. Cette solution négociée se révélant impossible, les bolcheviks ont choisi la force. Dès lors, celle-ci ne pouvait qu'être déterminée. Ici, la condamnation de l'usage de la « violence » ne saurait relever que d'une vision pacifiste petite-bourgeoise, inconsciente de ce que l'histoire avance nécessairement par des rapports de force, qui se soldent souvent dans le sang. À cet égard, la formule employée par Trotsky au sujet de la répression de

Cronstadt apparaît des plus justes : pour les bolcheviks, qui voulaient préserver à tout prix le premier État ouvrier comme marchepied de la révolution mondiale, il y eut bien là « *nécessité tragique* ». De ce point de vue, les communistes révolutionnaires ne peuvent qu'approuver la décision de mettre fin à l'insurrection de Cronstadt, dans l'intérêt supérieur de la révolution mondiale dont l'État ouvrier soviétique, quelles que soient ses limites, dues en grande partie à la situation objective, était à cette époque le plus précieux des acquis.

Reste un certain nombre de questions, qui concernent les méthodes employées par les bolcheviks. Comment Zinoviev, président le comité de défense de Petrograd, pouvait-il prétendre négocier quoi que ce soit, en envoyant aux Cronstadtien, le 4 mars, un texte non seulement menaçant, mais méprisant : « *Vous êtes entourés de tous côtés. Dans quelques heures vous serez contraints de vous rendre. Cronstadt n'a ni pain ni combustible. Si vous persistez on vous canardera comme des perdrix* » ? Plus généralement, la proposition de négociations adressée par le gouvernement bolchevik aux insurgés aurait sans doute dû s'accompagner, pour avoir des chances d'aboutir, d'une réelle prise en compte de certaines des revendications politiques des insurgés. Il aurait été possible, par exemple, de s'engager à établir un calendrier pour l'organisation d'élections à moyen terme, pour la mise en place rapide de commissions ouvrières pour le contrôle et la démocratisation du pouvoir, etc. Or il ne s'agissait pas seulement de mettre fin à une insurrection dangereuse, mais aussi de reconnaître le fond de vérité que contenaient les revendications des insurgés, rejoignant d'ailleurs, sur la question de la démocratie ouvrière, des exigences formulées de leur côté par certains bolcheviks, comme ceux de l'Opposition ouvrière. Deux ans et demi plus tard, dans *Cours nouveau* (automne 1923), Trotsky estimera la situation socio-économique assez mûre pour reprendre à son compte les critiques les plus virulentes contre l'absence de démocratie dans le pays et dans le parti lui-même, contre la bureaucratisation extrêmement rapide du pouvoir...

En mars 1921, en tenant compte tactiquement, à juste titre, des revendications paysannes (dont les insurgés de Cronstadt ne fournissent qu'une des nombreuses expressions contemporaines), mais sans accorder

de réelle importance à leurs revendications politiques, Lénine, Trotsky et tous les dirigeants bolcheviks ont sans doute sous-estimé l'aspiration des masses à une plus grande démocratie ouvrière et l'importance cruciale de cette question pour l'avenir de l'État ouvrier et de la révolution. Nous reviendrons dans un prochain article sur le processus de bureaucratisation et de « stalinisation » du pouvoir soviétique. Mais on peut dire d'ores et déjà que la nécessité militaire immédiate de réprimer l'insurrection ne dispensait pas d'engager une réflexion et des mesures progressives sur la démocratie dans l'État ouvrier dès lors que se refermait la période de l'inévitable « communisme de guerre ». Lénine, Trotsky et bien d'autres ne le comprendront qu'un peu plus tard, à un moment où la bureaucratie avait déjà conquis une place hégémonique dans tout l'appareil d'État et dans le Parti, et où une bonne partie des masses avait, quant à elle, sans doute déjà renoncé à l'espoir d'une véritable démocratisation...

De ce point de vue, la « tragédie de Cronstadt », c'est que les insurgés ont posé de vraies questions politiques, mais leurs termes frontalement anti-bolcheviks et surtout leur acte insurrectionnel lourd de danger contre-révolutionnaire après trois ans de guerre civile et des mois de révoltes paysannes dans tout le pays, ne pouvaient qu'empêcher les dirigeants bolcheviks de les entendre.

Laura Fonteyn

<sup>1</sup> Henri Arvon, *op. cit.*, p. 125.

## AU SOMMAIRE

### GUERRE CONTRE LE LIBAN

- **Vive la résistance du peuple libanais !** La défaite de l'agression israélienne est un tournant dans la situation du Moyen-Orient (p. 3)
- **La résolution 1701 de l'ONU** impose la « paix » impérialiste (p. 7)
- **La lutte contre la guerre impérialiste et la tactique du front unique anti-impérialiste**, acquis de l'Internationale communiste et de la IV<sup>e</sup> Internationale (p. 8)
- **Pas de « solidarité » avec les peuples sans soutien à leur résistance** et lutte contre l'impérialisme français (p. 11)
- **Vive le Collectif de soutien à la résistance des peuples du Moyen-Orient** contre l'impérialisme et le sionisme ! (p. 13)
- **Troupes françaises hors du Liban !** (p. 18)

### SOCIÉTÉ ET ÉTAT ISRAÉLIENS

- **Racisme d'État et discriminations communautaires redoublent les inégalités sociales.** Rupture avec le sionisme et le capitalisme ! (p. 20)
- **Pour une histoire marxiste de la Palestine.** Un livre d'I. Pappé (p. 31)
- **Témoignage sur l'apartheid d'Israël.** Un livre de S. Nathan (p. 32)

### ÉLECTIONS DE 2007

**Pour une campagne unitaire réellement anti-capitaliste : la LCR, LO et le PT** sont face à leurs responsabilités (p. 33)

### LUTTE DE CLASSE

- **Bilan d'activité du Comité pour un Courant Intersyndical** Lutte de classe et Antibureaucratique (p. 37)
- **Après l'évacuation du « squat » de Cachan :** mobilisation générale contre la politique anti-immigrés ! (p. 40)
- **Fusion Suez-GDF :** Non à la fusion-privatisation ! Oui à la fusion-renationalisation à 100 % d'EDF et de GDF, sous contrôle ouvrier ! (p. 40)
- **Syndicalisme étudiant :** le congrès de la Fédération Syndicale Étudiante discute le bilan du mouvement (p. 41)
- **Il faut une véritable organisation nationale étudiante de lutte !** (p. 42)

### HISTOIRE, RÉVOLUTION RUSSE

**Fallait-il réprimer l'insurrection de Cronstadt ?** (p. 45)